



Bilan Macroéconomique Rapide des effets du Covid-19 en Guinée Équatoriale Data-Pop Alliance en collaboration avec ADE

*Cette version: V2
Vendredi 3 juillet 2020*

Table de matières

1.	Introduction	4
2.	Situation macroéconomique pré-pandémie	5
3.	Covid-19 en Guinée Équatoriale : bref état des lieux	10
4.	Impact macroéconomique de la pandémie : chaîne des chocs économiques	11
4.1	Le choc immédiat : forte baisse de la demande en produits pétroliers	11
4.2	Le choc immédiat sur les recettes de l'État : analyse macro-budgétaire	16
4.3	Les chocs secondaires : évolution de la demande et chaînes d'approvisionnement	23
4.4	Chocs sur les flux financiers	41
4.5	Effets de second tour du Covid : impact sur l'emploi	52
5.	Réponse apportée par le Gouvernement à court terme	56
6.	Principaux constats et pistes de recommandations préliminaires	57
	Références	61
	Annexe 1 : Statistiques	63
	Annexe 2 : Méthodes de projection des recettes budgétaires	66

Table des figures et des tableaux

Figure 1: Part des hydrocarbures dans les exportations entre 2013 et 2020	5
Figure 2: Évolution du PIB réel en % entre 2013 et 2021	5
Figure 3: Part du PIB réel de la Guinée Equatorial dans celui de la CEMAC	6
Figure 4: Part du secteur pétrolier dans le PIB réel entre 2012 et 2019	6
Figure 5: Contribution au PIB des secteurs non-pétroliers, 2012 à 2019	7
Figure 6: Évolution des recettes, des dépenses et du solde budgétaire global entre 2013 et 2021	7
Figure 7: Évolution de l'inflation entre 2013 et 2021	8
Figure 8: Production et Exportations de pétrole Brut	11
Figure 9 : Part des produits pétroliers dans les exportations totales entre 1994 et 2018	12
Figure 10: Prix du baril et volume des exportations de pétrole brut	12
Figure 11: Destinations principales des exportations en 2019	14
Figure 12: Part des hydrocarbures dans les recettes publiques entre 2013 et 2021	17
Figure 13: Recettes générées par les hydrocarbures entre 2013 et 2021	17
Figure 14: Recettes budgétaires* et prix du Brent	19
Figure 15: Evolution des dépenses par type entre 2017 et 2020	21
Figure 16: Evolution de la composition des dépenses courantes (2017-2020)	22
Figure 17: Evolution du Programme d'Investissement Public par secteur (2017-2020)	22
Figure 18: Flux d'IDE entrants entre 1990 et 2018	24
Figure 19: Importations et exportations de produits agricoles entre 2011 et 2017	25
Figure 20: Exportations et importations de produits alimentaires entre 2011 et 2017	25
Figure 21: Origine des importations en 2019	31
Figure 22: Evolution de l'indice des prix à la consommation	34
Figure 23: Evolution de l'indice des prix à la consommation par secteurs	34
Figure 24: Taux de change USD/XAF (en haut) et USD/EUR (en bas)	35
Figure 25: Transport aérien entre 2010 et 2018	37
Figure 26: Trafic de conteneurs maritimes entre 2010 et 2018	37
Figure 27: Balance commerciale entre 2012 et 2019	38
Figure 28: Recette des impôts sur les biens et services entre 2006 et 2018	38
Figure 29: Indices des taux de change effectifs réels, 1998-2016	39
Figure 30: Epargne nationale (% du PIB)	40
Figure 31: Investissement total (% du PIB)	40
Figure 32: Taux de migration nette entre 1950 et 2015 (%)	43
Figure 33: Evolution de l'APD (% du RNB) 2012-2018	44
Figure 34: Principaux bailleurs de fonds et distribution de l'APD au sein des agences des Nations Unies	44
Figure 35: Distributions des APD par secteurs	45
Figure 36: IDE entrants par habitant entre 1990 et 2018	45
Figure 37: Taux de croissance de la dette, 2013-2020	46
Figure 38: Evolution de la dette en % du PIB, 2013-2020	47
Figure 39: Avoirs de réserve à la BEAC entre 2013 et 2021	50
Figure 40: Répartition de l'emploi par secteur d'activité économique en 2020	53
Figure 41: Evolution des parts des secteurs économiques dans l'emploi total entre 2008 et 2020	53
	2

Figure 42: Evolution entre 2008 et 2020 de la croissance annuelle du produit moyen par travailleur	54
Figure 43: Part des travailleurs employés et indépendants en 2020	55
Figure 44: Distribution des revenus du travail par décile: courbe de Lorenz	55
Tableau 1: Aperçu des projections internationales sur la demande et le prix des hydrocarbures	13
Tableau 2: Aperçu des projections disponibles sur les hydrocarbures en Guinée Equatoriale	14
Tableau 3: Aperçu des projections disponibles sur l'évolution du PIB en Guinée Equatoriale	15
Tableau 4: Projection des recettes budgétaires selon la méthode des élasticités	18
Tableau 5: Projection des recettes budgétaires selon la méthode de régression	18
Tableau 6: Ventilation du commerce en Guinée Equatoriale	23
Tableau 7: Principaux indicateurs économiques	32
Tableau 8: Effets sur la balance des paiements	41

1. Introduction

Ce bilan macroéconomique rapide des effets du Covid-19 en Guinée Équatoriale fait partie du projet « Impacts et Implications du COVID-19 pour la Guinée Équatoriale » et fait suite au besoin exprimé par le Ministère des Finances, de l'Économie et de la Planification au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en Guinée Équatoriale afin de mieux comprendre les effets immédiats du COVID-19 sur l'économie du pays.

Ce bilan macroéconomique rapide vise à proposer une appréciation des facteurs qui déterminent les grands équilibres économiques et budgétaires, de leur capacité à assurer un cadre à peu près stable sur la durée, de l'impact du Covid-19 sur ces mêmes équilibres et les mesures gouvernementales prises à court terme en matière de politiques publiques pour atténuer l'impact. Il ne vise pas à proposer une analyse détaillée de l'ensemble des défis de développement de la Guinée équatoriale, ni à rentrer dans des analyses sectorielles, aspects qui feront l'objet d'un travail ultérieur dans le cadre de ce projet.

Le document, dans sa version provisoire, présente successivement :

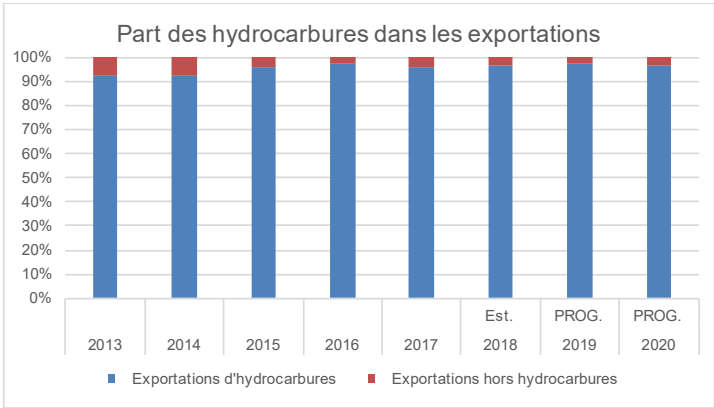
- La situation macro-économique pré-pandémie ;
- Un bref état des lieux du Covid-19 ;
- L'impact macroéconomique de la pandémie en détaillant la chaîne des chocs économiques ;
- Les mesures gouvernementales prises à court terme par le gouvernement sur le plan économique pour pallier les difficultés liées au Covid-19 ; et
- Les principaux constats et pistes de recommandations préliminaires.

Cette étude comporte une analyse quantitative - basée sur des données accessibles au grand public et des méthodes simples - qui propose quelques scénarii plausibles d'évolution des recettes publiques dans le contexte de la pandémie mondiale de Covid-19. Cette analyse ne saurait avoir un statut 'officiel' et ne préjuge absolument pas de l'issue des négociations en cours avec les créanciers (été 2020) quant au niveau maximum de déficit et d'endettement qui sera autorisé à l'État équatoguinéen.

2. Situation macroéconomique pré-pandémie

Au début des années 2000, la Guinée équatoriale a connu un essor économique important tiré par la production de pétrole. Cet essor a permis d'accroître significativement le revenu par habitant, la Guinée équatoriale passant du groupe des « pays à faible revenu » à celui des « pays à revenu intermédiaire à tranche supérieure ». Il a également permis d'accroître les investissements publics, ce qui a conduit à un degré élevé de développement des infrastructures. Il a par ailleurs été accompagné d'une dépendance croissante à l'égard du pétrole au début et du gaz dans un deuxième temps, qui représentaient ensemble en moyenne 95% des exportations (Figure 1) et en moyenne 82% des recettes du gouvernement au cours de la période 2013-2019¹. Pendant les années d'expansion, certains tampons macroéconomiques ont été constitués, tandis que la dette extérieure et publique sont restées très faibles.

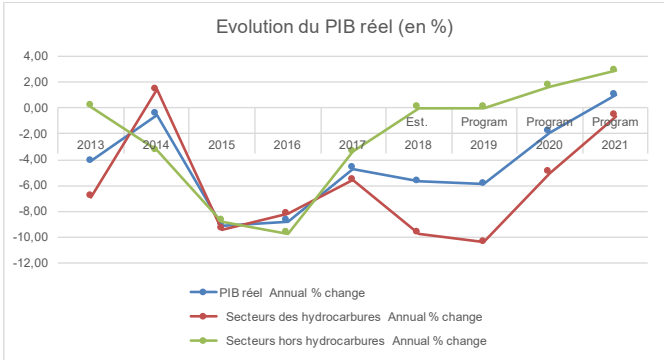
Figure 1: Part des hydrocarbures dans les exportations entre 2013 et 2020



Source : ADE sur base des données du FMI

Le pays a été durement touché par le choc des prix du pétrole qui a eu lieu à la mi-2014. Les réserves constituées n'ont pas été suffisantes pour résister à ce choc. La forte baisse des prix du pétrole et la diminution séculaire de la production d'hydrocarbures ont entraîné d'importants déséquilibres macroéconomiques, notamment sur le plan budgétaire, et une croissance économique négative au cours de la période 2013-2019, avec un pic autour de -9% en 2015-2016 (cf. Figure 2). Selon les estimations du FMI, le PIB réel aurait enregistré un déclin de 71% entre 2014 et 2019.

Figure 2: Évolution du PIB réel en % entre 2013 et 2021

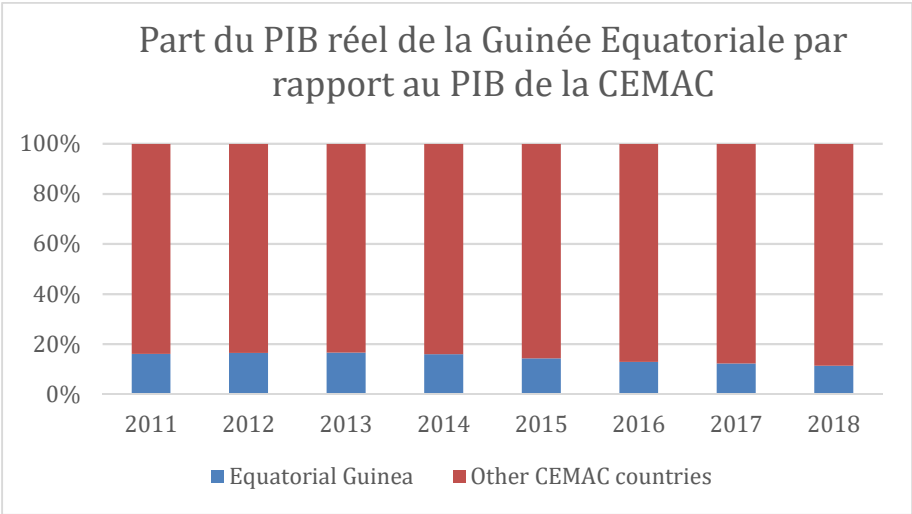


Source : ADE sur base des données du FMI

Par ricochet, le poids économique de la Guinée Équatoriale au sein de la CEMAC s'est aussi contracté, pour ne représenter plus que 12% du PIB réel de la zone, alors qu'il avait frôlé 20% en 2013 (Figure 3).

¹ Calculs d'ADE sur base des données du FMI.

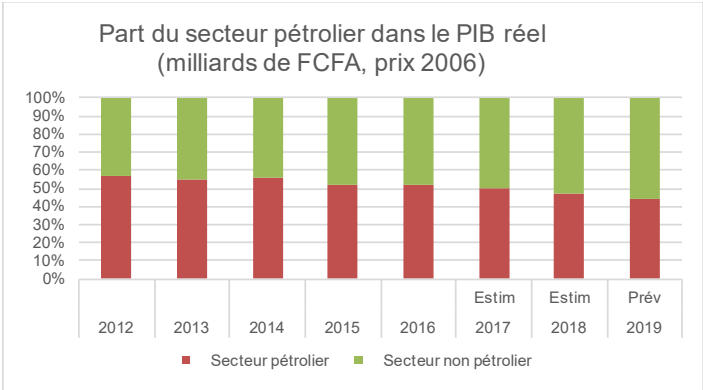
Figure 3: Part du PIB réel de la Guinée Equatorial dans celui de la CEMAC



Source : ADE sur données du FMI. PIB prix constants, PPA, dollars internationaux 2011.

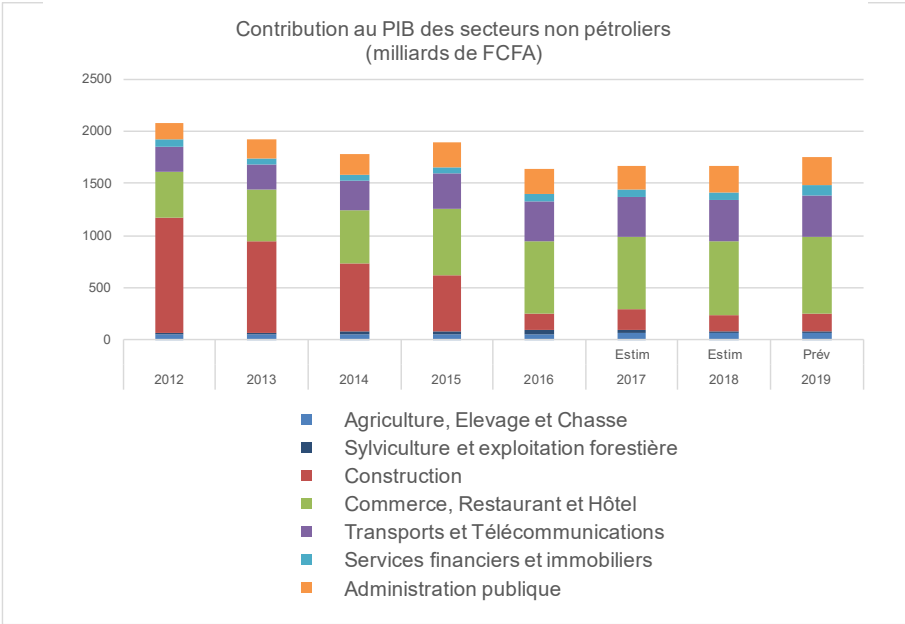
L'économie reste dominée par les hydrocarbures et peu diversifiée, malgré le vaste programme de modernisation des infrastructures entrepris au cours des deux dernières décennies. La part du secteur pétrolier dans le PIB reste significative tout au long de la période, bien qu'elle diminue progressivement de 57% à 54% entre 2012 et 2019 (cf. Figure 4). Hors secteur pétrolier, les secteurs contribuant le plus au PIB au cours de la période regroupent le secteur de la construction, l'administration publique et le commerce. Au cours de la période 2012-2019, la part du secteur de la construction dans le PIB diminue (passant de 14% à 3% du PIB) au profit de celle du commerce/restaurants/hôtels (passant de 6% à 13% du PIB) et des transports et télécommunications (passant de 3% à 7% du PIB) (cf. Figure 5).

Figure 4: Part du secteur pétrolier dans le PIB réel entre 2012 et 2019



Source : ADE sur base des données de la BEAC

Figure 5: Contribution au PIB des secteurs non-pétroliers, 2012 à 2019

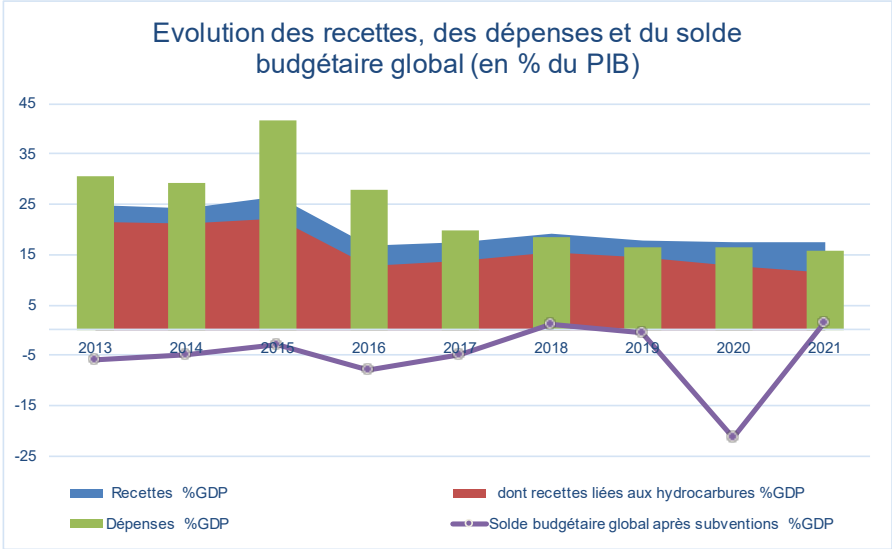


Source : ADE, sur base des données de la BEAC

La chute des prix du pétrole a eu un impact direct sur les comptes publics. Les recettes et les dépenses publiques ont drastiquement diminué, avec un déclin de 54% pour les recettes et de 65% pour les dépenses entre 2013 et 2019². La part des recettes totales se situe à une moyenne de 17,8% du PIB au cours de la période 2016-2019 après avoir avoisiné en moyenne les 25% durant la période 2013-2015. La part des dépenses se situe à une moyenne de 18,3% au cours de la période 2017-2019, après un pic à 41,6% du PIB en 2015. Le solde budgétaire global est déficitaire sur l'ensemble de la période (oscillant autour de -4,6% en 2013-2015 et en 2017), hormis en 2018.

Le FMI prévoit une amélioration du solde budgétaire en 2019, avec une réduction significative du solde primaire non pétrolier. L'adoption par les autorités d'une nouvelle loi sur les droits d'accises sur les boissons, le tabac et les véhicules importés devrait contribuer à ces améliorations. Le FMI prévoit un creusement important du déficit (-21%) en 2020 du fait de la prise en compte la même année d'un apurement unique des arriérés de paiement aux fournisseurs par le biais de la titrisation (cf. Figure 6).

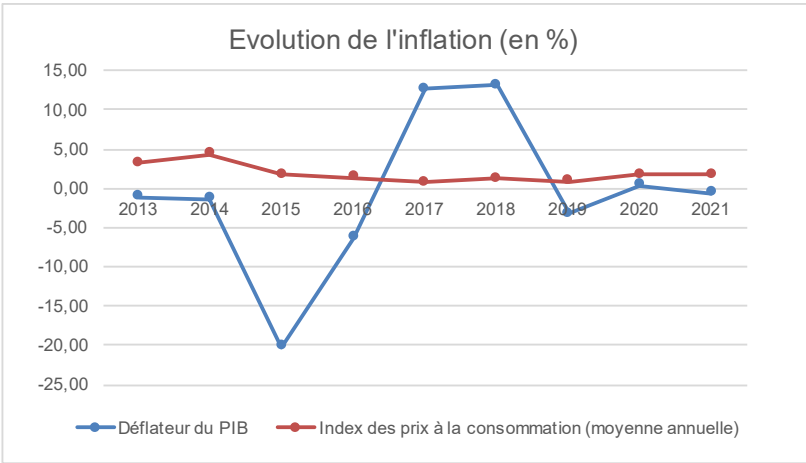
Figure 6: Évolution des recettes, des dépenses et du solde budgétaire global entre 2013 et 2021



2 Calculs d'ADE sur base des données du FMI.

L'inflation a été contenue, tombant à moins de 2 % entre 2015 et 2018, avec des perspectives à l'époque jugées de faible taux d'inflation à partir de 2019. La Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC) a joué un rôle clé dans la maîtrise de l'inflation, notamment en exerçant une surveillance bancaire, en contrôlant les liquidités et en éliminant son recours aux avances de fonds à partir de 2017. Le contrôle des taux directeurs a contribué à freiner l'inflation. Cependant, le faible taux d'inflation est dû notamment à la faible inflation en Europe, d'où sont importés de nombreux biens de consommation.

Figure 7: Évolution de l'inflation entre 2013 et 2021



Source : ADE sur base des données du FMI

Le secteur bancaire a stagné, avec un nombre élevé de prêts non productifs liés aux arriérés de l'État, ce qui entrave la reprise du secteur non pétrolier. La récession prolongée a négativement impacté la liquidité financière des banques, les créances douteuses dans le total des prêts s'envolant, principalement en raison des arriérés de paiement du gouvernement envers les fournisseurs nationaux, qui avaient eux-mêmes contracté des prêts bancaires. Les autorités mettent en œuvre une stratégie, appuyée par le programme du FMI, visant à apurer les importants arriérés des entreprises de construction par l'émission d'obligations d'État et à recapitaliser les banques en difficulté, tout en assurant le respect des règles prudentielles et des normes de gouvernance de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC). L'apurement des arriérés intérieurs permettrait de réduire fortement les prêts non productifs, d'améliorer la liquidité des banques et de renforcer le secteur bancaire, ce qui est essentiel pour relancer la croissance hors hydrocarbures.

La dette publique s'est envolée, passant de 8,7% en 2014 à une moyenne de 40,8% du PIB au cours de la période 2014-2019, avec un pic à 46% du PIB en 2019³. La plus grande partie de l'encours de la dette est liée aux arriérés intérieurs.

Suite à des discussions initiées en 2017, **la Guinée équatoriale a bénéficié d'un programme suivi par le FMI (Staff Monitored Program (SMP))** couvrant la période janvier-juillet 2018. Le SMP a servi de cadre à la mise en œuvre de l'ajustement budgétaire et a préparé le terrain pour le lancement de réformes structurelles visant à résoudre les problèmes de gouvernance et à soutenir la lutte contre la corruption, ainsi qu'à promouvoir la diversification économique. Le FMI a jugé les performances du SMP globalement satisfaisantes, malgré des délais dans l'atteinte de certaines mesures structurelles lors de la seconde revue. Fin juillet 2018, l'ensemble des cibles quantitatives, sauf une, et trois des cinq repères structurels avaient été atteints.

3 Données du FMI.

Le SMP a servi de base aux discussions pour la conclusion d'une Facilité Elargie de Crédit (FEC) avec le Fonds pour un montant de 205 Millions DTS (environ 282.8 Millions \$) sur trois ans en décembre 2019. Il aura fallu environ 2 ans et demi pour mener à bien l'ensemble du processus et approuver le programme, ce qui reflète les difficultés rencontrées par le pays pour remplir les conditions du FMI. La FEC vise cinq objectifs clé : (i) réduire davantage les déséquilibres macroéconomiques pour maintenir la viabilité de la dette publique, reconstituer les avoirs extérieurs nets et soutenir la stratégie régionale d'ajustement de la CEMAC agréée en 2016 pour améliorer la stabilité intérieure et extérieure de l'union, (ii) promouvoir le développement du capital humain et améliorer la protection sociale, notamment en atténuant l'impact de l'ajustement sur les pauvres ; (iii) remédier aux vulnérabilités du secteur financier ; (iv) favoriser la bonne gouvernance et la transparence et lutter contre la corruption ; et (v) promouvoir la diversification économique.

3. Covid-19 en Guinée Équatoriale : bref état des lieux

La dernière mise à jour connue fait état, le 1 juillet 2020, de 2001 contaminations au Covid-19, 32 décès et 515 guérisons⁴. **L'institut John Hopkins estime l'incidence du Covid-19 en Guinée Equatoriale à 142 cas par 100 000 habitants. Si ce taux est nettement plus bas que celui affiché par les régions les plus touchées en Europe, aux Etats-Unis et récemment en Amérique Latine, il est toutefois relativement élevé par rapport au continent africain.** A noter que le Gabon et São Tomé e Príncipe figurent eux aussi parmi les pays africains les plus touchés en termes d'incidence des contaminations sur le territoire. Les premiers cas connus sur le territoire de la Guinée Equatoriale sont cinq personnes arrivées d'Espagne par voie aérienne le 13 mars⁵ et diagnostiquées positives les 18 et 19 mars. La première transmission locale a été identifiée le 26 mars. Le nombre de cas positifs nouvellement détectés a fortement augmenté à partir de la mi-avril.

L'état d'alerte nationale a été déclaré dès le 13 mars, impliquant la fermeture des frontières terrestres, une quarantaine de 14 jours pour toute personne récemment arrivée sur le territoire et la suspension des vols commerciaux internationaux ainsi que la création d'un fonds spécial d'urgence, s'élevant à 8 millions de dollars. Le 23 mars, les mesures ont été renforcées (fermeture des bars et interdiction des rassemblements). L'état d'alerte sanitaire a été décrété le 26 mars (« Décret 42/2020 »), incluant un renforcement des mesures de confinement (interdiction de déplacement sauf pour raison essentielle, en ce compris le travail, fermeture des commerces non essentiels, ...) ainsi qu'un soutien financier au secteur de la santé et un plan de soutien socio-économique (Décret 43/2020). L'état d'alerte sanitaire est prolongé par quinzaine et est actuellement maintenu jusqu'à la mi-juin. Fin avril, le Décret 44/2020 a interdit les manifestations du 1^{er} mai.

La capacité de réponse de la Guinée Équatoriale face à la pandémie est relativement limitée. Selon la liste préliminaire des pays de l'OMS du 16 mars, le pays est classé au niveau 2⁶ parmi les pays les moins préparés, sur une échelle allant jusqu'à 5 (5 étant le plus bas niveau de risque). Sur les 54 États africains, la Guinée Équatoriale est classée 11^{ème} pays le plus vulnérable⁷. Les faiblesses notables incluent une capacité réduite de test (200 par jour, augmentée à 500 par jour fin avril⁸, dans le laboratoire de Baney) et un nombre limité d'établissements de santé à même de prendre en charge des cas de Covid-19 (2 établissements dans le pays), eux-mêmes faiblement dotés en respirateurs. Enfin l'accès limité de la population à des infrastructures sanitaires de base augmente le risque de contagion.

Les principales mesures de prévention sanitaire sont la suspension des voyages internationaux puis nationaux, l'interdiction de rassemblement et le confinement généralisé de la population ; les déplacements pour raison professionnelle restant autorisés. Des mesures de renforcement du système sanitaire ont aussi été prises, y compris la création d'un fonds d'urgence, l'augmentation des dépenses publiques en santé, l'acquisition de matériel médical et le renforcement de la capacité de test au laboratoire de Baney.

⁴ <https://coronavirus.jhu.edu/map.html>

⁵ <https://ahoraeg.com/salud/2020/03/18/guinea-ecuatorial-confirma-el-cuarto-caso-de-coronavirus/>, consulté le 4 juin 2020.

⁶ <https://www.undp.org/content/dam/rba/docs/COVID-19-CO-Response/undp-rba-covid-equatorialguinea-apr2020.pdf>, consulté le 4 juin 2020.

⁷ <https://africacenter.org/spotlight/mapping-risk-factors-spread-covid-19-africa/>, consulté le 4 juin 2020.

⁸ <https://www.guineaequatorialpress.com/noticia.php?id=15337>, consulté le 4 juin 2020.

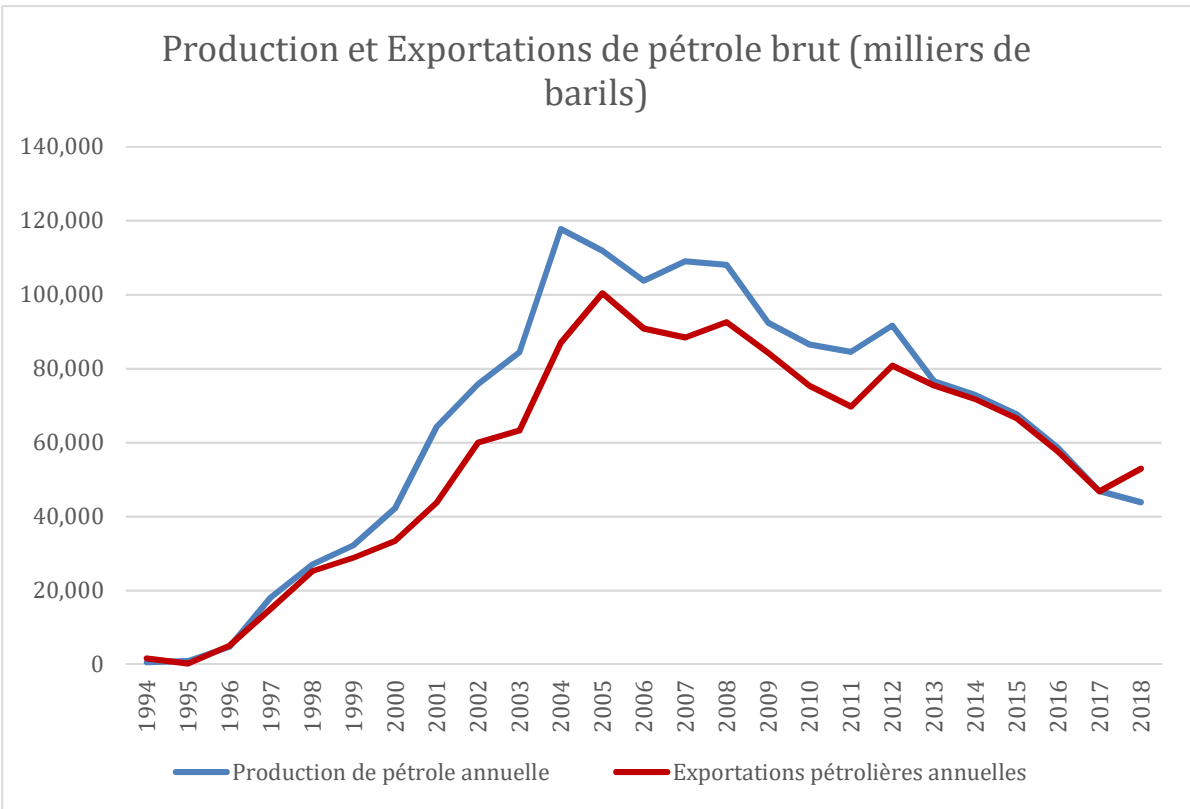
4. Impact macroéconomique de la pandémie : chaîne des chocs économiques

4.1 Le choc immédiat : forte baisse de la demande en produits pétroliers

Le choc primaire qui affecte l'économie de la Guinée Équatoriale suite au Covid-19 est sans aucun doute le changement de la demande internationale d'hydrocarbures, dont le PIB dépend en mesure prédominante, même si en diminution au fil des années, comme nous l'avons vu dans la section 2 (notamment Figure 4).

Il ne faut toutefois pas s'y tromper. Même si la production et les exportations de pétrole sont en baisse presque constante depuis le pic des années 2004-2008 (Figure 8), en raison du vieillissement des gisements offshore, des mesures de contrôle de la production résultant de la participation du pays à l'OPEP depuis 2017 et de l'entrée sur le marché de nouveaux fournisseurs plus compétitifs, **l'importance du secteur pétrolier dans la balance des paiements et dans le multiplicateur de la dépense publique et privée qu'alimente le secteur, surtout pour la construction et les services, reste capitale et, au moins à court et moyen terme, difficile à remplacer.**

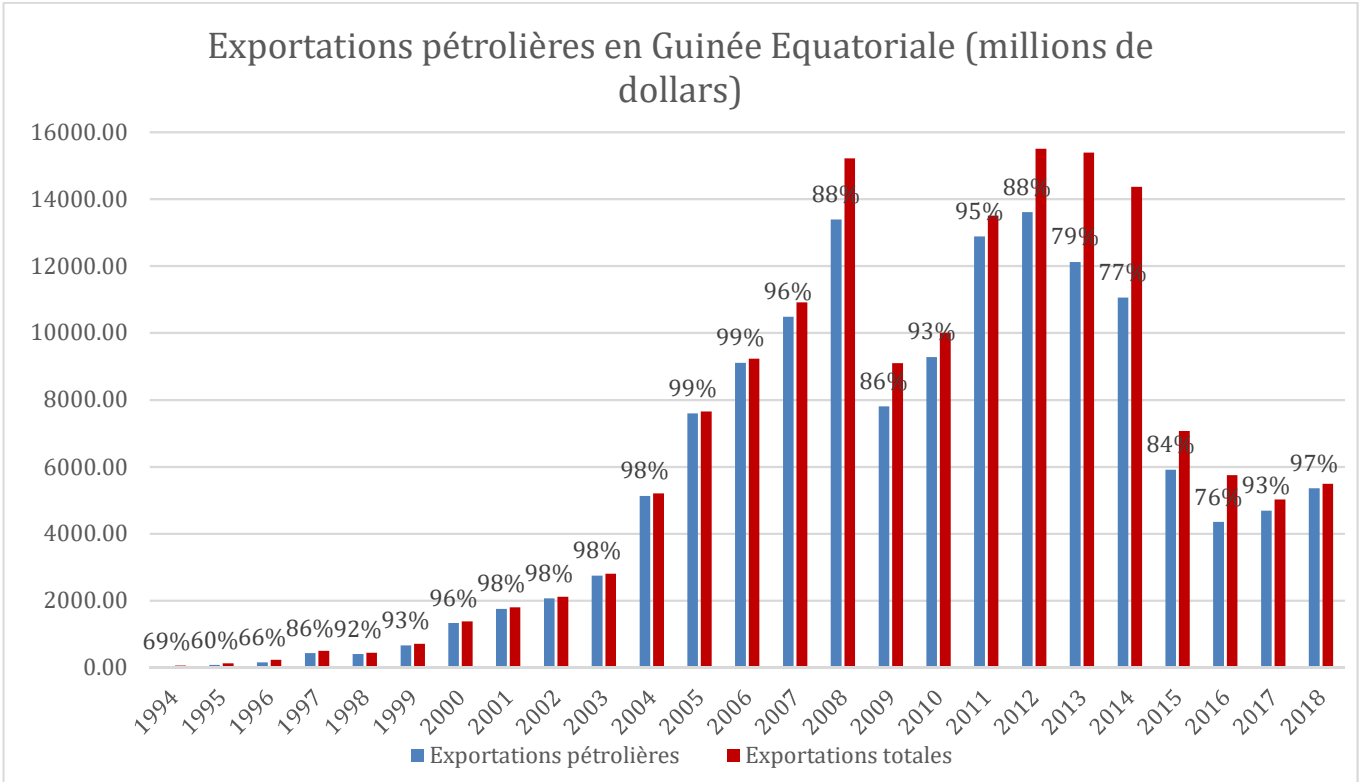
Figure 8: Production et Exportations de pétrole Brut



Source: OPEP, Statistical Yearbook 2019

La part écrasante des exports pétroliers sur les exportations totales n'a guère diminué au fil des années, et elle a même augmenté à nouveau à partir de 2015, jusqu'à atteindre 97% en 2018. La figure 9 montre la valeur des exports pétroliers en regard de celle du total des exports. Selon les données du Centre du Commerce International à Genève, dans les années 2012 à 2016, les deux catégories de produits les plus exportés en dehors du pétrole ont été les dérivés chimiques des hydrocarbures, essentiellement le méthanol (qui toutefois atteint à peine 3,3% en moyenne des exportations) et le bois d'œuvre (en moyenne 1,8%).

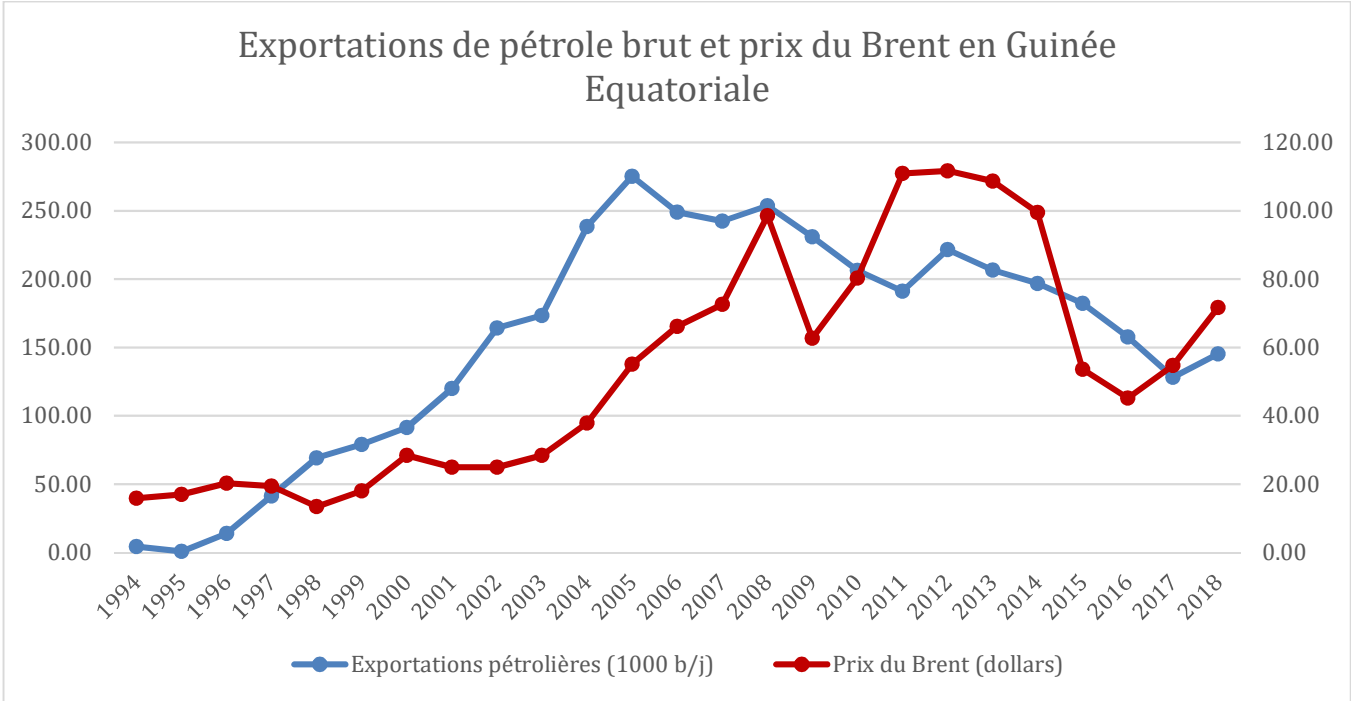
Figure 9 : Part des produits pétroliers dans les exportations totales entre 1994 et 2018



Source: élaboration ADE à partir des données de l'OPEP

En plus de la volatilité qu’entraînent les oscillations de la demande mondiale, il convient également de souligner que le secteur pétrolier équato-guinéen a perdu beaucoup de son élasticité à la demande internationale, en d’autres termes, la capacité du pays à répondre aux pics de la demande a baissé, et cela bien avant son adhésion au mécanisme de contrôle des prix de l’OPEP, comme on peut le voir dans la Figure 10.

Figure 10: Prix du baril et volume des exportations de pétrole brut



Source: ADE sur base des données de l'OPEP.

La prévision de l'impact du Covid-19 sur la demande d'hydrocarbures équato-guinéens n'est pas chose aisée, notamment parce que les prévisions sur l'économie mondiale suite à la crise sont encore très incertaines. Le tableau suivant (Tableau 1) résume les estimations internationales disponibles à ce jour sur la demande et le prix des hydrocarbures, qui restent encore extrêmement incertaines. Il suffit de rappeler que si le consensus fin avril était d'un prix du Brent autour de 25\$/b jusqu'à la fin de l'année, les prix fin mai tournaient autour de 30-35\$/b, pour franchir même brièvement le seuil de 40\$/b, avant de refluer à nouveau courant juin et de remonter en tout début de juillet.

Tableau 1: Aperçu des projections internationales sur la demande et le prix des hydrocarbures

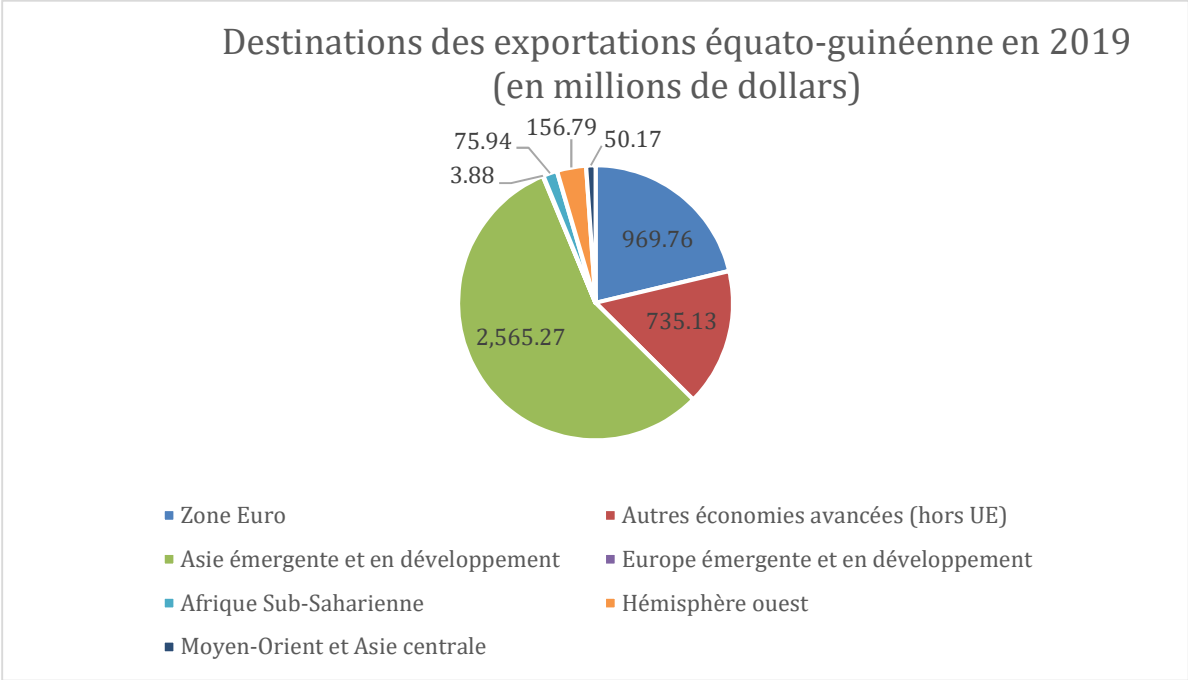
Agrégat	Monde	Source
Demande de pétrole	Autour de -8% en 2020 , par rapport à 2019	IEA Global Energy Review
Demande de gaz	Autour de -4% en 2020 par rapport à 2019	IEA Global Energy Review and Gas Report
Prix du pétrole (moyenne Brent, Dubaï et West Texas)	-47,9% par rapport à 2019, i.e. 32 US\$ in 2020 et +18,8% par rapport à 2020, i.e. 38 US\$ in 2020 .	WB Global Economic Prospects. The WB Commodity Market Outlook gives 35 US\$ in 2020 and 42 US\$ in 2021 .
Prix du pétrole Brent (le plus pertinent pour la Guinée Équatoriale)	33,3 US\$ in 2020 et 39,6 US\$ in 2021 si même évolution que pour la moyenne	WB Global Economic Prospects
	59,7 US\$ en 2019 56,7 US\$ en 2020 54,3 US\$ en 2021 53,7 US\$ en 2022	IMF Review, December 2020
	(i) le scénario de base initial avec un prix à 55,5 US\$ en 2020, (ii) le scénario de base révisé (crise transitoire avec un cours moyen du baril de 39,1 US\$, et (iii) le scénario pessimiste (propagation rapide et de grande ampleur) avec un cours moyen du baril de 20 US\$ en 2020	BEAC, Rapport de politique monétaire, Mars 2020
	38,02 US\$ en 2020	Agence Internationale de l'Energie, Juin 2020, voir https://www.eia.gov/analysis/
	Deux scénarios, 36 US\$ et 33,8 US\$ en 2020	INEGE
	33 US\$ en 2020	Ministère de l'Économie et des Finances, en vue de la demande au titre du Rapid Financing Instrument du FMI
Prix du gaz	-25% par rapport à 2019, donc 3,6 US\$ / mmbtu in 2020	World Bank Commodity Markets Outlook

En vue des hypothèses plus pessimistes, l'OPEP+ a décidé à la mi-avril d'une baisse de 10 millions de barils par jour pendant 2 mois, relâchée à 8 millions de barils pour le reste de l'année, et 6 millions pour 2021 et 2022. La baisse est censée favoriser l'écoulement des stocks et met fin à la guerre des prix

entamée en février par l'Arabie Saoudite et la Russie, mais sera très vraisemblablement loin de soulager les producteurs dans les pays extérieurs à l'accord, comme les États-Unis et le Canada.

La Guinée Équatoriale, le plus petit producteur OPEP, ne saurait avoir une grande influence sur les cours internationaux et son positionnement vis-à-vis de ses principaux clients est ambigu. Comme le montre la Figure 11, la plupart de ses exports (56%) allaient en 2019 vers l'Asie, surtout la Chine (où la demande devrait se ressaisir), l'Inde (qui devrait entrer en sérieuse récession), Singapour et la Corée. La zone euro compte pour 21% de ses exports, ses clients les plus importants étant l'Espagne et le Portugal (dont les économies devraient redémarrer plus lentement que d'autres pays de la zone), alors que les États-Unis (dont la demande annuelle en hydrocarbures devrait fléchir de presque deviennent un client beaucoup moins important ces dernières années) écoulent à peine 7% des exports guinéens.

Figure 11: Destinations principales des exportations en 2019



Source : FMI

Pour l’instant, les seules projections disponibles pour la production et les exportations de la Guinée Équatoriale sont celles du FMI, fin 2019 donc avant la crise du Covid, et la première étude d’impact du Covid-19 menée en avril 2020 par l’INEGE, qui exploite deux scénarios, celui d’une crise transitoire et rapidement maîtrisée, et celui d’une propagation rapide et à grande échelle. Dans le premier scénario, le prix du pétrole brut serait de 36 \$ et dans le deuxième, de 33,8 \$/baril. Il s’agit de niveaux à peu près correspondants au niveau actuel des cours du Brent, mais plus optimistes que d’autres prévisions récentes. Les quantités de brut exportées seraient réduites de 4,8% et respectivement de 12,2% dans les deux scénarios. Le tableau suivant résume les estimations de production et d’exportation actuellement disponibles (Tableau 2). Une évaluation plus détaillée est en cours par le Ministre des Mines et ne nous a pu encore être communiquée.

Tableau 2: Aperçu des projections disponibles sur les hydrocarbures en Guinée Equatoriale

Agrégat	Guinée Équatoriale	Source
Production de pétrole en volume	53 en 2019 50 en 2020	IMF Review December 2019

	43 en 2021 37 en 2022 ⁹ (pas clair quelle unité, sans doute millions de barils).	
Production de gaz en volume	39 en 2019 37 en 2020 46 en 2021 41 en 2022	IMF Review December 2020
Exportations de pétrole	-4,8% et respectivement -12,2% en 2020 , suivant le scénario choisi	INEGE
Production journalière en volume	-9% pour le pétrole, par rapport à 2019, donc environ 36,4 millions de barils en 2020 -6% pour le gaz, donc environ 7.300 millions de mètres cubes	Ministère de l'Économie et des Finances, en vue de la demande au titre du Rapid Financial Instrument du FMI

Les conséquences de la chute pour le PIB de la Guinée Équatoriale ont également donné lieu à des estimations divergentes, retracées au tableau suivant (Tableau 3). Pour l’essentiel, face à un scénario de base de baisse du PIB réel entre -1,3 et -1,6%, les scénarii les plus pessimistes, dont les dernières projections de la Banque Mondiale (juin 2019), prévoient une chute de plus de 8% du PIB réel. Pour l’INEGE, en particulier, son premier scénario macroéconomique prévoit une baisse de 5,8 % du PIB réel en 2020, pour une baisse de 19,2 % du PIB nominal, alors que le PIB pétrolier se contracterait de 7,2% et le PIB non pétrolier baisserait de 4,7%. Son deuxième scénario voit une chute du PIB réel de 8,9% en 2020, pour une baisse de 22,7% du PIB nominal, alors que le PIB pétrolier se contracterait de 12,5%. Il faut aussi noter que la chute du PIB réel avait été de plus de -9% en 2015 et 2016, suite à un choc pétrolier qui paraissait pourtant de moindre envergure que celle que subit aujourd’hui l’économie mondiale. Plus pessimiste, la BAD prévoyait une baisse de -3,6% en 2020 et -3,3% en 2021. Par comparaison, il faut rappeler que la loi de finances 2020 tablait pour 2020 sur une récession réelle de -1,6%, contre -4,2% en 2019.

Tableau 3: Aperçu des projections disponibles sur l'évolution du PIB en Guinée Equatoriale

Agrégat	Guinée Équatoriale	Source
PIB réel	-8,4% en 2020 -1,6% en 2021	WB Global Economic Prospects
	-5,8 % en 2020 (PIB pétrolier -7,2% et PIB non pétrolier -4,7%) dans le premier scénario ; -8,9% en 2020 (PIB pétrolier -12,5%) dans le deuxième scénario.	INEGE
	-5,5% en 2020 et +2,25% en 2021	IMF World Economic Outlook April 2019
	-3,6% en 2020 et -3,3% en 2021	BAD Perspectives Économiques en Afrique
	- Scénario de base révisé (Tableau 14, p. 46): -1,3% PIB total en 2020 (réel sans doute mais ce n’est pas	BEAC, Rapport de politique monétaire, Mars 2020

⁹ L'unité de mesure n'est pas indiquée. Il s'agit probablement de millions de barils.

	clairement spécifié), aucun changement pour le PIB pétrolier et -2,2% PIB non pétrolier. - Scénario pessimiste : -8,9% PIB total en 2020 , -14,2% PIB pétrolier, -4,9% PIB non pétrolier.	
	Entre -5,5% et -6%, PIB total en 2020 , dont PIB -7.25% PIB pétrolier et -4.7% PIB non pétrolier	Ministère de l'Économie et des Finances, en vue de la demande d'appui au titre du Rapid Financing Instrument du DMI

La baisse de la demande internationale aurait normalement un impact sur les projets d'investissement de l'industrie pétrolière et gazière. Un gazoduc de 170 millions \$ est en construction, qui pourra acheminer à partir de 2021 du gaz naturel à Punta Europa, avec l'ambition du faire du terminal de Punta Europa un hub du gaz régional (Nigéria, Cameroun et Guinée Équatoriale) alors que des rénovations du gisement Zafiro étaient en cours (ExxonMobil) et un nouveau gisement a été découvert en août 2019 (Noble Energy). Ces projets d'investissements devaient, non pas renverser le déclin des réserves exploitables, mais au moins le ralentir pendant quelques années. De plus, un projet conjoint avec le Cameroun était envisagé à Yoyo/Yolanda, et une licence de gaz déjà exploitée devait être réattribuée, avec d'autres licences neuves. L'avenir de ces projets est désormais des plus incertains¹⁰. Cependant, le projet gazier phare, l'oléoduc du Campo Alén à Punta Europa, semble avoir été maintenu et devrait entrer en fonction en juin 2021 comme initialement prévu.

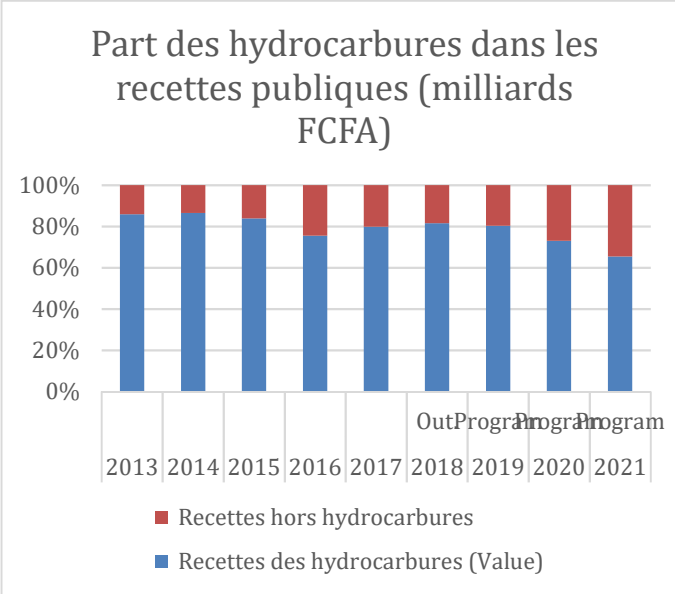
4.2 Le choc immédiat sur les recettes de l'État : analyse macro-budgétaire

4.2.1 Manque à gagner au niveau des recettes

L'un des effets immédiats de la baisse prévisible des exportations est la baisse des recettes de l'État. Pour ce qui est des recettes, la part des hydrocarbures (cf. figure 13), avec les estimations pre-Covid du FMI pour 2019, 2020 et 2021 –n'est jamais descendue en dessous de 75% et était supérieure à 80% en 2018. **La baisse des recettes dues aux hydrocarbures, et par conséquent de la marge fiscale de l'État, est un phénomène amorcé bien avant le Covid-19, et qui n'a pas été inversé par une hausse provisoire en 2017 et 2018** (Figure 14). Le Covid-19 pourrait donc le poursuivre et le creuser encore davantage.

¹⁰ FMI 2019 : Box 1.

Figure 12: Part des hydrocarbures dans les recettes publiques entre 2013 et 2021



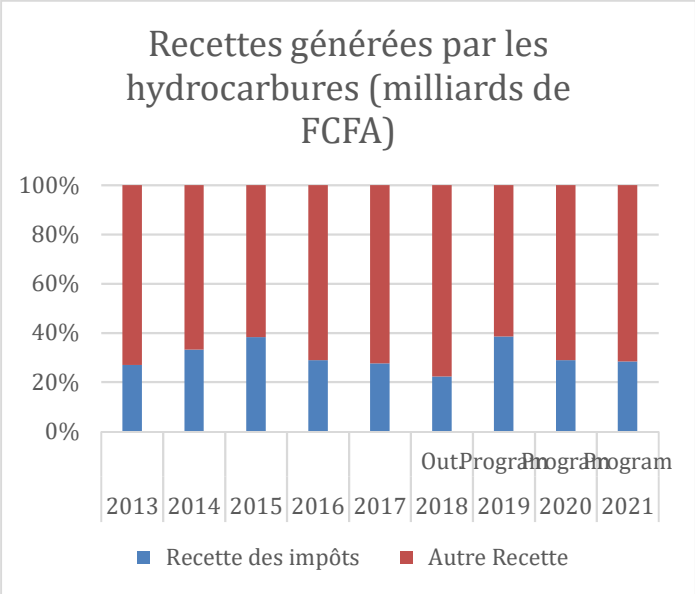
Source: FMI

En vue d’analyser les effets immédiats du Covid-19 sur les recettes de l’Etat pour l’année 2020, **nous proposons une analyse quantitative (détaillée en annexe) basée sur des données accessibles au grand public (i.e. OPEP, FMI et BEAC) et des méthodes simples, dont le but est de proposer quelques scénarii plausibles d’évolution des recettes publiques.** Nous ne connaissons pas les détails des négociations qui sont en cours avec les créanciers sur la révision des prévisions de recettes et la politique budgétaire à venir. La présente analyse ne saurait avoir un statut ‘officiel’ et ne préjuge absolument pas de l’issue de ces négociations (été 2020) quant au niveau maximum de déficit et d’endettement qui sera autorisé à l’État équatoguinéen.

Nous utilisons deux méthodologies distinctes et complémentaires : la première propose une projection de la recette à partir de son élasticité moyenne et une hypothèse sur la variation de son assiette fiscale ; la seconde utilise un modèle de régression économétrique pour simuler des scénarios de prix pétroliers, de niveaux de production et de taux de change.

Selon les tableaux 4 et 5 qui présentent les projections pour l’année 2020 selon ces deux méthodes, **on anticipe une chute drastique des recettes budgétaires de l’administration. Elle est estimée à 39,16 %, selon la méthode des élasticités, sur base de l’hypothèse d’une baisse du PIB nominal de 22,68 % pour 2020 (hypothèse proposée par l’INEGE¹¹) et à 38,3 % selon le modèle de régression.** Pour cette dernière projection, les hypothèses sur la chute des prix du Brent sont basées sur les prévisions de juin 2020 de l’Agence Internationale de l’Énergie, les prévisions publiques les plus récentes connues¹² (AIE). Cette baisse des ressources de l’administration serait toutefois moindre pour la partie fiscale, avec une diminution prévue des recettes fiscales de 11,72 %, tandis que la part pétrolière des ressources budgétaires diminuerait de 43,3 % selon ces scénarios.

Figure 13: Recettes générées par les hydrocarbures entre 2013 et 2021



Source : FMI

¹¹ « Impacto de la pandemia Covid-19 en la economia de la Guinea Ecuatorial », INEGE, avril 2020.

¹² <https://www.eia.gov/analysis/>

Tableau 4: Projection des recettes budgétaires selon la méthode des élasticités

	2019	2020 ^p	2020 ^p
Scénario standard Covid			
Prix du Brent (\$) – cours moyen annuel	62,98	36 ^a	33,8 ^a
PIB nominal (million XAF)	6 459 504	5 221 916 ^a	4 994 783
Δ annuelle du PIB nominal (%)	-12,42	-19,16	-22,68 %
Élasticité (taux marginal d'imposition)	1,15	1,73 ^b	1,73 ^b
Recettes fiscales (million XAF)	602 540 ^c	542 854	531 899
Δ annuelle des recettes fiscales (%)	39,36 %	-9,91 %	-11,72 %
Recettes budgétaires (million XAF)	1 240 543 ^c	830 078	754 746
Δ annuelle des recettes budgétaires (%)	-14,24	-33,09 %	-39,16 %

^a prévision INEGE avril 2020 ; ^b élasticité moyenne sur la période 2006-2019 (comptes nationaux disponibles sur la même année de base) ; ^c : estimation Min. de Hacienda, Presupuesto General del Estado 2019, Ejecucion de ingresos al 31 diciembre.

Tableau 5: Projection des recettes budgétaires selon la méthode de régression

	2019	2020 ^p standard Covid	2020 ^p scénario pessimist e	2020 ^p scénario optimiste
Prix du Brent (\$) – cours moyen annuel	62,98	38 ^a	20	55,5
Taux de change XAF/USD	585,91	595 ^c	595	595
Production annuelle de pétrole (1000 barils)	39 997	42 125 ^b	42 125	42 125

Δ Production nationale de pétrole (%)	-8,81 %	5,31 %	5,31 %	5,31 %
Recettes budgétaires pétrolières (million XAF)	983 700	558 208	262 888	873 968
Δ Recettes budgétaires pétrolières (%)	-16,56 %	-43,3 %	-73,3 %	-11,2%
Recettes budgétaires (million XAF)	1 240 534	764 852	388 301	1 111 825
Δ annuelle des recettes budgétaires (%)	-14,24	-38,3 %	-68,7 %	-10,4 %

^a prévision du prix du Brent pour 2020 de l'AIE en juin <https://www.eia.gov/analysis/>

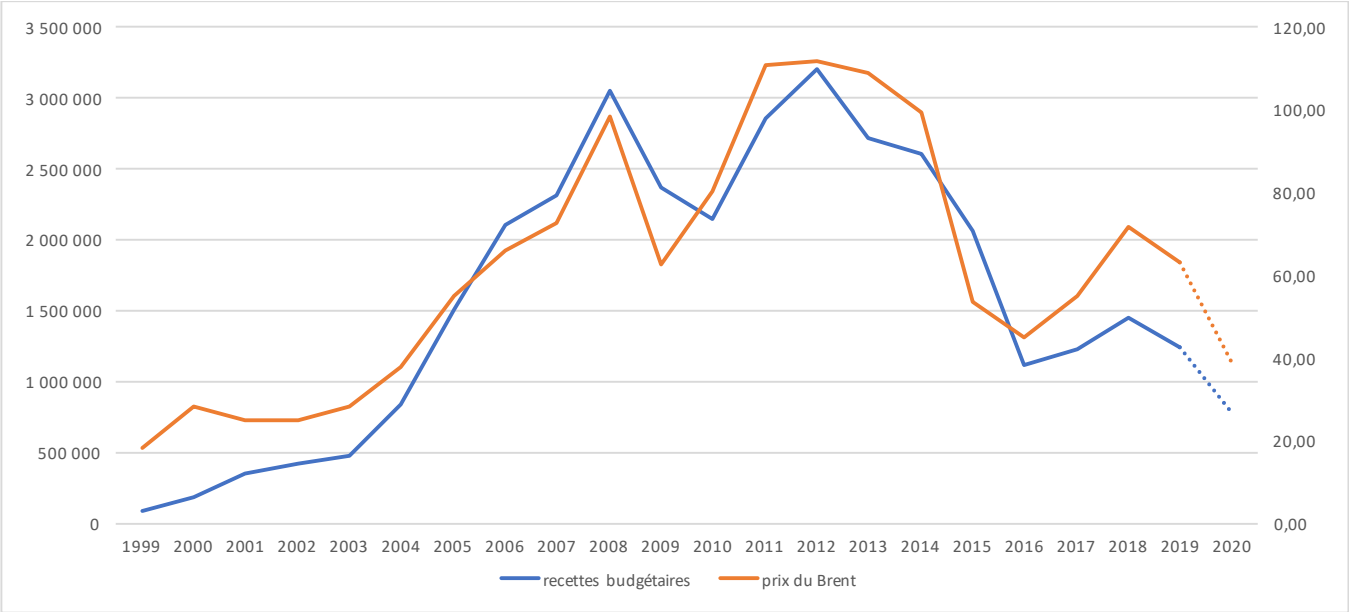
^b prévision du Ministère des Mines en juin 2020. ^c prévision FMI en juin 2020

^p : prévision

Source : FMI (taux de change) et OPEP (prix du Brent et production de pétrole)

En 2020, les conséquences de la pandémie mondiale due au Covid-19 sur les cours du pétrole et la demande mondiale viennent donc fortement accélérer la chute des ressources budgétaires que le pays connaît depuis 2013 (figure 15).

Figure 14: Recettes budgétaires* et prix du Brent



Sources : Min. de Hacienda, Economia y Planificacion et OPEP. * Prévisions 2020 issue de la méthode de régression standard pour les recettes budgétaires et de l'AIE pour le prix du Brent.

Le recouvrement des recettes non pétrolières a connu quelques avances au plan normatif ces dernières années mais reste en berne, malgré la priorité croissante que lui donne le Gouvernement. En 2010, les ‘Perspectives Économiques en Afrique’ de l’OCDE et de la BAD chiffraient à 0,08 l’index d’effort fiscal hors hydrocarbures de la Guinée Équatoriale, le niveau le plus faible d’Afrique

sub-saharienne. A l'heure actuelle, malgré les avancées constatées, l'impôt sur le revenu des personnes physiques a souffert de la destruction de l'emploi formel dans le pays, causée par la crise économique et l'achèvement de la plupart des projets d'infrastructure. D'autre part, le recouvrement de la TVA se heurte, non seulement à la capacité encore très faible des services tributaires pour l'application, le contrôle et le suivi de la taxe, mais surtout à une pratique encore généralisée des exonérations pour les entreprises¹³, l'absence de comptabilité fiable des entreprises et la pratique invétérée des sous-déclarations. Une récente assistance technique du FMI a aidé le Gouvernement, et spécialement la Direction Générale des Impôts et des Contributions (DGIC), à donner forme à un plan de continuité et de récupération post-Covid¹⁴.

Il n'y a pas encore beaucoup d'information sur l'évolution de la collecte des recettes dans l'après-Covid mais nous savons que les recettes fiscales (pétrolières et non pétrolières) n'ont atteint que 63,6 % de l'objectif de recouvrement trimestriel pour janvier-mars 2020, c'est-à-dire qu'on observe un recouvrement plus faible de 37.768 millions de francs CFA. Cette baisse se compose de 13.255 millions de francs CFA de recettes fiscales non pétrolières, qui ont été perçues à 67,2% de l'objectif de recouvrement, et de 24.513 millions de francs CFA de recettes fiscales pétrolières, qui ont été perçues à 61,3% de l'objectif de recouvrement.

En ce qui concerne les recettes fiscales pétrolières, la réduction s'explique principalement par la diminution de l'impôt sur les sociétés (49% de l'objectif), tandis que la baisse des recettes fiscales non pétrolières est due à la réduction des droits d'accises (boissons alcoolisées, automobiles et télécommunications, perçus à 6% de l'objectif), de la taxe sur la valeur ajoutée (76,9% de l'objectif) et de l'impôt sur les sociétés (74,7% de l'objectif).

4.2.2 Ajustements budgétaires à court terme

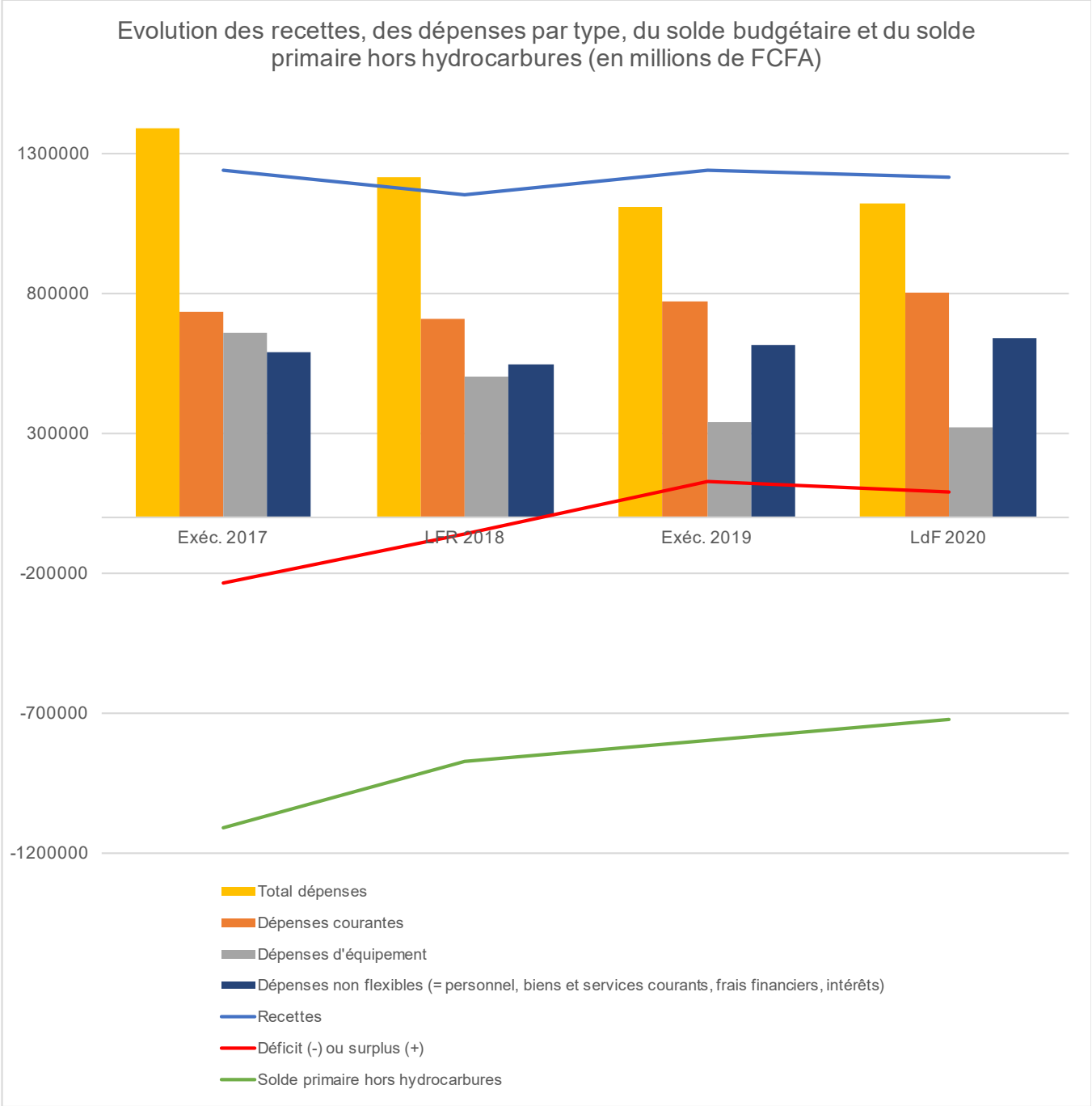
La tendance des dernières années montre une diminution progressive des dépenses dans leur ensemble (-19% entre 2017 et 2020¹⁵), si bien que le solde budgétaire s'améliore. On observe, ceci étant, une hausse des dépenses courantes (+10% entre 2017 et 2020) combinée à une chute des dépenses d'investissement (-51% entre 2017 et 2020, voir Figure 16). Concernant les dépenses courantes, les dépenses non flexibles liées i) au personnel (passant de 10% à 17% des dépenses totales entre 2017 et 2020), ii) aux subventions et transferts courants (passant de 10% à 14% des dépenses sur la même période) et iii) aux intérêts (passant de 2 à 6,8% des dépenses sur la même période) s'envolent (Figure 17).

¹³ Selon l'étude 'Financement au développement de la Guinée Équatoriale' du PNUD (2019), 63% des dédouanements se feraient encore en exonération.

¹⁴ IMF. J. Alfredo Tijerina, "Plan de Continuidad y Recuperación de Actividades de la DGIC".

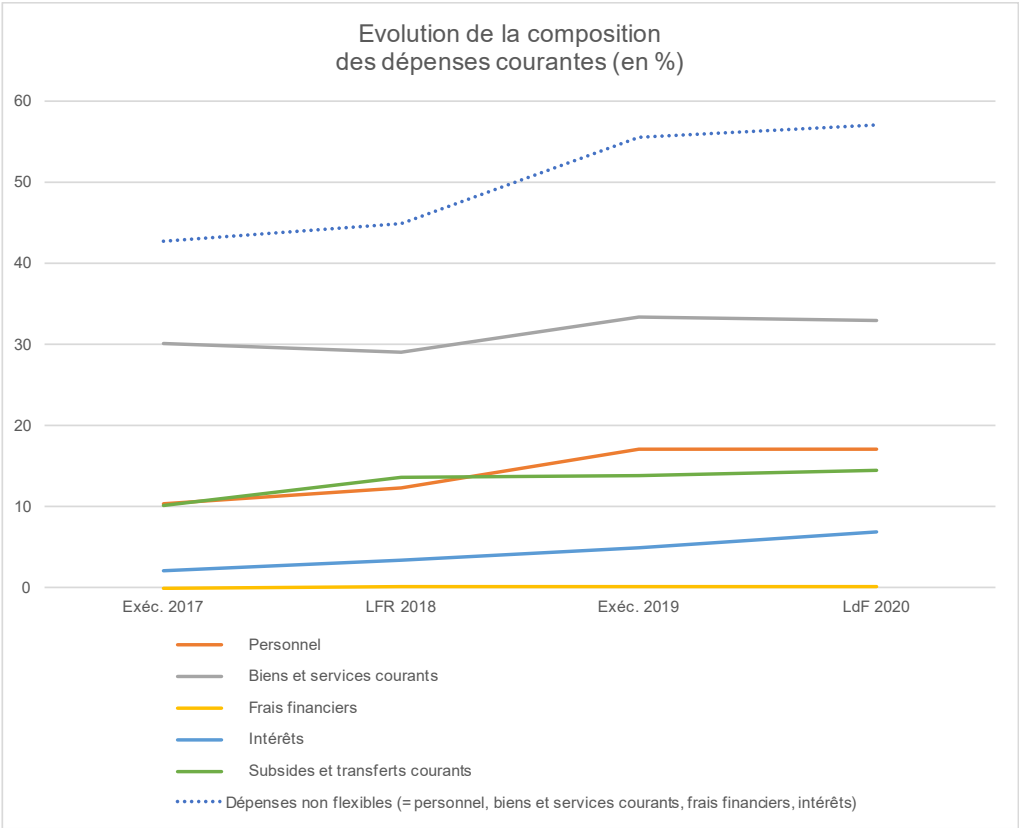
¹⁵ Les données de 2020 correspondent à celles du Projet de Loi de Finances pour 2020.

Figure 15: Evolution des dépenses par type entre 2017 et 2020



Source: République de Guinée équatoriale, Projets de Loi de finances 2019 et 2020

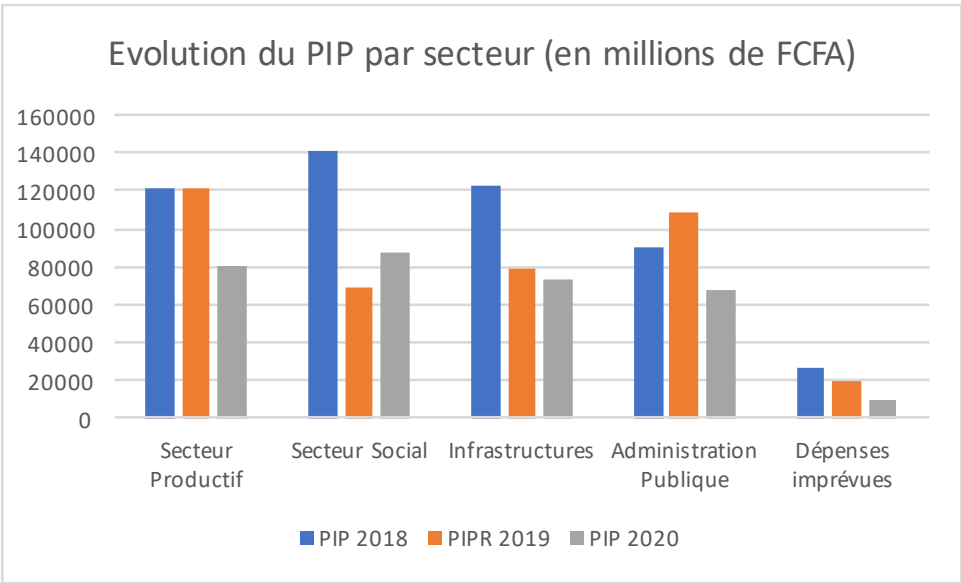
Figure 16: Evolution de la composition des dépenses courantes (2017-2020)



Source: République de Guinée équatoriale, Projets de Loi de finances 2019 et 2020

En prévision d’une diminution des recettes par rapport au passé, au moins dans le court terme, et en vue de maintenir la stabilité macroéconomique, le gouvernement a significativement réduit les dépenses prévues au titre du programme d’investissement public au cours de la période 2017-2020, qui passent de 500 M FCFA à 320 M FCFA. Les dépenses se répartissent de façon assez homogène entre dépenses pour le secteur productif (notamment énergie et hydrocarbures), le secteur social (notamment l’eau, l’éducation, le logement), les infrastructures (notamment les routes et les aéroports) et l’administration publique (notamment la défense et la sécurité).

Figure 17: Evolution du Programme d'Investissement Public par secteur (2017-2020)



Source: République de Guinée équatoriale, Projets de Loi de finances 2019 et 2020

D’après les informations fournies par le Trésorier-Payeur Général, l’exécution totale des dépenses au premier trimestre 2020 tournait autour de 102 %, mais ce chiffre devrait diminuer au deuxième trimestre. En ce qui concerne les dépenses courantes, 98% ont été exécutées. L’avenir des dépenses en 2020 est encore en discussion avec les créanciers, et une loi de finances rectificative n’est pas encore prête, même si une demande d’appui au FMI au titre du Rapid Financing Instrument est en cours.

D’après les entretiens menés au Ministère de l’Économie et des Finances, le Gouvernement table sur une hausse totale des dépenses de 4,4% afin de traiter les effets du Covid-19, mais il n’existerait pas encore d’accord avec le FMI à ce sujet pour l’ensemble de l’année. De grandes orientations ont été dégagées mais pas encore traduites en chiffres, à tout le moins pas en chiffres susceptibles d’être partagés à ce stade. Il s’agira, entre autres, de privilégier les dépenses de santé, à la fois dans les dépenses courantes et l’équipement et de réduire de manière particulièrement conséquente les frais d’entretien et les frais de mission – à la faveur, pour ces dernières, de la réduction des voyages qu’a imposée le confinement.

4.3 Les chocs secondaires : évolution de la demande et chaînes d’approvisionnement

4.3.1 Biens d’équipement et de consommation importés

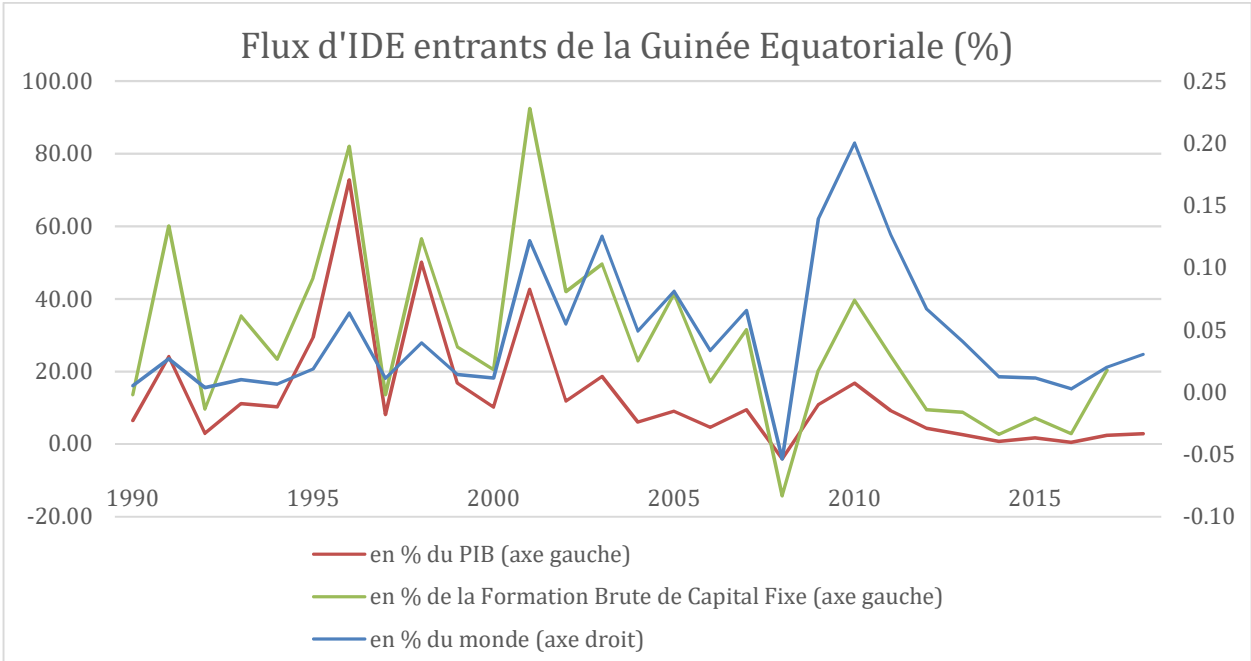
Le tableau suivant (Tableau 6) montre les principaux postes d’importation de la Guinée Équatoriale entre 2012 et 2016, qui sont des données présentées par le Centre du Commerce International à Genève et sans doute extrapolables à la situation d’avant le Covid-19. Il convient de rappeler que la Guinée Équatoriale ne produit toujours pas de statistiques commerciales, et la situation ici présentée est simplement le miroir des données exploitées par ses différents partenaires commerciaux.

Tableau 6: Ventilation du commerce en Guinée Equatoriale

Catégorie de produits	% du total des importations	Produit principal importé dans la catégorie
Équipement non-électronique	19,9	Parts de turbines de gaz
Manufacture de base	16,4	Ciment Portland
Équipement de transport	13,2	Plateformes flottantes ou submersibles
Aliments préparés	10,4	Bière de malt
Manufacture variée	6,9	Meuble, bois etc.
Autres minéraux	6,4	Pétrole et dérivés
Produits chimiques	5,6	Médicaments
Composantes électroniques	5,5	Conducteurs électriques
Aliments frais	4,3	Poulet congelé

Les conséquences du Covid-19 sur les importations ne sont pas encore claires à ce stade, et il faut sans doute distinguer les différents biens importés. Les investissements directs étrangers, notamment dans le secteur pétrolier, étaient une source importante de biens et services importés, au moins 30 à 35% des importations selon les données du Tableau 4, et cette source-là va se tarir en bonne partie dans le court terme, en raison de l’impact du Covid-19. Nous reviendrons plus loin sur les investissements directs étrangers, mais déjà le graphique suivant (Figure 18) montre des parts de l’IDE dans le PIB et dans la formation brute de capital fixe d’une dimension tout à fait inhabituelle pour un pays de la taille de la Guinée Équatoriale.

Figure 18: Flux d'IDE entrants entre 1990 et 2018



Source : CNUCED

Comme ces investissements se concentrent dans le secteur pétrolier, et dans le secteur des services en mesure moindre, **la baisse de la production et de l'exportation pétrolière détermine forcément une baisse des importations des produits nécessaires au fonctionnement de ces secteurs. Ceci étant dit, il faut aussi remarquer que l'entretien des plateformes offshore – qui est coûteux – doit continuer à être assuré**, et qu'un des plus grands investissements physiques dans le secteur du gaz, l'oléoduc reliant Campo Alén à Punta Europa, en cours de réalisation par Noble Energy, continue à être construit et devrait être mis en service en juin 2021. Au moins dans les hydrocarbures, les importations devraient donc être moins élastiques à la demande que les exportations. L'absence de données par marchandise ou par groupe de marchandises empêche cependant de tester statistiquement cette hypothèse.

Pour ce qui est maintenant des biens de consommation importés, la Guinée Équatoriale est en effet l'un des pays les plus dépendants des importations du monde, même pour des produits de large consommation, comme le poisson, où le pays disposerait d'un avantage comparatif clair. Les Figures 19 et 20 montrent la balance commerciale relative à la production agricole et à l'alimentation et animaux.

Figure 19: Importations et exportations de produits agricoles entre 2011 et 2017

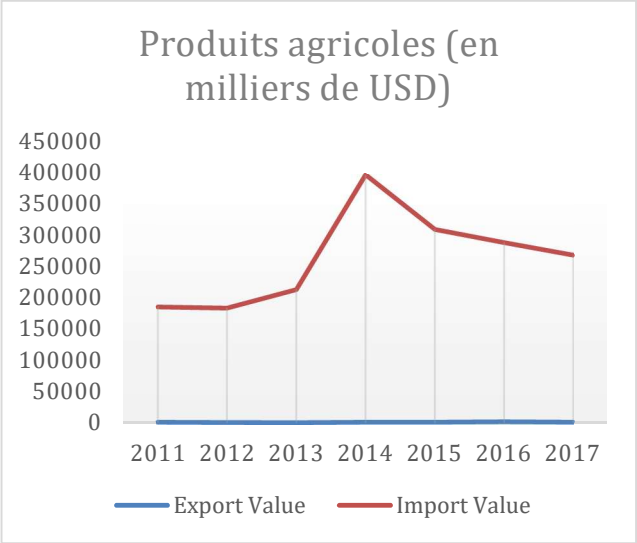
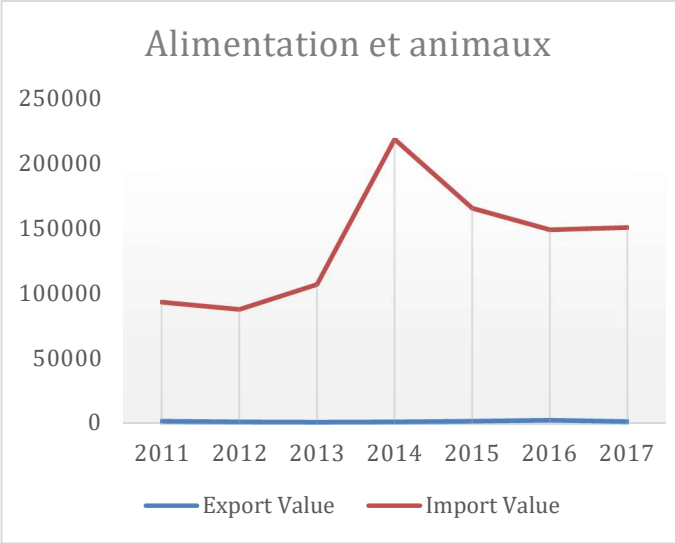


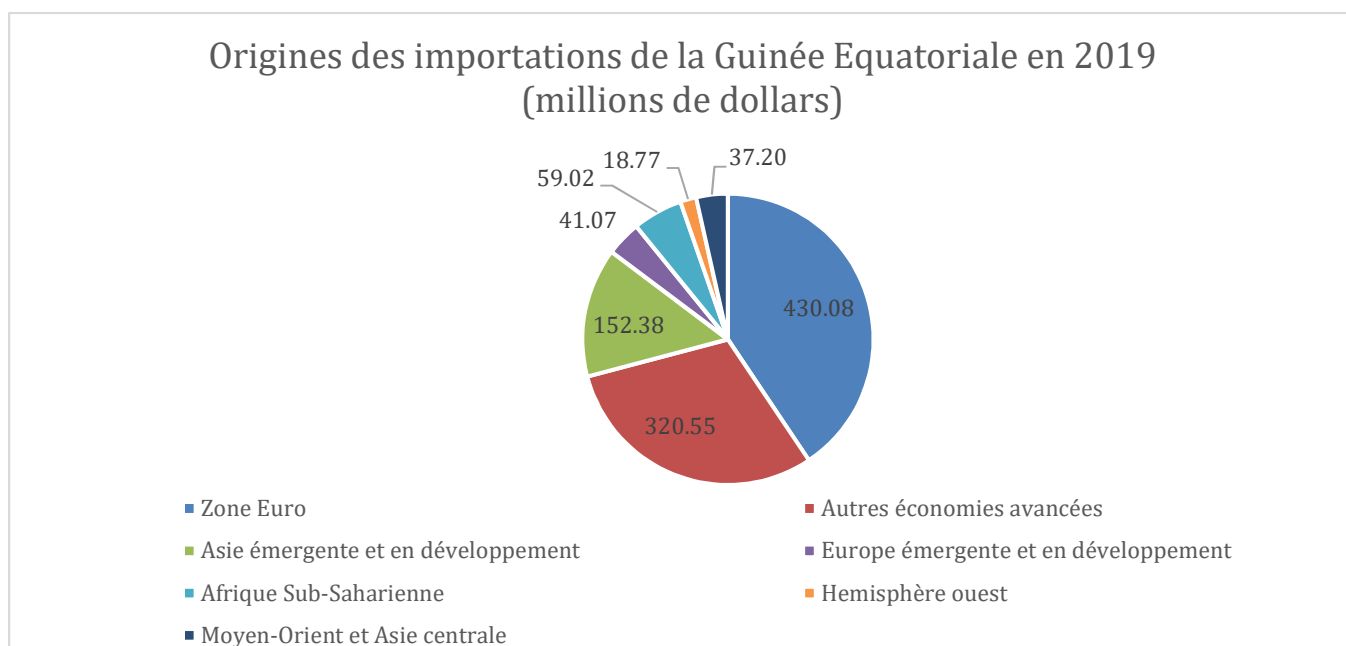
Figure 20: Exportations et importations de produits alimentaires entre 2011 et 2017



Source : FAOSTAT

Par conséquent, pour les biens alimentaires aussi, l'élasticité des importations au revenu disponible est moindre, et les importations ne devraient pas baisser dans les mêmes proportions. Un certain effet de substitution des biens de consommation européens (41% des importations en 2019, avec l'Espagne, l'Italie et les Pays-Bas comme principaux fournisseurs) par des biens produits régionalement (6% des importations en 2019, en grande partie du Cameroun voisin) ou en Asie (14%, notamment de Chine et d'Inde) pourrait avoir lieu, d'autant plus que depuis cette année le Gouvernement devrait commencer à percevoir des accises sur certains biens de consommation non essentiels comme l'alcool et le tabac. La Figure 21 montre la distribution des importations équato-guinéennes par origine. Nous allons examiner plus loin l'influence de cette dépendance sur les prix à la consommation.

Figure 21: Origine des importations en 2019



Source : FMI

Normalement, **plus l'urgence sanitaire se prolonge, moins les importations de biens de consommation devraient décrocher, car le Gouvernement devra faire face à des nécessités accrues de médicaments, de produits hygiéniques et paramédicaux et d'équipement de protection et de soin** (pas moins de 6% des importations totales). C'est pour cette raison que, dans les projections de l'INEGE, les importations de biens et de services dans le premier scénario – celui d'une crise sanitaire transitoire - diminueraient de 16,3 %, mais dans le second scénario – celui d'une crise de plus longue durée – les importations de biens et de services diminueraient moins, de l'ordre de 12,9 %.

4.3.2 Inflation

Pour bien comprendre la dynamique passée de l'inflation dans le contexte des autres agrégats macroéconomiques, et en tirer des leçons sur les perspectives futures, il convient de prendre en compte dans leur ensemble quelques indicateurs macroéconomiques, dont la discussion sera reprise et approfondie dans les sections suivantes :

Tableau 7: Principaux indicateurs économiques

Principaux indicateurs économiques											
		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
							Est.	Progr	Progr	Progr	Progr
Index des prix à la consommation (fin de période)	% changem. annuel	4.90	2.60	1.60	2.00	-0.20	2.60	1.60	1.70	1.70	1.80
Déflateur du PIB	% changem. annuel	-1.10	-1.40	- 20.20	-6.30	12.70	13.10	-3.20	0.40	-0.60	2.7
Secteurs des hydrocarbures	% changem. annuel	-3.50	-4.80	- 36.50	- 17.60	31.40	24.50	-9.80	-3.60	-5.50	-1.8
Secteurs hors hydrocarbures	% changem. annuel	3.10	3.70	1.10	3.60	-0.40	1.60	1.00	2.00	2.00	2.1
Exportations FAB	% changem. annuel	- 22.40	-6.50	- 46.10	- 26.90	10.50	11.60	- 19.20	-7.90	-6.10	- 11.90
Exports d'hydrocarbures	% changem. annuel	- 23.60	-6.80	- 47.50	- 25.90	9.60	12.40	- 18.90	-8.60	-6.80	-13
Exports hors hydrocarbures	% changem. annuel	-3.90	-3.10	34.60	- 49.40	39.60	-8.60	- 27.90	14.90	13.50	11.9
Importations FAB	% changem. annuel	- 23.80	-2.40	- 23.10	- 33.90	- 13.20	9.50	- 17.80	-3.30	- 17.60	-12.5
Termes de l'échange	% changem. annuel	-1.00	-7.60	- 34.70	-5.40	35.00	40.70	- 15.20	-4.70	-5.50	-1.3
Solde du compte courant (incluant les transferts officiels)	% PIB	0.10	-5.60	- 16.40	- 13.00	-5.80	-5.40	-5.70	-5.70	-3.80	-4.1
Avoirs de réserve à la BEAC	Mois d'imports	4.57	2.91	3.60	0.20	0.10	0.20	0.60	2.60	4.50	6.1
Taux de change	CFA/USD			591.40	593.00	582.10	555.20	585.80	581.40	575.60	570.4
Solde budgétaire global après subventions	% PIB	-5.80	-4.90	-2.90	-7.90	-4.90	1.20	-0.60	- 21.30	1.60	2.3

Source : FMI

De 2013 à 2016, les exportations pétrolières, le gros des exportations, se sont effondrées. Bien que les importations se soient rapidement ajustées, le solde du compte courant – faiblement positif en 2013 - s'est dégradé, de manière particulièrement critique en 2015 et 2016, avant de reprendre quelques couleurs les deux années suivantes, tout en restant négatif. **Une conséquence normale de la baisse des prix pétroliers après 2014 a été la chute du déflateur du PIB, qui inclut les exportations, en 2015 et dans une certaine mesure en 2016. Par contre, l'index des prix à la consommation – qui inclut les importations - n'a presque pas baissé.** Une raison de cette rigidité des prix est que le taux de change est resté stable ; une deuxième est qu'une grande partie de la diminution des importations a concerné des biens destinés au programme d'investissement public, qui a dû ralentir en raison du manque de devises, mais les importations des biens de consommation essentiels s'est poursuivie. L'ajustement du solde du compte courant a été supporté à la fois par le secteur public et le secteur privé, lui-même dépendant de la commande publique en grande partie, et son déficit a été en grande partie financé par l'usage de devises, dont la couverture n'a plus été supérieure à un mois d'importations après 2015.

Autrement qu'en 2015, **à la fin de 2019 la contraction des importations a eu un impact plus clair sur l'indice des prix à la consommation, qui décroche fin 2019, avec une hausse continue entre Octobre 2019 et Mars 2020**, passant de 136,70 à 145,40, soit une hausse de 6,4% (cf. figure ci-dessous). Cette hausse est principalement tirée par une hausse de l'indice des prix dans les secteurs de l'éducation, de la santé, du logement/eau/électricité/gaz, de la culture, des produits alimentaires et boissons alcoolisés, et du mobilier/équipement du ménage et frais d'entretien. Une grande partie de cette hausse se doit sans aucun doute à une offre moins abondante de biens importés en raison des mesures de confinement à l'échelle globale.

La hausse des prix à la consommation avait commencé avant les restrictions dues au Covid-19, et devrait selon toute vraisemblance se poursuivre dans les mois à venir, de façon probablement plus atténuée à mesure qu'une baisse de la demande s'installe en raison des mesures de confinement. Le Gouvernement table sur un index des prix à la consommation autour de 2% en 2020, en raison de la hausse du prix des produits d'entretien et des comportements de stockage de biens de consommation courante chez la population.

Figure 22: Evolution de l'indice des prix à la consommation

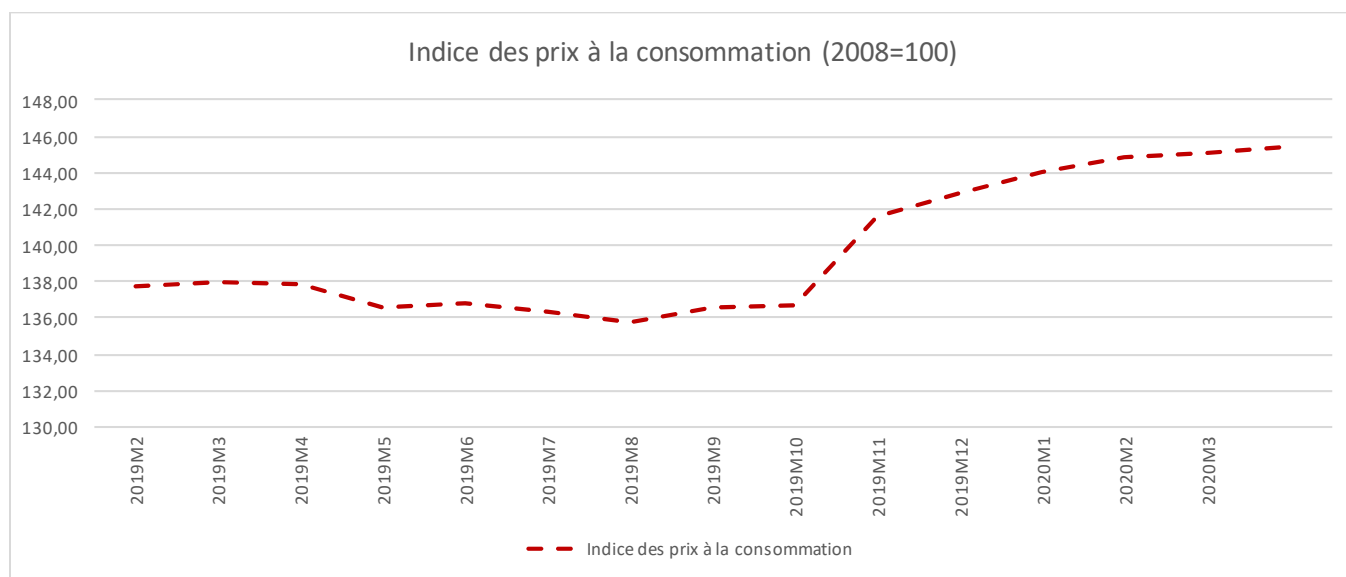
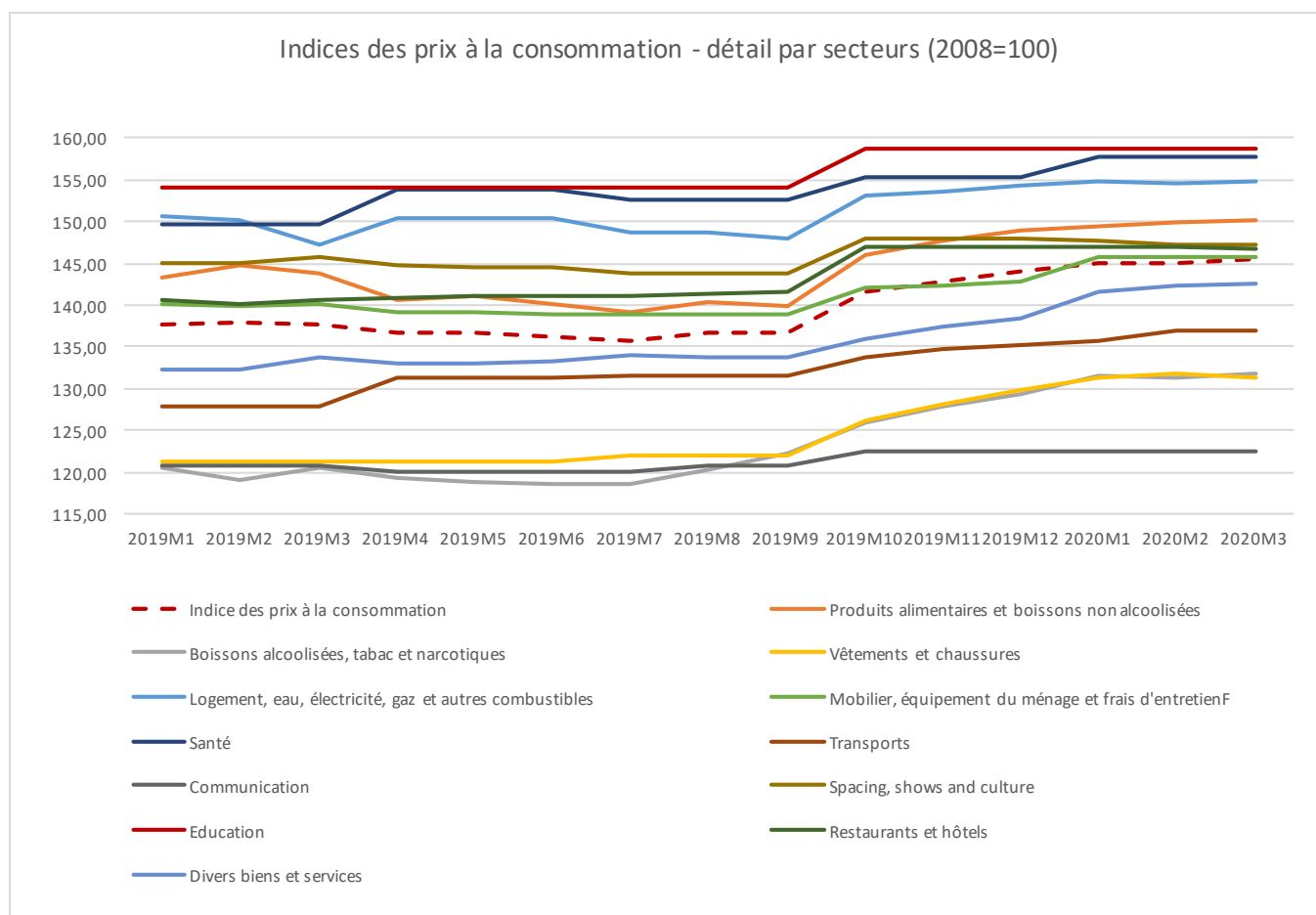


Figure 23: Evolution de l'indice des prix à la consommation par secteurs



Source : INEGE

Figure 24: Taux de change USD/XAF (en haut) et USD/EUR (en bas)



Source : oanda.com

Le taux de change du franc CFA avec le dollar américain depuis le début de l'année a pâti d'une certaine instabilité de la parité euro/dollar, et les mouvements du premier se doivent presque exclusivement à ceux de la seconde (cf. figure ci-dessus). Cette évolution a été en partie renforcée par le différentiel d'inflation. Il est difficile à ce stade de prévoir l'évolution future mais le marché mondial des devises semble se stabiliser, mais dans sa demande d'appui financier au FMI au titre du Rapid Financing Instrument, le Gouvernement table sur une moyenne annuelle de 595 FCFA pour 1 US\$, donc pas très éloigné du taux d'échange constaté en début d'année.

Une étude économétrique de la BEAC (Kenkouo 2019) montre néanmoins qu'un choc négatif sur le taux de change USD/XAF ou une forte volatilité des cours du pétrole contribue à une dégradation durable de la stabilité bancaire, un problème déjà aigu en Guinée Équatoriale, comme nous le verrons plus loin. Or, **le taux de change USD/XAF a connu une hausse régulière jusqu'en février et depuis, il est entré dans une phase de turbulence, qui commence à s'estomper après la moitié de mai**. Si une dévaluation durable du franc CFA venait à s'installer, ce qui à ce stade n'est pas très probable mais ne saurait être exclu, « l'alourdissement possible des charges d'exploitation des entreprises peut compromettre la capacité de celles-ci à honorer à leurs engagements vis-à-vis des banques. Il y a lieu ici de rappeler que les banques de la CEMAC accordent généralement les prêts à un nombre limité d'acteurs, notamment les grandes entreprises dont les intrants de l'activité de production sont importés ».

4.3.3 Perturbations sur les chaînes d'approvisionnement

Les perturbations aux chaînes d'approvisionnement sont un autre facteur qu'il ne nous est pas possible pour l'instant d'évaluer avec précision, mais qui pourrait également avoir eu un impact sur les prix. Ces perturbations pourraient dépendre, comme cela a été le cas en Afrique de l'Est, de la diffusion de la maladie chez les chauffeurs routiers, une catégorie particulièrement exposée. Elles pourraient également découler de la suspension partielle de la circulation aérienne et maritime, et de la fermeture partielle des bureaux de douane suite aux mesures de confinement. Des entretiens plus approfondis seraient nécessaires pour évaluer le poids de ces facteurs. Ce qui sera fait ici, ce sera de donner un état des lieux de la situation à partir des rares données internationales disponibles sur la Guinée Équatoriale.

4.3.4 Effets sur le transport

Comme on le voit du graphique 25, le transport aérien a augmenté dans le pays entre 2014 et 2017 mais a plafonné plus récemment. Malgré le manque d'information disponible à ce stade, **le transport aérien devrait subir de plein fouet, comme dans tous les pays, l'impact du Covid-19.** A l'échelle globale, la IATA prévoyait en mars une baisse d'au moins 30% des recettes des passagers en 2020, et pour l'Afrique en particulier, une capacité des vols à 90% au premier trimestre 2020, à 40% au deuxième, à 70% au troisième et à 90% au dernier.

Cela comportera, entre autres, un manque à gagner pour l'État en termes de recettes aéroportuaires. Selon l'ACI, une association de gestionnaires d'aéroport, les recettes se contracteront de -33% dans le monde et en moyenne de -20% Afrique sur l'ensemble de l'année 2020.

De même, les recettes portuaires vont aussi diminuer, mais sans doute moins que les recettes aéroportuaires, car nous avons vu que les importations par conteneur n'auront pas nécessairement un décrochage très brutal. D'ailleurs la Chine, qui assure 80% du fret mondial par provenance de la marchandise transportée par navire, a été la première économie à ressortir du confinement et à la différence des aéroports, les ports ont été considérés une infrastructure essentielle même dans les pays les plus affectés par la pandémie. Des groupes internationaux de logistique ont fait des projections, mais elles sont incohérentes entre elles. Le profil de l'évolution du transport maritime de ces dernières années en Guinée Équatoriale (Graphique 26) est équivalent à celle du transport aérien, avec un rebond après 2014 et une stabilité après 2017.

Figure 25: Transport aérien entre 2010 et 2018

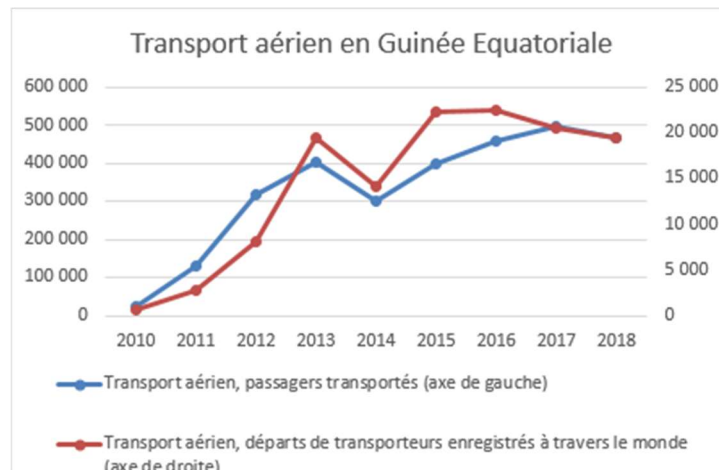
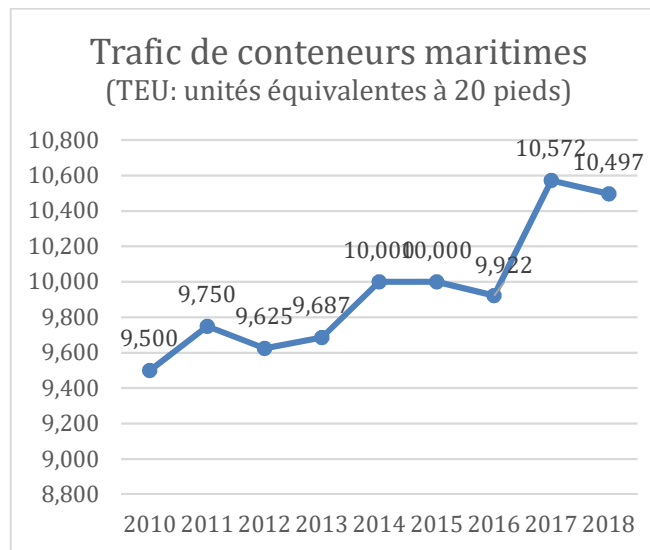


Figure 26: Trafic de conteneurs maritimes entre 2010 et 2018



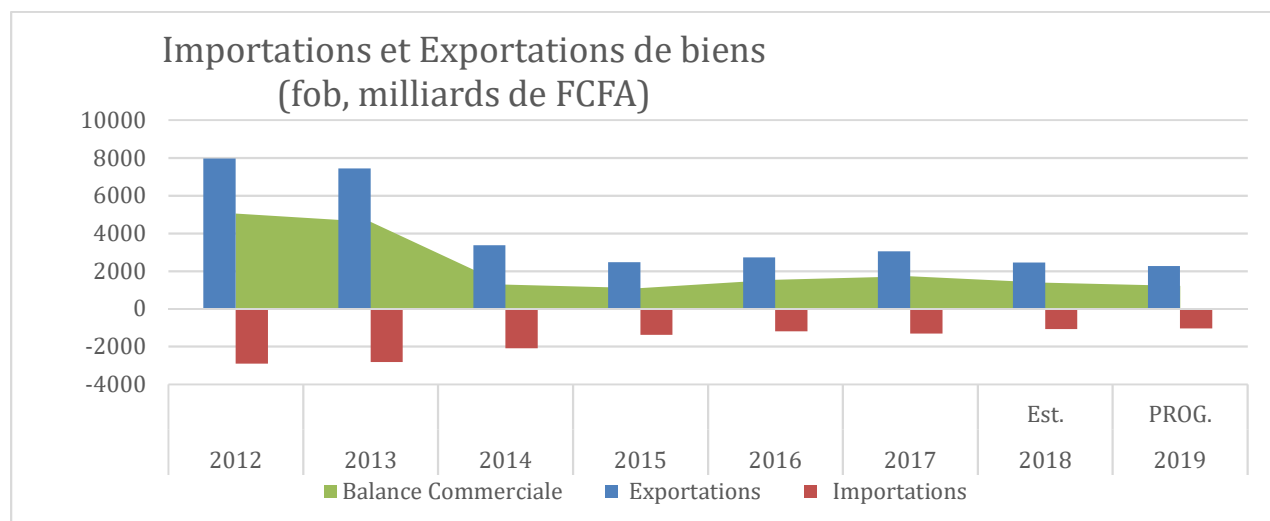
Source : IATA, Genève, et OMI, Londres

Une conséquence prévisible de court terme du Covid-19 – avec une perte de fonctionnalité des bureaux de douane – pourrait être une hausse plus ou moins durable des flux des marchandises acheminés par le secteur informel, ce qui compromettrait par ailleurs les objectifs de recettes du Gouvernement. Dans l'Indice de la Performance Logistique de la Banque mondiale, qui retrace l'efficacité de l'acheminement des marchandises à partir d'une enquête auprès des grandes entreprises internationales de logistique, la Guinée Équatoriale est 136^{ème} sur 160 pays recensés, mais dans la sous-région, elle fait mieux que la Centrafrique et le Gabon. La situation est pire pour ce qui concerne les douanes, où sa position est 151^{ème}. La réforme du secteur douanier est l'une des réformes clefs du programme souscrit avec le FMI, dans une optique de renforcement des rentrées fiscales, mais la numérisation vient à peine de s'amorcer à Malabo.

4.3.5 Effets nets sur la balance commerciale

Le résultat du différentiel d'élasticité des exportations et des importations devrait impliquer une baisse de l'excédent commercial sur les biens, dont l'évolution passée est retracée dans la Figure 27. Nous avons vu que cela a déjà des implications en termes de prix à la consommation.

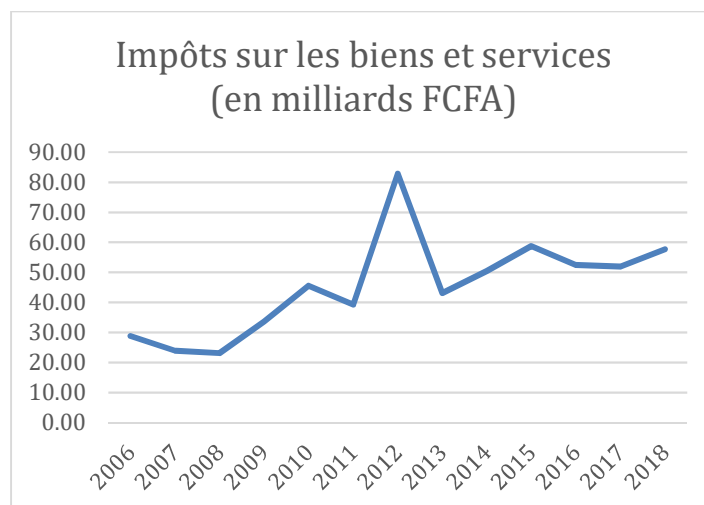
Figure 27: Balance commerciale entre 2012 et 2019



Source : FMI

La contraction du secteur des services, elle, va compromettre les objectifs poursuivis par le Gouvernement par l'introduction de l'impôt sur la valeur ajoutée, dont les rentrées avaient été plus que satisfaisantes (voir Figure 28). Elle va, par contre, probablement réduire le déficit commercial sur les services.

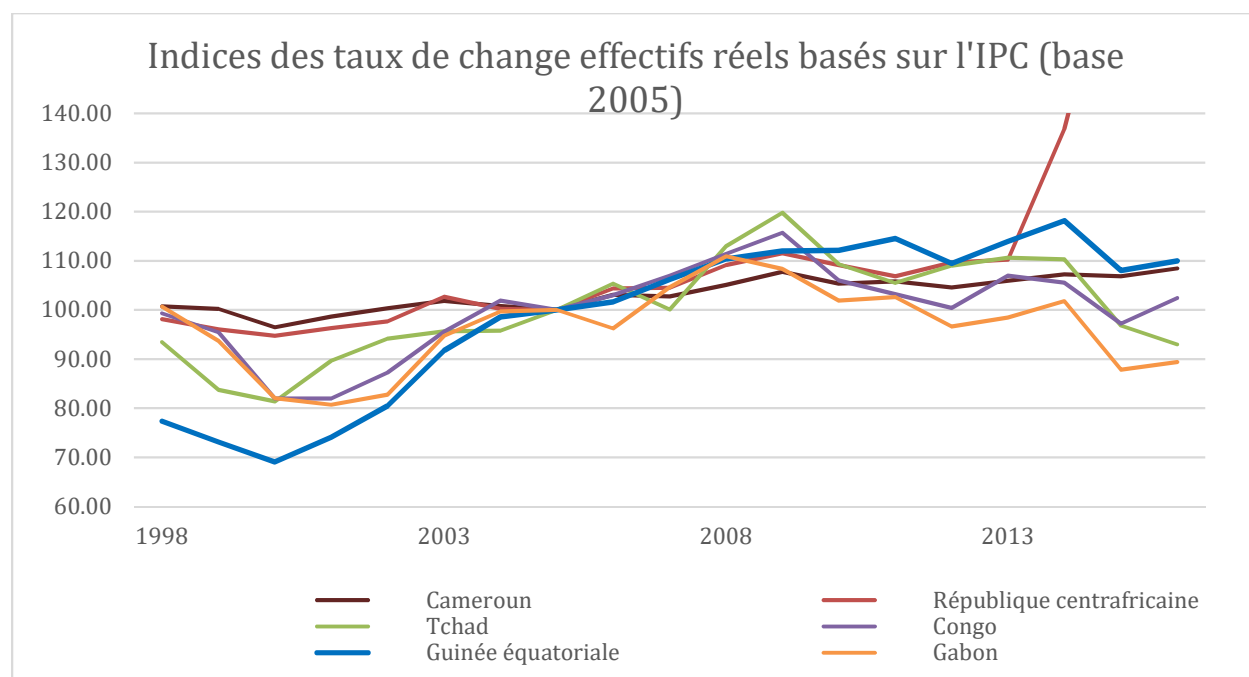
Figure 28: Recette des impôts sur les biens et services entre 2006 et 2018



Source : FMI

Dans le court terme, le Covid-19 va très probablement dégrader encore d'un cran la compétitivité-prix déjà en berne de la Guinée Équatoriale. Bien que les estimations du taux de change effectif réel soient à prendre avec prudence, car les statistiques commerciales ne sont pas collectées dans le pays, et leur calcul se base sur les données de ses partenaires commerciaux, la figure suivante montre qu'après la République Centrafricaine, la Guinée Équatoriale est le pays de la CEMAC où la devise commune a eu la hausse de pouvoir d'achat la plus forte par rapport aux partenaires commerciaux du pays (Figure 29), ce qui a – en tendance – fait baisser le coût des importations mais dégradé la compétitivité des exportations.

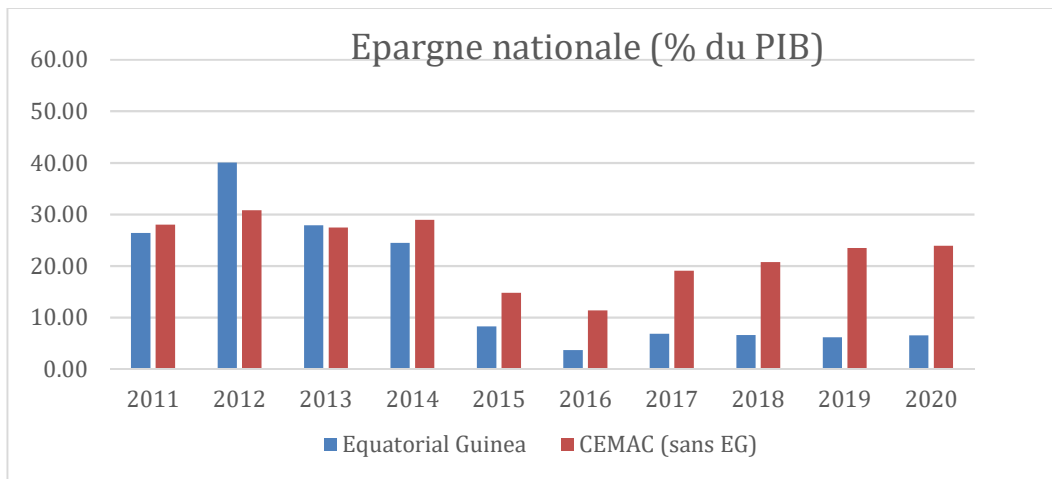
Figure 29: Indices des taux de change effectifs réels, 1998-2016



Source : CNUCED

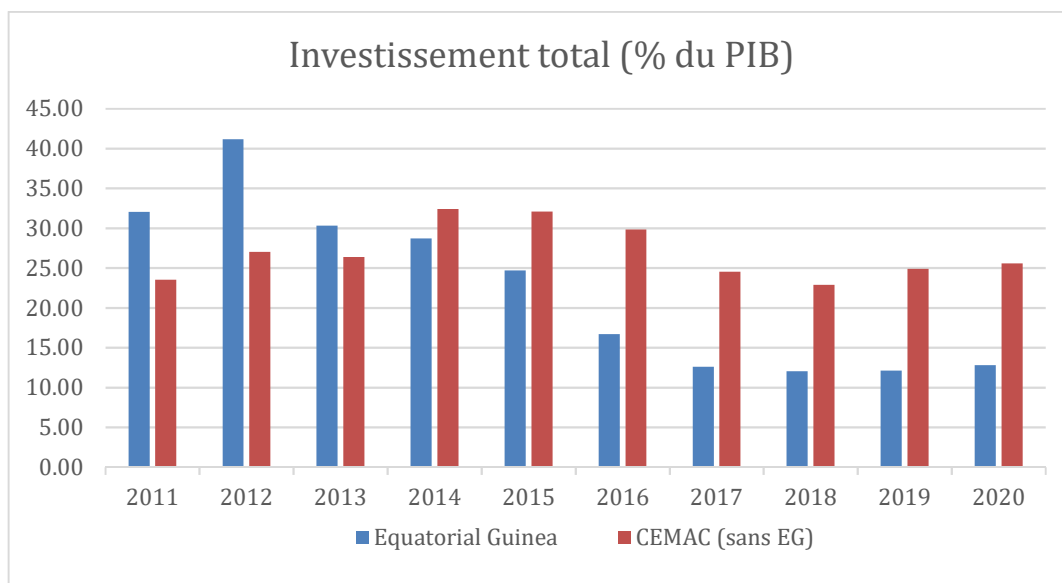
Enfin, à partir de l'identité comptable solde de la balance courante = épargne – investissement, le creusement de la balance courante se répercutera à la fois sur l'épargne nationale, et sur l'investissement public et privé, où la Guinée Équatoriale, longtemps au-dessus des niveaux moyens de la CEMAC, sera désormais – de façon structurelle – nettement en dessous (voir figures 30 et 31).

Figure 30: Epargne nationale (% du PIB)



Source : FMI

Figure 31: Investissement total (% du PIB)



Source : FMI

4.3.6 Effets sur le tourisme

Le tourisme de loisirs est presque inexistant à l'heure actuelle, en dépit d'un capital naturel d'un certain intérêt. Les procédures d'obtention de visas sont notoirement tatillonnes, la destination n'est guère promue par les opérateurs et il n'existe qu'un seul guide de tourisme récent publié à l'étranger. Les données de l'Organisation Mondiale du Tourisme ne mentionnent même pas la Guinée Équatoriale. Aucun effet du Covid-19 n'est à prévoir.

Par contre, **le tourisme d'affaires et des conférences internationales avait gagné des points ces dernières années, à partir du Forum de Coopération Amérique Latine-Afrique en 2013. Ses perspectives sont compliquées**, à la fois par la forte compétition africaine (Maroc, Sénégal, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Éthiopie, Rwanda, Mozambique, Afrique du Sud etc.), par la diffusion de modes de travail à distance, qui devrait réduire la nécessité des déplacements, et par la conscientisation croissante au changement climatique chez les institutions internationales organisatrices de conférences.

4.4 Chocs sur les flux financiers

Encadré : Effet global du Covid sur la balance des paiements

Le tableau suivant résume les plus probables effets prévus du Covid sur les différentes composantes de la balance des paiements, qui seront analysés en détail :

Tableau 8: Effets sur la balance des paiements

Poste	+ ou -
Exportations	Baisse
Importations	Baisse
Solde net des services	Hausse
Balance commerciale (Exportations – importations + solde net des services)	Baisse
Solde net des revenus primaires	Hausse
Solde net des revenus secondaires	Hausse
Compte courant (Balance commerciale + Revenus primaires + Revenus secondaires)	Baisse
Investissement direct	Baisse
Autre investissement (solde net)	Baisse
Balance globale	Baisse
Réserves	Baisse

On entend ici par flux financiers avec l'étranger: 1) les flux retracés parmi les revenus primaires dans le compte courant de la balance des paiement (paiement des salaires des non-résidents,

revenus d'investissement comme les intérêts ou les dividendes, et les rentes sur les ressources naturelles comme les royalties) ; 2) les flux retracés parmi les revenus secondaires du même compte, comme les transferts personnels et les dons ; 3) les flux retracés dans le compte financier de la balance des paiements, comme les investissements directs étrangers. Nous laissons de côté les transactions sur le compte en capital, comme la remise de dettes, qui ne concernent pas la Guinée Équatoriale, et nous nous intéressons à chacun des postes pertinents pour le pays.

4.4.1 Flux des revenus primaires

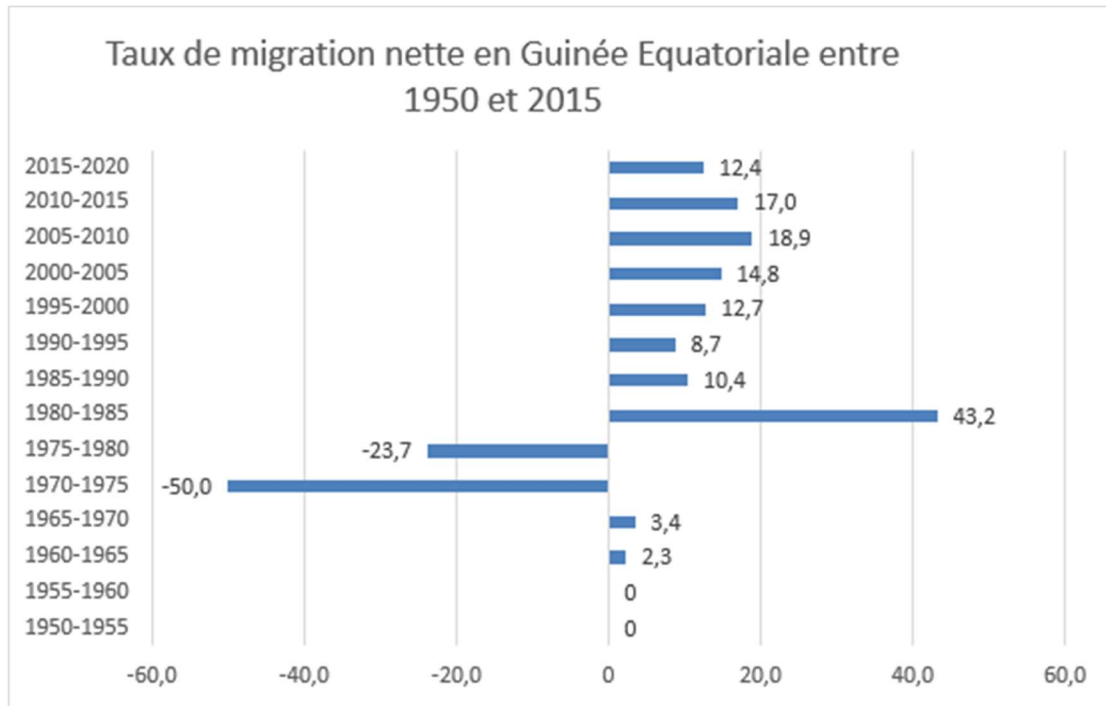
En ordre de grandeur, les flux les plus conséquents ont toujours été les flux des revenus primaires. Ceux-ci ont logiquement de tout temps été négatifs car les salaires des expatriés et les revenus d'investissement dans le secteur pétrolier sont pour la plupart exportés à l'étranger, alors que le pays ne reçoit pas, ou ne recense pas, beaucoup de revenus d'investissements faits à l'étranger. La tendance de ces transactions est baissière depuis 2014, principalement en raison du retour sur investissement décroissant des champs pétroliers et gaziers en déclin et sans doute aussi de la présence croissante d'expatriés qui travaillent stablement dans le pays, donc considérés résidents par la comptabilité nationale.

La baisse de la valeur absolue de cette typologie de flux financiers devrait continuer et s'intensifier en toute logique en conséquence du Covid-19 : les opportunités dans les travaux publics se raréfient pour les travailleurs étrangers, et la baisse de la production pétrolière diminue les dividendes et intérêts payables au pays (à l'exception des royalties). **Par conséquent, l'effet sur la balance des paiements est positif,** le FMI estimant -850 milliards FCFA en 2019 et prévoyant -701 milliards FCFA en 2021. Post-Covid, comme l'une des mesures phare du décret présidentiel 43 du 30 mars 2020 de soutien à l'économie est le rapatriement des avoirs détenus à l'extérieurs qui seraient « disponibles » (c'est-à-dire, non liés à des garanties ou autre outil de gestion du risque pays), l'effet sur la balance des paiements devrait être un peu plus prononcé que prévu.

4.4.2 Flux des revenus secondaires : transferts des fonds de la diaspora et aide

Un effet de même signe est prévisible sur les revenus secondaires. Là aussi, le solde a toujours été négatif, mais s'est creusé temporairement entre 2015 et 2018. **Il s'agit notamment des transferts monétaires des travailleurs étrangers résidents en Guinée Équatoriale, dont la présence s'est accrue au fil des années avant de se réduire à nouveau.** Le graphique suivant (Figure 32) montre l'évolution estimée du solde migratoire à partir de 1960, où les années de 2005 à 2010 montrent un pic positif, dû à l'immigration de cadres et techniciens mais surtout à l'afflux de personnes d'Afrique sub-saharienne, attirées par le grand nombre de postes à pourvoir dans les ambitieux chantiers de construction.

Figure 32: Taux de migration nette entre 1950 et 2015 (%)



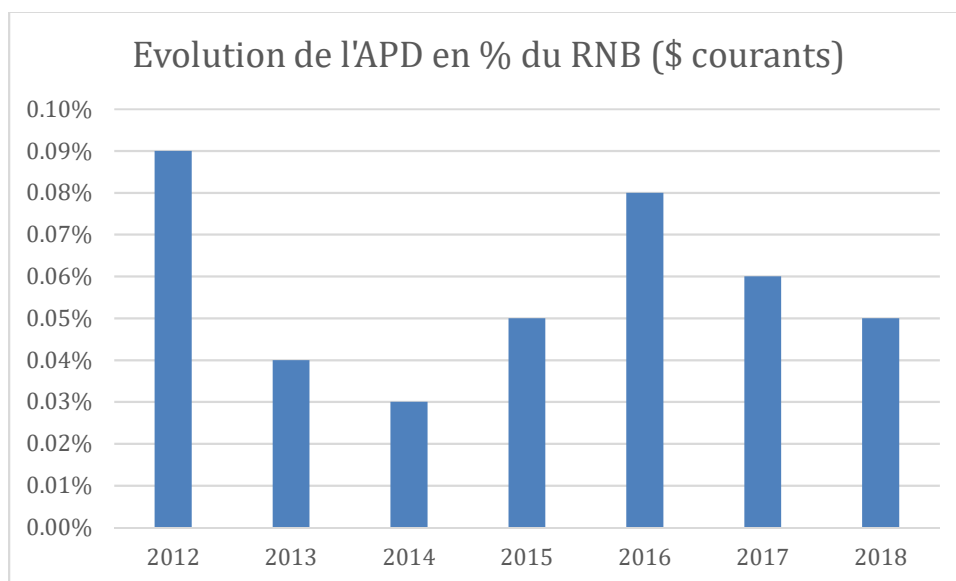
Source : Secrétariat des Nations Unies, Division de la Population

Comme le Gouvernement a déjà réduit la voilure des investissements en immobilisations depuis le choc pétrolier de 2014 et 2015, et post-Covid, il ne va pratiquement plus faire de dépenses d'équipement autre que les plus urgentes. Le poste devrait se contracter, donc avoir un effet positif sur le compte courant, car moins de travailleurs migrants resteront dans le pays. Pré-Covid, le FMI estimait -196 milliards FCFA en 2019 et prévoyait -190 milliards en 2021. La baisse en valeur absolue va être probablement un peu plus prononcée.

En raison de son niveau de revenu, de sa stabilité et de l'image toute relative de sa gouvernance, la Guinée équatoriale est très peu dépendante des flux d'aide extérieure, qui représentent en moyenne 0.06% du RNB sur la période 2012-2018¹⁶ et qui s'est stabilisée autour de 10 M USD depuis 2013 (cf. figure ci-dessous).

¹⁶ Données de l'OCDE ; les données ne sont disponibles que jusqu'en 2018.

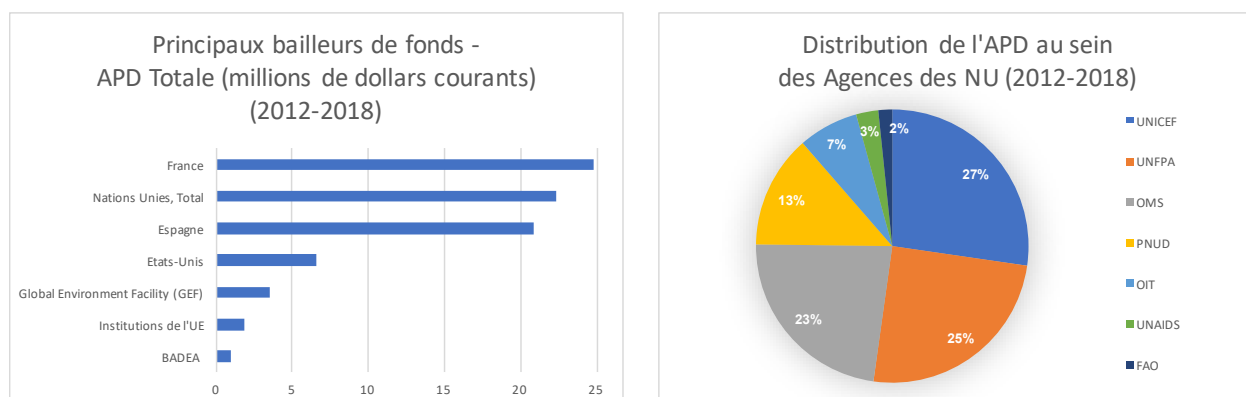
Figure 33: Evolution de l'APD (% du RNB) 2012-2018



Source: OCDE International Development Statistics (IDS)

La France et l'Espagne ont été les deux principaux bailleurs bilatéraux, comptabilisant 54% de l'aide publique au développement (APD) totale sur la période 2012-2018 (cf. figure ci-dessous). Les Nations Unies ont apporté 26% de l'APD totale sur la même période. L'UNICEF, l'UNFPA et l'OMS ont contribué à hauteur de 75% de l'aide apportée par les agences des Nations Unies.

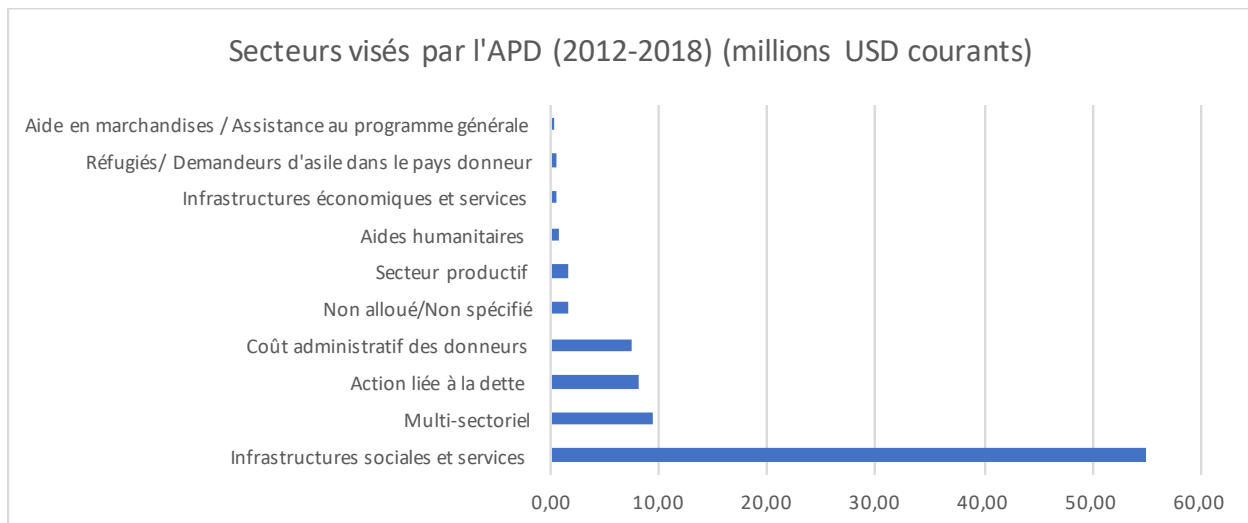
Figure 34: Principaux bailleurs de fonds et distribution de l'APD au sein des agences des Nations Unies



Source: OCDE International Development Statistics (IDS)

Les secteurs bénéficiaires d'aide ont notamment été les infrastructures sociales et les services (55% de l'APD), principalement dans les secteurs de l'éducation et de la santé.

Figure 35: Distributions des APD par secteurs

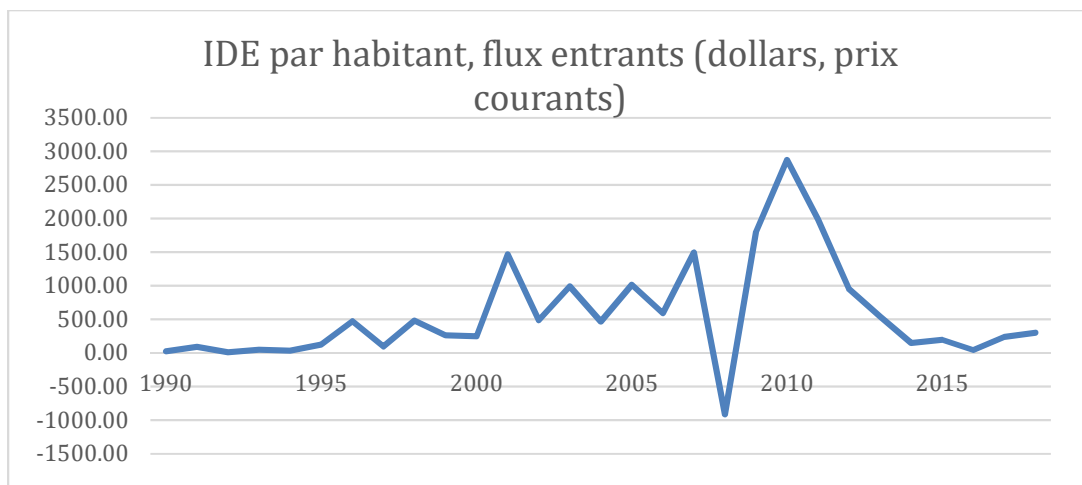


Source: OCDE International Development Statistics (IDS)

4.4.3 Les investissements directs étrangers

Les investissements directs étrangers (IDE) sont le poste le plus conséquent du compte financier de la balance des paiements (les investissements de portefeuille sont symboliques, et les autres postes recouvrent l'endettement du Gouvernement, sur lequel nous reviendrons). Les flux nominaux d'IDE per capita sont retracés dans la Figure 36.

Figure 36: IDE entrants par habitant entre 1990 et 2018



Source : CNUCED

Il s'agit d'investissements dans le secteur pétrolier et, dans une certaine mesure, dans l'infrastructure civile et le secteur des services. Le FMI prévoyait, pré-Covid, une reprise suite aux nouveaux travaux d'infrastructure pétrolière et gazière, et à la nouvelle ronde d'attribution de licences. Des 240 milliards de FCFA estimés en 2019, on devait passer à 370 milliards de FCFA.

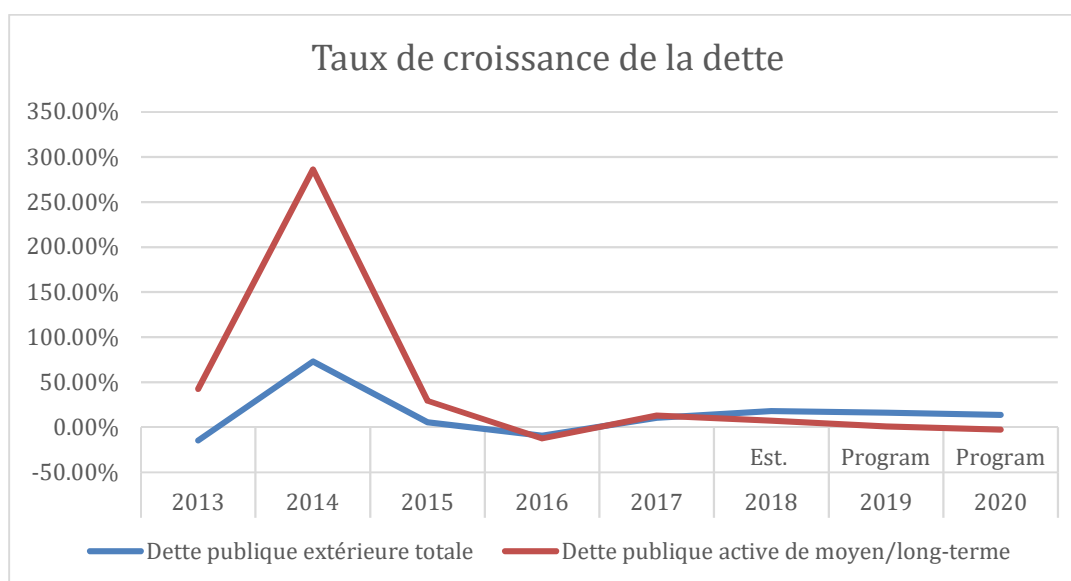
Après coup, ces estimations peuvent paraître trop optimistes mais en réalité, **s'agissant en grande partie d'immobilisations physiques coûteuses qui demandent des entretiens même si elles sont moins utilisées, il est possible que les IDE stagnent plutôt qu'ils ne baissent significativement.**

Par ailleurs, nous avons vu que certains investissements gaziers devraient être maintenus en dépit du Covid-19. A ce propos, il convient aussi de remarquer, en revenant à la Figure 14, que les IDE ont assuré une partie de la formation brute de capital fixe parfois très conséquente, et bien supérieure aux valeurs constatées dans les autres pays, jusqu'à 40% en 2010. **On peut penser que la stabilité des IDE va probablement assurer un rôle d'amortisseur dans un contexte où l'État va se retirer très considérablement de la constitution d'immobilisations physiques.**

4.4.4 Les transactions financières du Gouvernement et les perspectives d'évolution du financement extérieur

D'après le FMI, l'accumulation rapide de la dette jusqu'en 2016 semble avoir fait son temps. La plupart des composantes de la dette de la Guinée Équatoriale ne croissaient plus et il était prévu de les rembourser progressivement (cf. Figure 37). A priori, la Guinée Équatoriale, vu son niveau de revenu, n'est bénéficiaire ni des deux mesures prises par le FMI dans le cadre de la pandémie (le *Catastrophe Containment and Relief Trust* et le soulagement du service de la dette jusqu'en octobre 2020), ni de l'« initiative Macron » des gouvernements du G20 pour la suspension des paiements jusqu'à fin 2020.

Figure 37: Taux de croissance de la dette, 2013-2020



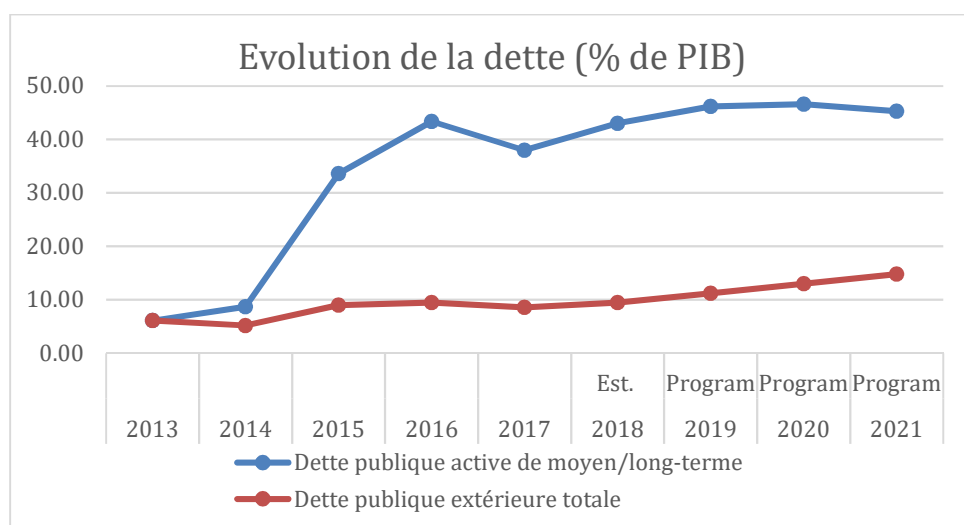
Source : FMI

Entre 2012 et 2014, la Société Financière Internationale (IFC) était pourvoyeuse de financements d'envergure au secteur pétrolier, mais ces investissements ont été clôturés et l'organisation s'est

entre temps désengagée des énergies fossiles. Avant la crise du Covid-19, la seule source vraiment conséquente de nouveaux emprunts pour la Guinée Équatoriale a été une facilité de prêt garanti avec l'Export-Import Bank of China (Eximbank).

Comme la Figure 38 le montre bien, **les dettes les plus importantes sont liées aux arriérés intérieurs, qui ont augmenté rapidement à partir de 2014**, lorsque le pays a été pris par surprise par l'effondrement des prix pétroliers alors qu'il était au milieu d'importantes activités d'investissement dans les infrastructures, et a continué à financer ces travaux en retardant les paiements aux entreprises de construction.

Figure 38: Evolution de la dette en % du PIB, 2013-2020



Source : FMI

Les arriérés internes sont l'un des problèmes les plus épineux de l'économie équato-guinéenne, car les paiements retardés de l'État aux entreprises ont empêché ces dernières de rembourser les prêts reçus par les établissements financiers locaux, et y nourrissent par conséquent un grand nombre de créances douteuses. Ces créances douteuses, à leur tour, compromettent la capacité des banques à rouvrir les vannes du crédit à l'économie réelle non pétrolière.

Il existe d'autres composantes de la dette qui sont de moindre importance. Parmi elles, les avances statutaires de la BEAC, qui ont cessé entre temps, dans le contexte d'un effort accru de la région à limiter la monétisation de la dette. Il existe divers prêts bilatéraux et multilatéraux de créanciers officiels autres que la Chine, et quelques arriérés extérieurs en cours, dont un petit montant d'arriérés extérieurs bilatéraux (Espagne et Belgique).

Le problème des arriérés avait été pris à bras-le corps lors des discussions avec le FMI sur le programme en cours, et le principe de la titrisation de ces arriérés a été validé. Beaucoup de détails techniques restent à affiner mais l'idée générale est de transformer les arriérés, une fois leur audit achevé – ce qui a été fait avant la fin de l'année 2019 - en titres du Trésor que les entreprises pourraient utiliser pour repayer les banques, après compensation des

dettes tributaires des entreprises vis-à-vis du Gouvernement. Comme la grande majorité des créanciers de l'État sont de grandes entreprises de construction, locales et parfois régionales, elles ont plus de capacité d'accepter des titres, alors qu'une fenêtre de paiement des arriérés au comptant serait envisagée pour les petites entreprises, afin de protéger leur liquidité. L'État prévoyait de repayer entièrement ces obligations avant 2030.

L'apurement des arriérés, déjà urgent avant la crise du Covid-19, est devenu un enjeu essentiel pour relancer la machine économique après la crise. Le travail avance, selon le FMI, mais s'agissant d'un dossier techniquement complexe, pour lequel la mobilisation d'expertise financière internationale est requise, son progrès a été ralenti par l'impossibilité actuelle de voyager.

Selon les projections économiques du FMI, qui a – comme ses statuts l'y obligent – procédé à une analyse de soutenabilité de la dette, celle-ci devait augmenter jusqu'à 47% du PIB, entre autres à cause de l'opération de titrisation des arriérés, au cours de 2020, pour commencer à refluer en 2021.

En réalité, **comme il est presque certain que le déficit budgétaire du gouvernement va être plus large que prévu en raison de la baisse des recettes pétrolières, le besoin de financement va augmenter et la dette par ricochet aussi. Un risque de surendettement de la Guinée Équatoriale semble malgré tout assez lointain, même en cas d'aggravation de la pandémie. Ceci étant, un effet Covid-19 sur les taux de change pourrait alourdir le service de la dette, en raison du poids de la dette détenue par des non-résidents et de la dette en devises (seuil inférieur d'alerte du FMI).** Avant le Covid-19, le financement multilatéral prévu par le FMI dans son programme était de 631 millions de dollars de 2019 à 2022, dont environ 284 millions devaient être assurés par le FMI, et le reste par la Banque Africaine de Développement, le roulement de dette court terme auprès des banques locales, ou en partie moindre par d'autres institutions financières comme la BADEA¹⁷. La Guinée Équatoriale devait continuer à utiliser du financement provenant de la facilité de prêts garantis d'Eximbank Chine mais n'était pas censée contracter de nouveaux emprunts. Il n'est pas possible à ce stade de donner de nouvelles projections car des discussions sont en cours à la fois avec la BAD, qui a offert son appui, et le FMI, en vue d'un accès du pays à son aide d'urgence, déjà déployée dans les autres pays de la CEMAC, ou d'un renforcement du programme en cours au-delà des 284 millions de dollars sur trois ans initialement prévus.

4.4.5 Le système financier dans son ensemble et la politique monétaire

La situation consolidée du système monétaire, examinée à partir des statistiques rendues publiques par la BEAC, et disponibles jusqu'en mars 2020, **révèle une baisse de la création**

¹⁷ Il n'est pas inutile de rappeler que la Guinée Équatoriale, dont le revenu per capita n'est pas bien inférieur à celui du Portugal, n'est guère éligible à l'aide au développement au sens du CAD, sauf pour des programmes ponctuels d'assistance technique ou de coopération culturelle et scientifique. Elle n'est pas non plus éligible à certains types de prêts concessionnels du Groupe Banque Mondiale.

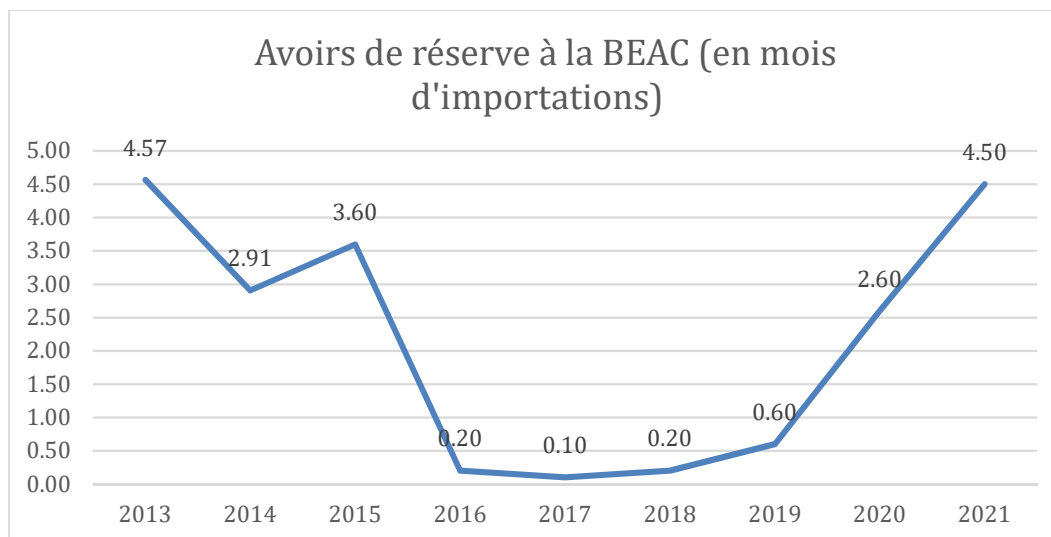
monétaire – notamment des crédits bancaires – depuis des années, en ligne avec la récession économique quasiment continue et le gonflement des arriérés de l’État vis-à-vis des fournisseurs.

M1 s’est contractée de presque moitié, et de façon à peu près continue, par rapport au pic atteint en 2012. Le niveau des derniers mois, de janvier à mars 2020, est inférieur à celui de 2019. La diminution de M1 est surtout le fait des banques autres que la BEAC et des dépôts à vue, car depuis 2018 la monnaie fiduciaire a peu bougé et le niveau de quasi-monnaie (fonds monétaires ou dépôts à la demande, ou encore comptes d’épargne) est lui aussi resté assez stable. La situation des autres postes nets se détériore depuis fin 2019.

Il convient également de rappeler la situation, déjà précaire avant le Covid-19, des réserves en devises, alors que les pays de la zone franc d’Afrique centrale s’étaient engagés à renflouer les réserves de la BEAC. Les avoirs extérieurs nets, parmi lesquels les devises étrangères, sont négatifs depuis 2019, après un pic atteint en 2013. Les créances nettes sur l’État ont globalement augmenté depuis 2019 mais sans tendance régulière, et vont normalement s’accroître, en raison soit de l’accroissement des émissions de titres publics à partir de la première titrisation des arriérés début 2019, soit des décaissements effectués par le FMI vers la fin de l’année. Comme partout dans la région CEMAC, les sorties de devises s’accroissent alors que les rentrées stagnent ou diminuent en raison de la situation extérieure défavorable de la sous-région.

Depuis 2016 déjà, les réserves équato-guinéennes étaient en dessous d’un mois des importations de l’année suivante (voir Figure 39), ce qui ne représentait pas un danger immédiat dans le financement du déficit de la balance des paiements, en raison de la balance commerciale excédentaire et du flux d’investissements financiers. Le FMI prévoyait avant le Covid-19 une hausse graduelle des avoirs de réserve, grâce à la consolidation budgétaire, à l’appui des créanciers (FMI, BAD etc.) et au retour des dépôts du Gouvernement détenus à l’étranger et “disponibles”, c’est-à-dire, non liés à des titres de créance garantis. Les mesures du décret 43 du 31 mars 2020 priorisent bien le retour des avoirs détenus à l’étranger, mais la consistance des réserves ne va sans doute pas s’améliorer, en conséquence de la baisse notable des exportations et de la moindre élasticité des importations. Par ailleurs, si l’une des premières mesures prévues par le programme du FMI a été la communication à la BEAC des contrats pétroliers et gaziers, il subsiste des doutes sur la capacité répressive du Gouvernement à s’assurer du bon respect des régulations des changes par les agences publiques et les opérateurs privés, notamment la domiciliation des opérations d’exportation auprès d’une banque résidente.

Figure 39: Avoirs de réserve à la BEAC entre 2013 et 2021



Source : FMI

Les données montrent aussi une politique monétaire restrictive de la part de la BEAC, qui se poursuivra après la crise du Covid-19, et sa recherche accrue de financements à l'extérieur de la zone CEMAC. Le bilan financier de la BEAC montre que la monnaie en circulation en Guinée Équatoriale a baissé par rapport aux niveaux de 2014, et a relativement stagné ces dernières années : entre 2019 et les premiers mois de 2020, elle est à peu près stable. Par contre les réserves des autres banques ont augmenté depuis décembre 2019, mais sans revenir à leurs hauts niveaux de début 2019. Dans l'ensemble, la hausse de la base monétaire depuis décembre 2019 semble surtout liée à un effet de thésaurisation de la part des banques facilité par la BEAC. Les encours de l'État sont à leur plus bas niveau depuis mars 2018, par choix précis de la BEAC, mais les engagements extérieurs sont aussi à leur plus haut niveau depuis fin 2019. Comme les avoirs extérieurs nets sont à un niveau très faible depuis fin 2019, la BEAC a sans doute vendu des avoirs de réserve afin de renforcer surtout les banques locales, tout en renforçant légèrement son capital (fonds propres), et depuis 2019, elle s'est beaucoup financée à l'extérieur.

Nous avons vu que **la mauvaise santé des banques équato-guinéenne est une contrainte majeure au développement du secteur privé hors hydrocarbures. La forte volatilité des dépôts bancaires est traditionnelle en Guinée Équatoriale, et résulte principalement des paiements importants et très irréguliers effectués par le gouvernement aux prestataires de services, un facteur depuis longtemps limitant de l'offre de crédit.** Dans le bilan financier des banques créatrices de monnaie, côté passifs, les dépôts à vue sont à peu près à un tiers du pic qu'ils avaient atteint en 2013. Depuis septembre 2019, ils baissent de manière assez régulière, alors que les dépôts à terme sont plus ou moins stables. Les dépôts du secteur public sont malgré tout en lente hausse depuis décembre 2019, et ainsi les engagements extérieurs, tirés soit par des opérations interbancaires de court terme, soit par la souscription par des investisseurs étrangers de titres publics équato-guinéens. Les fonds propres sont en

redressement et les crédits de la BEAC sont en légère hausse depuis le creux de septembre 2019. Les autres postes du passif accentuent leur signe négatif depuis mars 2019.

Le crédit au secteur privé a recommencé son reflux de longue durée début 2019 et se maintient peu dynamique. En effet, les problèmes anciens du secteur bancaire équato-guinéen n'ont pas été traités, notamment les informations limitées sur les antécédents de crédit des emprunteurs potentiels et les exigences élevées en matière de garanties, qui restent des goulots d'étranglement importants pour le développement financier. Traditionnellement, une partie conséquente de ce crédit était du crédit à la consommation – donc à l'importation – pour les emprunteurs les plus sûrs, comme les employés du secteur public, et ne bénéficiait pas toujours à l'économie locale.

Les prêts non performants (PNP) ont augmenté jusqu'au premier semestre 2019, reflétant une classification plus rigoureuse des prêts par les banques et une détérioration de leurs portefeuilles, l'activité hors hydrocarbures étant restée déprimée. La plupart de ces prêts non productifs proviennent de prêts importants accordés à des sociétés de construction ayant des contrats avec le gouvernement pendant le boom pétrolier ; ces sociétés sont devenues incapables d'assurer le service de leurs prêts lorsque le gouvernement a commencé à accumuler des arriérés.

Pour ce qui est des autres postes de l'actif, le financement bancaire de l'État s'était beaucoup gonflé pendant la première moitié de 2019 mais s'est considérablement réduit depuis. Les avoirs extérieurs ont diminué depuis septembre 2019, en ligne avec l'application de la nouvelle réglementation de change au niveau de la CEMAC et peut-être des efforts spécifiques à la Guinée Équatoriale de rapatrier une partie des avoirs détenus à l'étranger. Les réserves obligatoires et libres – ces dernières, très limitées en Guinée Équatoriale – sont en augmentation depuis fin 2019, dans le cadre des efforts par la BEAC de stabilisation du système bancaire, après la diminution très nette qu'elles avaient subie tout au long de 2019. Dans le contexte morose de l'économie, l'amélioration du taux de couverture des crédits par les dépôts, évidente en 2019, devrait à priori se poursuivre.

La Guinée Équatoriale reste, de loin, le pays CEMAC avec la liquidité bancaire la moins solide. Cela est indirectement confirmé par la détérioration conséquente de la signature du pays sur les marchés régionaux depuis 2016. A plus de 8%, le taux d'intérêt moyen pondéré des bons du Trésor de la Guinée Équatoriale fin 2019, bien qu'en légère baisse par rapport à 2018, reste de loin le plus élevé de toute la CEMAC.

Le ratio d'adéquation des fonds propres (CAR) déclaré par la COBAC pour le système bancaire équato-guinéen s'élevait à 27 % en juin, mais ce chiffre inclut les réserves génériques d'une banque systémique, qui augmentent artificiellement ses fonds propres de catégorie 1 et le CAR. La banque prévoit de convertir ces réserves en capital dans les mois à venir pour couvrir les déficits de fonds propres. La liquidité reste tendue dans certaines banques, qui continuent de dépendre du financement de la BEAC, bien qu'à des niveaux nettement inférieurs à ceux de 2018. Le provisionnement des prêts est faible au vu des bonnes pratiques internationales.

Selon les dernières décisions du Comité de Politique Monétaire du 27 mars 2020, la BEAC maintient dans l'essentiel le cap de sa politique restrictive, en vue de faire remonter graduellement les avoirs de réserve. Comme elle le mentionne, "il est impératif pour la BEAC de continuer à appliquer la réglementation de change de manière stricte afin d'éviter des sorties

spéculatives et injustifiées des capitaux”. Sa stratégie consiste désormais dans l’activation du marché interbancaire. La BEAC fournit des ressources au système bancaire essentiellement à travers quatre outils (i) l’opération principale d’injection de liquidité, (ii) le guichet de la facilité de prêt marginal, (iii) les opérations d’injection de liquidité à maturité longue, et (iv) le guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables. La Guinée Équatoriale utilise pour ses banques spécialement l’opération principale d’injection de liquidité – à laquelle les autres pays CEMAC ont désormais tous pu renoncer en grande partie – et la facilité de prêt marginal.

Cependant, des aménagements ont été prévus afin d’aider le système financier à passer le pic de la crise. Ainsi, le Comité a décidé de réviser à la baisse le Taux d’Intérêt des Appels d’Offres (TIAO) de 3,50 % à 3,25 % ; de réviser le Taux de la facilité de prêt marginal de 6,00 % à 5,00 % ; de porter les injections de liquidité de 240 milliards FCFA à 500 milliards de FCFA, et de se rendre disponible à relever ce montant en cas de besoin ; d’élargir la gamme des effets privés admis comme collatéral des opérations de politique monétaire ; de revoir à la baisse les niveaux des décotes applicables aux effets publics et privés admis comme collatéral pour les opérations de refinancement à la BEAC.

4.5 Effets de second tour du Covid : impact sur l’emploi

Bien que l’économie équato-guinéenne soit dominée par les produits pétroliers, **le secteur des hydrocarbures est faiblement pourvoyeur d’emploi.** En effet, il est estimé que seul 1% de la population en âge de travailler est employée dans l’industrie pétrolière et gazière¹⁸. Le faible nombre d’emplois générés par le secteur d’activité principal en termes de revenus explique aussi la faible part des revenus du travail dans le PIB (autour de 50%, selon les estimations ILOSTAT). La répartition sectorielle de l’activité économique mesurée selon la contribution au PIB diffère donc fortement de la répartition sectorielle de l’emploi. **La majorité des personnes en emploi le sont dans le secteur de l’agriculture**, où plus de la moitié de la production est destinée à la subsistance. Le secteur tertiaire emploie quant à lui une part grandissante des travailleurs, au détriment du secteur secondaire dont la part dans l’emploi baisse graduellement au cours du temps (voir Figures 41 et 42). D’après les estimations de l’OIT, plus de 90% de la population en âge de travailler (15 ans et plus) est « en emploi », la définition de l’OIT incluant les différents statuts d’emploi, en particulier l’emploi dit « formel » et celui dit « informel ». Les chiffres présentés ci-dessous concernent donc une part importante de la population.

¹⁸ ILO State of Skills 2019

Figure 40: Répartition de l'emploi par secteur d'activité économique en 2020

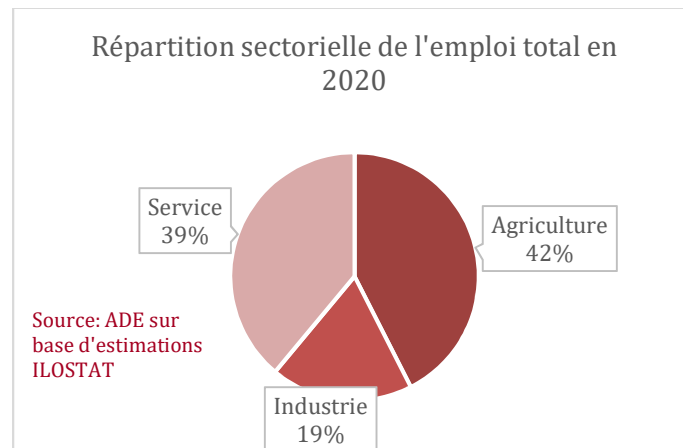
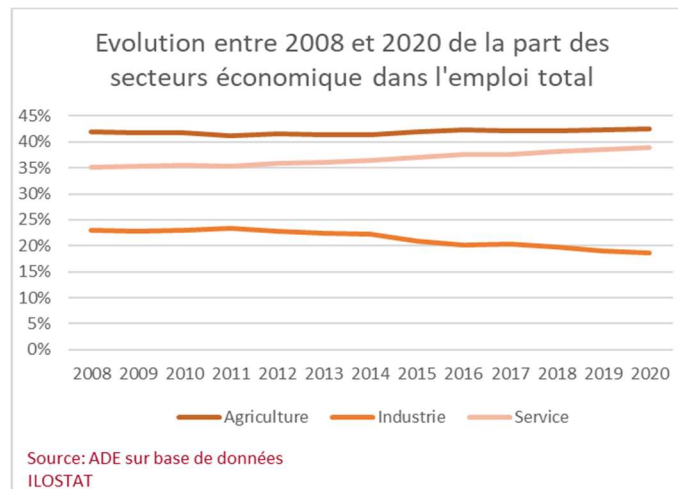


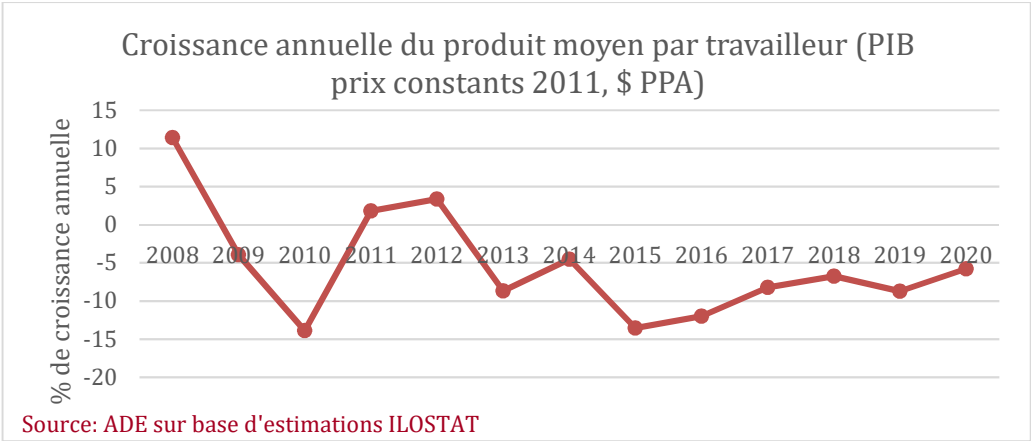
Figure 41: Evolution des parts des secteurs économiques dans l'emploi total entre 2008 et 2020



Cette distribution de l'emploi implique que les variations de prix du pétrole n'impactent directement qu'une part très faible de l'emploi. Toutefois, au vu de l'importance du secteur des hydrocarbures pour la production et les recettes du pays, l'impact indirect des variations de prix peut être très important pour les travailleurs des secteurs de l'industrie et des services, ainsi que pour les emplois agricoles éventuellement dépendants des prix des produits agricoles mondiaux, influencés directement par les prix pétroliers.

L'impact des variations du prix du pétrole sur la compétitivité économique du pays transparait à travers l'analyse de l'évolution dans le temps du produit moyen par travailleurs (PIB/nombre de travailleurs) présenté ci-dessous. On observe que **le produit moyen par travailleur est en diminution permanente depuis 2013, et ce sur base de l'ensemble des travailleurs, y compris une vaste majorité qui ne sont pas directement employés dans le secteur pétrolier**. Ceci illustre la dépendance de l'ensemble des emplois nationaux aux prix pétroliers.

Figure 42: Evolution entre 2008 et 2020 de la croissance annuelle du produit moyen par travailleur



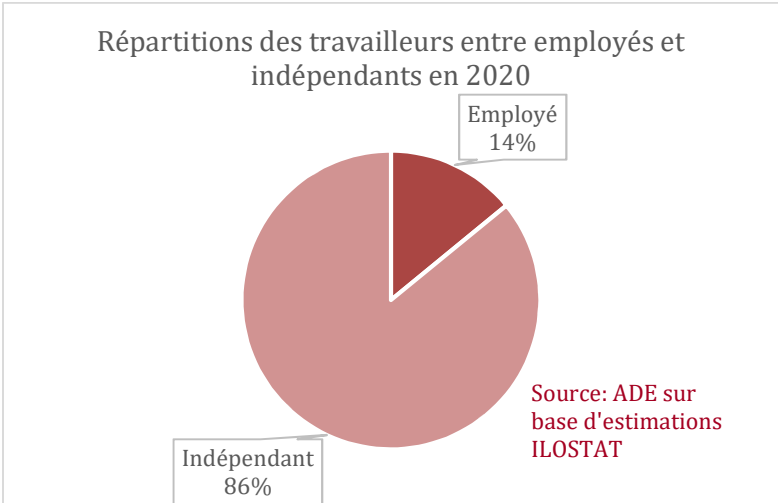
En plus de l'impact des prix pétroliers, **l'emploi est susceptible d'être affecté par les mesures de distanciation sociale** prises dans le cadre de la pandémie de Covid-19, en particulier la fermeture des commerces non-essentiels sous l'État d'Alarme Sanitaire décrété le 31 mars et prolongé par quinzaine (actuellement jusqu'à mi-juin). Les déplacements essentiels autorisés incluent toutefois le fait de se rendre au travail, ce qui devrait amoindrir l'impact des mesures sur les travailleurs du secteur industriel. Enfin, les possibilités de travail à distance, pour les métiers qui le permettent, sont fortement réduites au vu de la proportion très faible de la population qui a accès à l'internet par le câble à domicile (à peine plus de 1 personne du 1000¹⁹). Une frange plus large et en constante augmentation de la population a toutefois un accès à internet (6% en 2010, plus de 26% en 2017²⁰) et un peu plus de la moitié de la population dispose d'un abonnement de téléphonie mobile.

Par ailleurs, la majorité des travailleurs sont sans contrats de travail d'employé, tel qu'illustré sous la figure 44.

19 Source: World Development Indicators

20 Source: World Development Indicators, donnée indisponible après 2017.

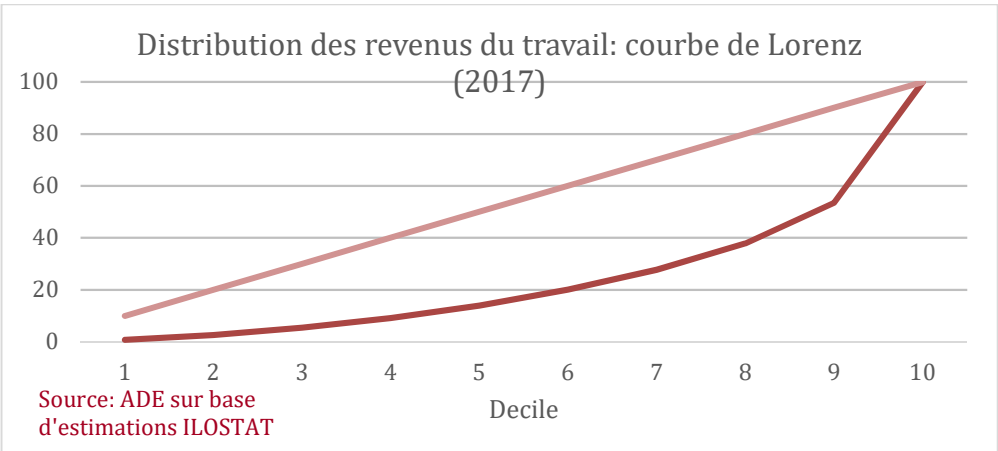
Figure 43: Part des travailleurs employés et indépendants en 2020



Effets distributifs

Il apparait des estimations de l'OIT que **les revenus du travail sont distribués de manière particulièrement inéquitable** : le décile supérieur de la distribution des revenus du travail accapare plus de 46% des revenus totaux du travail, alors que la moitié la moins bien lotie des travailleurs collecte moins de 14% des revenus totaux du travail. La Figure 45 ci-dessous présente la part cumulée selon le décile de la population en emploi. Par ailleurs, près de 10% de la population qui déclare avoir un emploi vit avec moins de 1,9 \$ PPA par jour (source : estimation ILOSTAT). Des pertes de revenus, même minimales, peuvent donc plonger une grande partie des travailleurs dans la très grande pauvreté.

Figure 44: Distribution des revenus du travail par décile: courbe de Lorenz



5 Réponse apportée par le Gouvernement à court terme

En réponse à la crise du Covid-19, le gouvernement a adopté le 31 Mars 2020 le décret 43/2020 qui prévoit un ensemble de mesures à court terme pour faciliter le financement du budget et mitiger les effets négatifs de la crise sur l'activité économique et les populations vulnérables.

5.1 Mesures relatives aux recettes et aux dépenses

Afin de protéger le budget de l'État contre un dérapage budgétaire, le décret 43/2020 vise une augmentation des rentrées via la régularisation d'un certain nombre de dettes fiscales, en particulier le règlement de dettes fiscales de 2019 dans le secteur des hydrocarbures qui a été accéléré. Des discussions sont en cours avec le FMI pour harmoniser cette mesure avec l'engagement à modifier la loi controversée de 2014 sur le pardon fiscal.

Par ailleurs, le système de douane commence à être renforcé à Malabo, y compris grâce à l'approbation en avril 2020 du système SYDONIA d'enregistrement des transactions douanières²¹. L'utilisation de ce système dans la juridiction douanière de Malabo doit devenir obligatoire.

Une réduction des dépenses publiques est aussi visée par le décret 43/2020, via la rationalisation des dépenses courantes de l'administration publique, la promotion de contrats de partenariat public-privé pour les services publics essentiels tels que dans les secteurs de l'eau, l'assainissement l'électricité et les télécommunications, la révocation de contrats de marchés publics qui peuvent l'être, et le report au second semestre de 2020 de tout programme d'investissement physique qui ne revêt pas un caractère prioritaire.

5.2 Mesures sociales et de protection sociale

Le décret 43/2020 prévoit des mesures de soutien aux ménages ayant subi une perte de revenu qui incluent la création du Programme de Garantie Sociale s'élevant à cinq milliards de francs CFA (environ 8,5 millions de dollars US). Ce programme a pour objectif la fourniture de biens alimentaires et de kit d'hygiène principalement, pour environ 33.000 ménages vulnérables. La mise en place de programmes de type « cash transfer » est rendue compliquée par le faible niveau de digitalisation, impliquant que les citoyens doivent se déplacer jusqu'aux agences officielles pour percevoir l'aide²².

Le décret 43/2020 prévoit également un Plan de renforcement du système national de santé publique qui financera les besoins identifiés pour acquérir le matériel nécessaire permettant le respect des conditions basiques d'hygiène dans les bureaux.

5.3 Mesures d'appui aux entreprises du secteur non pétrolier

De plus, ce décret prévoit un plan de soutien aux PME du secteur non pétrolier, qui comprend un report et une réduction de l'impôt sur les sociétés, un fonds de garantie partielle pour les PME (1 milliard de FCFA), une remise des factures d'énergie et de télécommunications, surtout pour les commerces et les établissements de l'hôtellerie/restauration ayant été contraints à fermer, et une bonification des cotisations de sécurité sociale pour les entreprises recrutant de nouveaux employés. Des mesures de protection de l'emploi dans le secteur des hydrocarbures ont aussi été adoptées, y compris pour les

²¹ <https://www.vda.pt/en/publications/insights/impact-of-measures-approved-by-the-state/22137/>, consulté le 4 juin 2020.

²² <https://www.undp.org/content/dam/rba/docs/COVID-19-CO-Response/undp-rba-covid-equatorialguinea-apr2020.pdf>, consulté le 4 juin 2020.

entreprises de services dépendantes de ce secteur ainsi que des mesures visant à la stabilité du secteur, par exemple à travers l'extension de licences d'exploitation²³.

5.4 Mesures pour renforcer les finances publiques et le secteur bancaire

Ces mesures comprennent le **rapatriement des actifs financiers de l'Etat** se trouvant en dehors des institutions financières nationales et la **régularisation des arriérés intérieurs** avec les entreprises du secteur de la construction.

6 Principaux constats et pistes de recommandations préliminaires

Il est attendu que la crise du Covid-19 vienne renforcer des tendances structurelles adverses qui étaient déjà à l'œuvre depuis quelques années, tout en introduisant quelques éléments ultérieurs de faiblesse dans le cadre macroéconomique et budgétaire.

L'effet d'une baisse du prix du baril sur les recettes budgétaires – même à production inchangée, voire légèrement croissante – pourrait être d'envergure, et renforcer la tendance à l'érosion de la capacité de dépense de l'État, qui a jusqu'ici irrigué l'économie. Bien que la présente étude n'ait mené que des évaluations d'impact assez simples, et uniquement basées sur des données d'accès public, une contraction du PIB est plus que probable, et par conséquent – pour une prévision du prix moyen du Brent en 2020 de 38\$ le baril, conformément aux plus récentes hypothèses de l'AIE (juin 2020) – un manque à gagner pour l'État entre 410 milliards et 476 milliards de FCFA, soit autour de -40 à -43% des recettes budgétaires par rapport à 2019. Ces chiffres ne sauraient certes prétendre à aucun statut officiel, ni préjuger des conclusions des négociations entre le pays et ses créanciers relativement au besoin de financement du secteur public ; ils donnent juste un premier aperçu de l'ordre de grandeur. Les pertes au niveau des recettes pourraient être plus importantes, en fonction des scénarii du prix du Brent qu'il est possible de retrouver dans la littérature, jusqu'à -69% des recettes budgétaires pour un prix du baril à 20\$.

De nouveaux effets de déstabilisation suite au Covid-19 ne sauraient être exclus, notamment une hausse durable des prix à la consommation en raison des perturbations des chaînes d'approvisionnement, dans un pays qui a jusqu'ici plutôt bien réussi à maîtriser l'inflation. A priori, il existe des facteurs d'amortissement du choc, notamment les amples possibilités de réorientation des importations vers des produits non-européens, l'incompressibilité de certaines dépenses d'entretien sur les infrastructures pétrolières et gazières – qui maintient un niveau minimum d'investissement physique – et le fait que l'investissement-phare dans le secteur du gaz n'a apparemment pas été reporté. Cela donne une certaine marge de manœuvre pour envisager une indispensable diversification économique à un gouvernement qui est malgré tout moins endetté que plusieurs de ses voisins.

Pour l'instant, en raison du manque quasiment absolu de données sur le revenu disponible et les conditions socioéconomiques des ménages, il est impossible de déterminer les effets de la pandémie sur la pauvreté. Les analyses sectorielles et les études socio-économiques à mener dans

²³ <https://www.vda.pt/en/publications/insights/impact-of-measures-approved-by-the-state/22137/>, consulté le 4 juin 2020.

les phases suivantes du présent projet pourront apporter des éléments sur les conséquences sociales de la pandémie, qui s'annoncent potentiellement difficiles.

En amont de la réalisation des analyses sur quelques secteurs clefs pour la récupération post-Covid, il n'est pas possible d'être très précis sur les recommandations. **La crise du Covid-19 met ceci étant en lumière la dépendance du pays aux importations pour l'ensemble des produits de consommation.** Inverser la tendance ne sera pas facile dans un contexte marqué par une image extérieure de faible gouvernance et de corruption, un climat des affaires peu propice et un système productif national qui s'est orienté de longue date, directement ou indirectement, en fonction de la commande publique.

Bien que le manque à gagner en termes de recettes soit une quasi-certitude, cela ne signifie pas que la solution réside uniquement, ou même prioritairement, dans de nouveaux financements. Elle résiderait plutôt dans l'amélioration de la gestion financière publique actuelle. Les programmes en cours des différents partenaires, et notamment celui du FMI, privilégient à juste titre la dimension de la gouvernance, où les agences des Nations Unies devraient exploiter leur complémentarité avec les institutions financières de développement, et leur valeur ajoutée dans les approches basées sur les droits. Comme le résume la dernière revue du FMI, les mesures en cours de mise en œuvre incluent :

- le renforcement du cadre de la lutte contre la corruption, en traitant les conflits d'intérêts, en mettant en œuvre un solide régime de déclaration des actifs pour les hauts fonctionnaires et en renforçant l'application de la loi et la coopération internationale ;
- la promotion de la transparence du secteur des hydrocarbures, notamment par l'adhésion à l'ITIE, la réalisation et la publication d'audits des entreprises publiques d'hydrocarbures et la publication de rapports périodiques sur les données du secteur ; et
- l'amélioration du cadre de la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment en signalant les activités suspectes liées à des personnes politiquement exposées et en renforçant la transparence des entreprises par la disponibilité des informations sur la propriété effective des entreprises.

Des mesures claires de rationalisation de la dépense publique et de réforme fiscale courageuse seraient susceptibles de renforcer à la fois les équilibres budgétaires et l'image extérieure du pays, et donc l'investissement privé. En ce sens, il est nécessaire de continuer à rationaliser les dépenses d'équipement, notamment pour permettre une augmentation des dépenses dans les secteurs sociaux et la formation du capital humain apte à soutenir une croissance économique plus inclusive, la réduction de la pauvreté et l'amélioration des résultats sociaux dans les domaines de la santé et de l'éducation. Les Nations Unies ont une valeur ajoutée dans les questions de budgétisation « pro-poor », de budgétisation sensible au genre, et en général dans la promotion d'un environnement d'information socioéconomique transparente et largement partagée, qui manque encore cruellement dans le pays, malgré la création récente de l'INEGE.

En matière de mobilisation des recettes nationales, les principales lignes d'action ont été tracées dans une étude du FMI sur la continuité et la récupération des services des recettes. Le pays travaille avec le FMI et AFRITAC sur les priorités suivantes, dont certaines attendent néanmoins, de l'avis des interlocuteurs contactés, une validation de niveau politique :

- la refonte de la structure organisationnelle de la Direction Générale des Impôts et des Contributions (DGCI) pour mieux servir ses fonctions, avec notamment la poursuite de l'activation du Bureau des Grands Contribuables, ainsi que des unités d'analyse et de gestion des risques et de modernisation technologique ;
- la cartographie des risques liés au respect des normes fiscales et les mesures à prendre pour leur gestion, dans le cadre de chaque processus de fond ;

- la simplification du dépôt des déclarations et des paiements par le biais de formulaires électroniques et de validations de paiement, par la mise au point des mécanismes d'échange d'information avec le Trésor public ;
- le recensement fiable des contribuables ;
- la concentration des efforts de surveillance sur les grands contribuables, le secteur des hydrocarbures ainsi que les secteurs qui ont pu maintenir ou augmenter leurs activités dans la phase d'urgence de la pandémie, ce qui demande un accord entre le Ministère de l'Économie et des Finances et celui des Mines, et un renforcement de la fonction d'inspection fiscale ;
- la préparation et la mise en œuvre de procédures et formulaires-types pour les opérations avec des tiers, ainsi que préparation des procédures d'inspection ;
- l'amélioration de l'enregistrement des remboursements de TVA ;
- le renforcement de procédures de recouvrement plus coercitives pour les contribuables réticents à payer leurs dettes fiscales ;
- une meilleure communication aux contribuables, par exemple à travers un site web amélioré ; et
- dans le moyen terme, la réforme globale de la législation fiscale.

A côté des réajustements du côté de la dépense et de l'amélioration de la collecte, un flux accru de financements privés reste souhaitable pour les équilibres macroéconomiques. Le pays ne peut en effet pas espérer un flux accru de ressources d'aide extérieure, ni dans le court ni dans le moyen terme. Une étude du PNUD s'est certes déjà penchée sur les quelques possibilités à exploiter en termes de dons, notamment au niveau de la finance pour le climat (Fonds Vert pour le Climat) et d'une plus grande ouverture du pays aux initiatives de la société civile internationale (ONG). Toutefois, le volume prévisible de ces subventions est sans doute destiné à rester limité, et les partenaires européens traditionnels sont eux-mêmes aux prises avec une crise sans précédent. Des financements privés internationaux semblent plus probables, mais pour qu'ils sortent de l'enclave pétrolière et gazière où ils ont été confinés jusqu'ici, ils demandent une mobilisation en parallèle de l'épargne nationale, et une attitude plus innovatrice et originale des banques, sans lesquelles des institutions financières de développement comme la Société Financière Internationale, qui a été jadis active dans le pays, ou ses consœurs bilatérales (DEG, Proparco, Norfund, CDC etc .) ne seraient pas en mesure de s'investir.

Les banques nationales sont grevées par une masse de prêts non productifs dus aux arriérés de paiement par l'État des fournisseurs privés. L'apurement des arriérés intérieurs permettrait d'améliorer la liquidité des banques et de renforcer le secteur bancaire, une condition sine qua non pour inciter les banques à intensifier leur crédit à l'investissement privé. Bien que l'évolution du crédit à l'économie ait été positive pendant la dernière décennie, même après la crise du secteur de la construction, elle semble s'être enlisée dans le financement de la consommation privée (PNUD 2019, p. 23). Le programme du FMI prévoit l'apurement des arriérés aux fournisseurs par l'émission d'obligations d'État une fois l'audit des arriérés en cours terminé, avec un amortissement important de ces obligations pendant la période de l'accord. Si cette composante aboutit, les institutions financières nationales pourraient être en mesure de relancer le crédit à l'investissement privé hors hydrocarbures, si des projets bancables ont pu être conçus entre temps.

Outre l'impact positif de l'apurement des arriérés intérieurs, la stabilité du secteur bancaire devrait être favorisée par la recapitalisation des banques présentant des déficits de fonds propres. Une accélération de la création d'entreprises passe aussi par une plus grande inclusion financière, si nécessaire par une meilleure diffusion des innovations fintech pilotées dans le continent africain. Les autorités travaillent déjà en étroite collaboration avec la COBAC de la BEAC pour s'assurer que toutes les banques respectent pleinement les réglementations de la COBAC, en particulier les exigences prudentielles et de gouvernance. Il s'agit notamment de poursuivre la réduction structurelle du soutien de la BEAC aux banques en matière de liquidités à court terme. D'autre part, du fait qu'il n'existe pas de

données Findex sur la Guinée Équatoriale, on peut penser que le pays est très probablement en retard sur les autres de la CEMAC en termes de diffusion de comptes mobiles.

Il ne faut pas non plus oublier le rôle catalytique que pourraient jouer les deux outils de gestion responsable et équitable des revenus pétroliers de la Guinée Équatoriale, le "Fonds pour les générations futures" et « le Fonds de co-investissement ». Le "Fonds pour les générations futures" est le fonds souverain de la Guinée Équatoriale, créé en 2002 et dont la valeur est estimée à 80 millions de dollars. En février 2014, à la suite du premier symposium national sur la diversification économique, le gouvernement de la Guinée Équatoriale a créé le Fonds de co-investissement (FCI), apparemment financé à hauteur d'un milliard de dollars, qui vise à investir dans des projets rentables qui réduisent la dépendance économique vis-à-vis des revenus des hydrocarbures. Comme le souligne une étude précédente du PNUD (PNUD 2019), « il s'agit d'instruments totalement opaques en termes de capitalisation, de gestion et d'objectifs stratégiques », dont la refonte s'impose suivant les meilleures pratiques internationales en la matière.

Références

- « COVID-19: Guinea Ecuatorial confirma el cuarto caso de coronavirus ». Consulté le 5 juin 2020. <https://ahoraeg.com/salud/2020/03/18/guinea-ecuatorial-confirma-el-cuarto-caso-de-coronavirus/>.
- « EQUATORIAL GUINEA FORESEES EXPANDING COVID-19 RESPONSE TECHNICAL COMMITTEE - Official Web Page of the Government of the Republic of Equatorial Guinea ». Consulté le 5 juin 2020. <https://www.guineaequatorialpress.com/noticia.php?id=15337>.
- AFDB « EQUATORIAL GUINEA - CSP 2018-2022.pdf » 2018. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Boards-Documents/EQUATORIAL_GUINEA_-_CSP_2018-2022.pdf.
- Africa Center for Strategic Studies,. « Mapping COVID-19 Risk Factors » 2020Updated on May 13, et 2020 *Africa Center for Strategic Studies* (blog). Consulté le 5 juin 2020. <https://africacenter.org/spotlight/mapping-risk-factors-spread-covid-19-africa/>.
- Bal, Mamadou Malick. *Country Profile Equatorial Guinea 2016*, 2017. <http://repository.uneca.org/handle/10855/23676>.
- Bilal, San, Stephany Griffith-Jones, Sony Kapoor, Stephen Karingi, et Vera Songwe. « Saving Africa's Private Sector Jobs during the Coronavirus Pandemic », s. d., 14.
- Center For Global Development. « The IMF's Growth Forecasts for Poor Countries Don't Match Its COVID Narrative ». Consulté le 5 juin 2020. <https://www.cgdev.org/publication/imfs-growth-forecasts-poor-countries-dont-match-its-covid-narrative>.
- Data-Pop Alliance. « Equatorial Guinea ». Consulté le 5 juin 2020. <https://datapopalliance.org/covid19/c19globalsouthobservatory/equatorial-guinea/>.
- Economist Intelligence Unit. « The Great Unwinding: Covid-19 and the Regionalisation of Global Supply Chains ». Consulté le 5 juin 2020. <https://www.eiu.com/n/campaigns/the-great-unwinding-covid-19-supply-chains-and-regional-blocs/>.
- ILO « State of skills-Equatorial Guinea ». 2019 https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_emp/--ifp_skills/documents/genericdocument/wcms_742199.pdf.
- IMF « Republic of Equatorial Guinea : 2012 Article IV Consultation: Staff Report, Informational Annex, Public Information Notice, Statement by the Executive Director, Observations by the Government ». Consulté le 5 juin 2020. <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2016/12/31/Republic-of-Equatorial-Guinea-2012-Article-IV-Consultation-Staff-Report-Informational-Annex-40427>.
- IMF « Republic of Equatorial Guinea : 2015 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for the Republic of Equatorial Guinea ». Consulté le 5 juin 2020. <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2016/12/31/Republic-of-Equatorial-Guinea-2015-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-43280>.
- IMF. « Republic of Equatorial Guinea : 2016 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Director for the Republic of Equatorial Guinea ». Consulté le 5 juin 2020. <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2016/12/31/Republic-of-Equatorial-Guinea-2016-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-44371>.
- IMF. « Republic of Equatorial Guinea : Request for an Extended Arrangement Under the Extended Fund Facility and Second Review Under the Staff-Monitored Program-Press Release, Staff Report, and Statement by the Executive Director ». Consulté le 5 juin 2020. <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2019/12/20/Republic-of-Equatorial-Guinea-Request-for-an-Extended-Arrangement-Under-the-Extended-Fund-48904>.
- IMF. « Republic of Equatorial Guinea : Selected Issues ». Consulté le 5 juin 2020. <https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2016/12/31/Republic-of-Equatorial-Guinea-Selected-Issues-44418>.
- IMF. J. Alfredo Tijerina, “Plan de Continuidad y Recuperación de Actividades de la DGIC”.
- INEGE « Cuentas-Nacionales-2015-1.pdf ». Consulté le 5 juin 2020. <http://www.inege.gq/wp-content/uploads/2019/01/Cuentas-Nacionales-2015-1.pdf>.
- INEGE « Guinea-Ecuatorial-en-Cifras-2019.pdf ». Consulté le 5 juin 2020. <http://www.inege.gq/wp-content/uploads/2019/12/Guinea-Ecuatorial-en-Cifras-2019.pdf>.

- INEGE « GUINEA-EN-CIFRAS-2016.pdf ». Consulté le 5 juin 2020. <http://www.inege.gq/wp-content/uploads/2019/08/GUINEA-EN-CIFRAS-2016.pdf>.
- INEGE « IMPACTO DE LA PANDEMIA COVID-19 EN LA ECONOMÍA DE GUINEA ECUATORIAL ». 2020. <http://www.inege.gq/index.php/impacto-de-la-pandemia-covid-19-en-la-economia-de-guinea-ecuatorial/>.
- INEGE « IMPACTO-DE-LA-PANDEMIA-COVID-19-EN-LAECONOMIA-NACIONAL.pdf ». Consulté le 5 juin 2020. <http://www.inege.gq/wp-content/uploads/2020/05/IMPACTO-DE-LA-PANDEMIA-COVID-19-EN-LAECONOMIA-NACIONAL.pdf>.
- Megevand, Carole, Aline Mosnier, Joël Hourticq, Klas Sanders, Nina Doetinchem, et Charlotte Streck. *Deforestation Trends in the Congo Basin: Reconciling Economic Growth and Forest Protection*. The World Bank, 2013. <https://doi.org/10.1596/978-0-8213-9742-8>.
- Nchama, Alejandra Jesabel. « COVID-19: Guinea Ecuatorial confirma el cuarto caso de coronavirus ». AhoraEG, 18 mars 2020. <https://ahoraeg.com/salud/2020/03/18/guinea-ecuatorial-confirma-el-cuarto-caso-de-coronavirus/>.
- Oyana, Eucario Bacale ANGÜE. « POUR UNE GUINEE MEILLEURE », s. d., 40.
- PNUD. « Panorama de financiamiento al desarrollo en la Republica de Guinea Ecuatorial ». April 2019.
- Sandefur, Justin. « The IMF's Growth Forecasts for Poor Countries Don't Match Its COVID Narrative », s. d., 24.
- UNDRR « Risk-sensitive Budget review » décembre 2018. https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/70708_equatorialguineaweb.pdf.
- UNICEF « Equatoria__Guinea_2017" 2017 https://www.unicef.org/about/annualreport/files/Equatoria_Guinea_2017_COAR.pdf.
- UNICEF DATA. « How COVID-19 Is Changing the World: A Statistical Perspective », 13 mai 2020. <https://data.unicef.org/resources/how-covid-19-is-changing-the-world-a-statistical-perspective/>.
- World Bank « Doing-Business-2020-Comparing-Business-Regulation-in-190-Economies-Economy-Profile-of-Equatorial-Guinea ». 2020 <http://documents.worldbank.org/curated/en/694751574856872719/pdf/Doing-Business-2020-Comparing-Business-Regulation-in-190-Economies-Economy-Profile-of-Equatorial-Guinea.pdf>.
- World Bank « Equatorial Guinea Education Sector Diagnostic». Juin 2017. <http://documents.worldbank.org/curated/en/356311499340208347/pdf/P164099-06-28-2017-1498686312752.pdf>.
- World Bank « Equatorial-Guinea-COS-FY17 ». décembre 2017. <http://documents.worldbank.org/curated/en/233451531833595673/pdf/128504-WP-Equatorial-Guinea-COS-FY17-Report-Final.pdf>.

Annexe 1 : Statistiques

Annexe 1A : Principaux indicateurs macro-économiques

Main economic indicators	Principaux indicateurs économiques		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
			Est.	Program	Program	Program	Program					
Production, prices and money	Production, prix et monnaie											
Real GDP	PIB réel	Annual % change	-4,10	-0,50	-9,10	-8,80	-4,70	-5,70	-5,90	-1,90	1,00	-4,7
Hydrocarbon sectors (1)	Secteurs des hydrocarbures (1)	Annual % change	-6,90	1,40	-9,40	-8,20	-5,60	-9,70	-10,40	-5,00	-0,60	-11,3
Non hydrocarbon sectors	Secteurs hors hydrocarbures	Annual % change	0,10	-3,30	-8,80	-9,70	-3,40	0,00	0,00	1,70	2,90	2,2
GDP Deflator	Déflateur du PIB	Annual % change	-1,10	-1,40	-20,20	-6,30	12,70	13,10	-3,20	0,40	-0,60	2,7
Hydrocarbon sectors	Secteurs des hydrocarbures	Annual % change	-3,50	-4,80	-36,50	-17,60	31,40	24,50	-9,80	-3,60	-5,50	-1,8
Non-hydrocarbon sectors	Secteurs hors hydrocarbures	Annual % change	3,10	3,70	1,10	3,60	-0,40	1,60	1,00	2,00	2,00	2,1
Oil price (USD a barrel)	Prix du pétrole (dollar par baril)	Annual % change	100,30	92,50	47,00	39,00	51,40	67,20	59,70	56,70	54,30	
Consumer prices (annual average)	Index des prix à la consommation (moyenne annuelle)	Annual % change	3,20	4,30	1,70	1,40	0,70	1,30	0,90	1,70	1,70	1,8
Consumer price (end of period)	Index des prix à la consommation (fin de période)	Annual % change	4,90	2,60	1,60	2,00	-0,20	2,60	1,60	1,70	1,70	1,80
Broad money	Broad money	Annual % change	7,30	-14,10	-10,90	-16,40	1,00	-0,80	1,00	3,70	4,90	4,30
Nominal effective exchange rate	Taux de change effectif nominal	Annual % change	2,60	-0,20	-6,90	2,70	2,20	..	..	..	..	..
Real effective exchange rate	Taux de change effectif réel	Annual % change	4,20	2,70	-6,40	2,40	0,60	..	..	..	..	..
External sector	Secteur extérieur											
Exports FOB	Exportations FAB	Annual % change	-22,40	-6,50	-46,10	-26,90	10,50	11,60	-19,20	-7,90	-6,10	-11,90
Hydrocarbon exports	Exports d'hydrocarbures	Annual % change	-23,60	-6,80	-47,50	-25,90	9,60	12,40	-18,90	-8,60	-6,80	-13
Non-hydrocarbon exports	Exports hors hydrocarbures	Annual % change	-3,90	-3,10	34,60	-49,40	39,60	-8,60	-27,90	14,90	13,50	11,9
Imports FOB	Importations FAB	Annual % change	-23,80	-2,40	-23,10	-33,90	-13,20	9,50	-17,80	-3,30	-17,60	-12,5
Terms of trade	Termes de l'échange	Annual % change	-1,00	-7,60	-34,70	-5,40	35,00	40,70	-15,20	-4,70	-5,50	-1,3
Investments and savings	Investissements et Epargne											
Gross investment	Investissement brut	%GDP	47,80	51,90	24,70	16,70	12,60	12,00	12,20	13,10	11,70	12,2
Public	Public	%GDP	24,60	19,30	..	..	..	..	..	..	..	..
Private	Privé	%GDP	23,20	32,70	..	..	..	..	..	..	..	..
Gross national savings	Epargne nationale brute	%GDP	47,90	46,30	8,30	3,70	6,80	6,60	6,50	7,30	7,90	8,1
Public	Publique	%GDP	16,80	17,10	..	..	..	..	..	..	..	..
Private	Privée	%GDP	31,10	29,10	..	..	..	..	..	..	..	..
Government Finance	Finances Publiques											
Revenue	Recettes	%GDP	24,90	24,30	26,50	16,90	17,30	19,00	17,80	17,50	17,50	17,3
of which hydrocarbon revenue	dont recettes liées aux hydrocarbures	%GDP	21,40	21,00	22,20	12,80	13,80	15,50	14,30	12,80	11,40	10,1
Expenditure	Dépenses	%GDP	30,70	29,20	41,60	27,80	19,90	18,50	16,50	16,40	15,80	15
Overall fiscal balance after grants (2)	Solde budgétaire global après subventions (2)	%GDP	-5,80	-4,90	-2,90	-7,90	-4,90	1,20	-0,60	-21,30	1,60	2,3
Non hydrocarbon primary balance (% of non hydrocarbon GDP)	Solde primaire hors hydrocarbures/ Non ressource primary balance (% of non hydrocarbon GDP)	%GDP	-66,10	-61,10	-37,00	-23,50	-16,10	-14,40	-12,40	-10,60	-8,10	-6,2
Outstanding medium- and long-term public debt	Dette publique active de moyen/long-terme	%GDP	6,10	8,70	33,60	43,40	38,00	43,00	46,20	46,60	45,30	44,4
Change in domestic arrears		%GDP	..	..	12,20	3,00	-2,30	0,70	-2,00	-22,40	0,00	0
External sector	Secteur extérieur											
Current account balance (including official transfers)	Solde du compte courant (incluant les transferts officiels)	%GDP	0,10	-5,60	-16,40	-13,00	-5,80	-5,40	-5,70	-5,70	-3,80	-4,1
Total external public debt	Dette publique extérieure totale	%GDP	6,10	5,20	9,00	9,50	8,60	9,50	11,20	13,00	14,80	16,2
Current account balance (including official transfers)	Solde du compte courant (incluant les transferts officiels)	Billions CFA	20,00	-1214,00	-1281,00	-864,00	-412,00	-411,00	-397,00	-392,00	-264,00	-277
Overall balance of payments	Balance globale des paiements	Billions CFA	-40,00	-1241,00	-846,00	-712,00	-43,00	3,00	50,00	139,00	99,00	59
Total external public debt	Dette extérieure totale	Billions CFA	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Debt service-to-exports ratio (%)	Service de la dette par exportations (%)		2,50	2,20	3,60	5,80	3,30	3,30	4,30	6,30	6,70	9,6
Extrenal debt service/govt revenue	Service de la dette extérieure/recettes publiques	Percent	7,30	6,40	5,90	12,80	7,30	6,90	8,60	11,80	11,80	15,4
Reserve assets at the BEAC	Avoirs de réserve à la BEAC	Month of next year's imports	4,57	2,91	3,60	0,20	0,10	0,20	0,60	2,60	4,50	6,1
of which government deposits at BEAC	dont dépôts du gouvernement à la BEAC	Billions CFA	1575,00	649,00	177,00	113,00	156,00	185,00	322,00	176,00	196,00	199,0
Government bank deposits abroad	Dépôts publics en banque étrangère	Billions CFA	1002,00	1041,00	553,00	392,00	501,00	427,00	442,00	435,00	436,00	416,0
usable external resources	Ressources extérieures disponibles	Billions CFA	2649,00	2133,00	248,00	112,00	196,00	123,00	138,00	131,00	131,00	111,0
Real GDP	PIB réel	Billions CFA	7312,23	7342,58	6673,67	6085,27	5798,80	5466,62	5212,89	4952,68	4692,12	
Nominal GDP	PIB nominal	Billions CFA	10841,00	10632,00	7795,00	6661,00	7152,00	7624,00	6950,00	6842,00	6875,00	6950
Non hydrocarbon GDP	PIB hors hydrocarbures	Billions CFA	4406,00	4419,00	4272,00	3996,00	3846,00	3910,00	3949,00	4096,00	4298,00	3949
Population	Population		1,10	1,20	1,20	1,30	1,30	1,40	1,40			
Exchange rate	Taux de change	CFA/USD			591,40	593,00	582,10	555,20	585,80	581,40	575,60	570,4

- (1) Including oil, LNG, LPG, butane, propane, and methanol
- (2) Includes a one-time clearance of outstanding arrears through securitization in 2020

Annexe 1B : Construction du PIB réel²⁴

Construction du PIB	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Milliards FCFA, prix constants 2006						Estim	Estim	Prév
PIB aux prix constants du marché (2006)	7686,80	7385,20	7333,10	6651,90	6027,80	5903,90	5665,60	5629,20
Secteur pétrolier	4352,60	4019,60	4068,10	3458,80	3152,80	2948,20	2644,40	2512,00
Secteur non pétrolier	3334,20	3365,70	3265,00	3193,20	2875,00	2955,80	3021,20	3117,20
Secteur primaire	3144,8	2722,7	2771,9	2583,5	2156,4	1869,1	1692,9	1721,4

Agriculture, Elevage et Chasse	48,2	50	51,8	53,5	56,1	58,1	61,1	62,3
Cultures d'exportations	0,6	0,8	0,8	0,9	1,7	1,8	2,8	2,1
Secteur de subsistance	44	45,5	47,1	48,7	50,4	52,1	53,9	55,7
Elevage et Chasse	3,6	3,7	3,9	4	4,1	4,3	4,4	4,6
Sylviculture et exploitation forestière	16,1	15,6	24,4	30,1	34,9	28,2	18	16,9
Pêche	2,9	3	3,1	3,2	3,4	3,5	3,6	3,7
Pétrole	2935	2525,4	2565,4	2390,9	2015,1	1722,6	1563,7	1592,3
Gaz naturel	32,4	34,5	34,2	25,8	21,6	23,3	20,5	17,5
Autres industries extractives	110,1	94,3	93	80	25,3	33,3	26	28,7
Secteur secondaire	2609,8	2486,6	2289,4	1769,8	1480,4	1618,3	1438,7	1303,8

Méthanol et Autres Gaz	1385,2	1459,7	1468,6	1042,1	1116,1	1202,2	1060,1	902,3
Industries manufacturières	75	92	111,6	138,2	151,6	157,9	164,5	171,5
Energie et Eau	46,7	50,5	58,4	61,8	60,4	57,2	57	56,5
Construction	1102,9	884,4	650,9	527,8	152,3	201	157	173,6
							0,40%	
Secteur tertiaire	1965,7	2163,4	2201,2	2200,9	2299,1	2318,7	2432,7	2497,2

Commerce, Restaurant et Hôtel	440,8	485	519,1	638,1	698,5	696,9	704	734,8
Transports et Télécommunications	245,4	246,2	280,3	340,7	384,3	388,9	396,9	401,2
Services financiers et immobiliers	65,9	55,9	58,5	63,8	69,8	66,9	80,8	87
Services pétroliers	378,6	527,5	474,9	196,6	167,4	180,2	205,6	180
Administration publique	673	666,5	668,8	716,6	742,1	760,7	801,5	820
Autres services	162,1	182,3	199,6	245,1	237,1	225,1	243,9	274,3
PIB au coût des facteurs	7720,3	7372,7	7262,5	6554,2	5935,9	5806,1	5564,2	5522,5
Taxes nettes sur les produits	-33,5	12,5	70,6	97,7	91,9	97,9	101,3	106,7

²⁴ Source : site de la BEAC, base de données "Offre et emplois des ressources" construite à partir des données d'administrations nationales, du FMI et de la BEAC

BILLIONS of CFA francs											
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Current account											
Trade balance (billions of CFA francs)		10	-600	-1281	-864	-412	-411	-397	-392	-264	-277
Exports of goods, f.o.b.		5054	4604	1286	1086	1527	1728	1379	1219	1263	1118
Hydrocarbon exports		7957	7436	3371	2464	2723	3037	2455	2260	2122	1869
Crude oil		7354	6852	3223	2389	2618	2942	2386	2181	2032	1768
Liquefied natural gas		4947	4635	2457	1725	1738	1953	1692	1521	1234	1050
Liquefied petroleum gas		1576	1519	610	480	534	679	443	411	492	429
Methanol		301	275	52	80	144	124	100	94	135	124
Non-hydrocarbon exports		529	423	104	104	202	187	150	156	170	165
Imports of goods, f.o.b.		603	584	148	75	104	95	69	79	90	100
Petroleum sector		-2903	-2832	-2095	-1377	-1196	-1309	-1076	-1041	-858	-751
Petroleum products		-187	-177	-271	-82	-51	-68	-107	-165	-83	-77
Public sector equipment and construction		-625	-544	-214	-200	-192	-245	-229	-22	-217	-217
Other		-1810	-1834	-756	-599	-511	-535	-397	-350	-299	-245
Services (net)		-281	-277	-844	-496	-442	-462	-343	-303	-259	-212
Income (net)		-1298	-1446	-1202	-867	-793	-912	-730	-667	-637	-591
Current transfers		-3588	-3603	-1091	-828	-899	-996	-850	-753	-701	-618
		-158	-156	-274	-256	-246	-232	-196	-192	-190	-185
Capital and financial account											
Capital account		-110	163	327	168	429	414	447	531	363	336
Financial account		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Direct investment		-110	163	327	168	429	414	447	531	363	336
Portfolio investment (net)		288	83	702	190	312	309	240	347	370	355
Other investment (net)		1	1	-1	0	0	-1	-1	-1	-1	-1
Medium- and long-term transactions		-398	80	-374	-22	117	107	208	185	-6	-18
General government		6	272	13	278	152	64	-37	49	14	-21
Of which : amortization		-15	248	-48	229	90	64	-37	49	14	-21
Other sectors		-183	-155	-106	-85	-76	-78	-87	-101	-86	-121
Short-term transactions		21	23	61	49	63	0	0	0	0	0
General government		-404	-192	-387	-300	-35	43	245	136	-19	3
Banks		-404	-192	-231	282	160	-109	66	131	0	0
Other sectors		-134	174	-71	-20	45	41	71	1	1	-1
Errors and omissions		-270	-366	-84	-562	-240	111	108	4	-21	4
		80	-177	108	-16	-60	0	0	0	0	0
Overall balance		-20	-614	-846	-712	-43	3	50	139	99	59
Financing		20	614	846	712	-43	-3	-50	-139	-99	-59
Change in net international reserves (= increase)		20	614	846	712	-43	-3	-50	-139	-99	-59
Memorandum items:											
Reserve assets at the BEAC (a)		4.567	2.907	3.6	0.2	0.1	0.2	0.6	2.6	4.5	6.1
Of which : government deposits at BEAC (b)		749	351								
Government bank deposits outside BEAC ©		477	563								
Usable external resource (a + c)		2649	2133	248	112	196	123	138	131	131	111
Gross government deposits (b + c)		1226	913								
Usable external resource (months of next year's imports)		7.5	6.9								
Current account balance (percent of GDP: - = deficit)		0.1	-5.6	-16.4	-13	-5.8	-5.4	-5.7	-5.7	-3.8	-4.1
Overall balance (percent of GDP: - = deficit)		-0.2	-5.8	-10.8	-10.7	-0.6	0	0.7	2	1.4	0.9
Growth of hydrocarbon exports (percent)		-21.1	-6.9								
Growth of non-hydrocarbon exports (percent)		-0.7	-3.2								

Annexe 2 : Méthodes de projection des recettes budgétaires

Cette annexe présente successivement l'objectif de l'analyse quantitative, les deux méthodes utilisées, les prévisions obtenues, ainsi que les limites de l'analyse.

1. Objectif de l'analyse quantitative et méthodes utilisées

L'objectif de cette analyse quantitative est de réaliser une projection des recettes budgétaires de l'administration de Guinée Équatoriale pour l'année 2020 qui tienne compte des effets de la pandémie mondiale de Covid-19. Le but de cette analyse, demandée dans le cadre du présent projet et **basée sur des données accessibles au grand public (i.e. OPEP, FMI) et des méthodes simples, est de proposer quelques scénarii plausibles d'évolution des recettes publiques**. Nous ne connaissons pas les détails des négociations qui sont en cours avec les créanciers sur la révision des prévisions de recettes et la politique budgétaire à venir. La présente analyse ne saurait avoir un statut 'officiel' et ne préjuge absolument pas de l'issue de ces négociations quant au niveau maximum de déficit et d'endettement qui sera autorisé à l'État équatoguinéen (été 2020).

Deux méthodes complémentaires utilisant des hypothèses sur des variables différentes ont été utilisées : la prévision selon les élasticités (méthode 1) et un modèle de régression linéaire (méthode 2). Les données utilisées proviennent d'organismes internationaux (i.e. OPEP, FMI et BEAC) et sont accessibles au grand public. Elles ont été mises en contexte à travers des entretiens réalisés avec les autorités nationales (Ministère de l'Economie et des Finances et Ministère des Mines). Les prévisions obtenues dans le cadre de ces deux méthodes convergent, ce qui vient renforcer la crédibilité des résultats obtenus, malgré les limites explicitées ci-dessous.

2. Méthode 1 : Prévision par les élasticités

Les prévisions à partir du taux marginal d'imposition (TMI) ou élasticité est une méthode statistique simple utilisée par le FMI dans ses modèles de programmation financière. On préfère le TMI plutôt que les taux officiels en vigueur (taux d'impôts prévus par la loi) pour prévoir les recettes de l'administration car il existe des exemptions et de l'évasion fiscale qui fausseraient les estimations selon un scénario sur l'assiette fiscale.

Taux marginal d'imposition = Δ % recettes fiscales / Δ % assiette de remplacement

L'assiette fiscale n'étant pas toujours connue, on utilise une assiette de remplacement dont les données statistiques sont généralement disponibles pour calculer les TMI. On a donc :

- Impôts sur le revenu, bénéfices et plus-values → PIB nominal ou EBE à prix courant
- Impôts sur les biens et services → consommation privée à prix courant
- Impôts sur le commerce extérieur → importations en monnaie nationale

Pour obtenir une prévision de recettes budgétaires en $t+1$, il faut partir d'une estimation du TMI et d'une prévision du taux de croissance de l'assiette fiscale. Si les TMI sont stables, on peut raisonnablement faire l'hypothèse qu'ils restent inchangés pour l'année à prévoir ; s'ils varient, on peut calculer une moyenne sur la période de référence ou utiliser un filtre pour lisser la tendance.

$$RF_{t+1} = \left(1 + \frac{e * \% \Delta TB_{t+1}}{100}\right) * RF_t$$

Avec RF = recettes fiscales effectives ; TB = assiette de remplacement ; e = TMI

3. Méthode 2 : Modèle de régression linéaire

Les recettes pétrolières sont regroupées en deux catégories : (1) les droits, ils dépendent du volume produit et du prix en vigueur durant l'exercice (2) les impôts, ils dépendent des bénéfices de l'exercice précédent.

Cette relation peut être exprimée à partir d'un modèle simple de régression linéaire :

$$(1) RP_t = DP_t + TP_t$$

où RP = recettes pétrolières en XAF ; DP = droits en XAF et TP = impôts s/benef en XAF

$$(2) CAP_t = YP_t * (PP_t - D_t) * E_t$$

où CAP = chiffre d'affaire pétrolier national ; YP production de pétrole nationale en barils ; PP = prix du brut (Brent) en USD ; D = décote en USD le baril ; E = taux de change XAF/USD.

(3) $DP_t = a_1CAP_t + b_1$ (b_1 constante)

(4) $TP_t = b_1CAP_{t-1} + b_2$ (b_2 constante)

d'où (5) $RP_t = b_0 + a_1CAP_t + b_1CAP_{t-1} + \mu_t$ avec $b_0 = b_1 + b_2$

L'estimation économétrique de l'équation (5) à partir des MCO met davantage l'accent sur la capacité du modèle à reproduire les résultats antérieurs que sur sa robustesse statistique (échantillon réduit). Il peut ainsi être utilisé pour simuler des scénarios de prix pétroliers, de niveaux de production et de taux de change.

4. Prévisions de recettes budgétaires obtenues

Tableau 1 - Synthèse des prévisions selon les deux méthodes – Scénario Standard Covid

	2019	2020 ^P	2020 ^P	2020 ^P
	Scénario Standard Covid			
		Régression- Méthode 2	Elast. - Méthode 1	Elast. - Méthode 1
Prix du Brent (\$) – cours moyen annuel	62,98	38 ^a	36 ^b	33,8 ^b
Recettes budgétaires (million XAF)	1 240 534 ^e	764 852	830 078	754 746
Δ annuelle des recettes budgétaires (%)	-14,24	-38,3 %	-33,09 %	-39,16 %

^a prévision de l'AIE de juin 2020 ; ^b prévision de l'INEGE d'avril 2020 ; ^P : prévision ; ^e : estimation Min. de Hacienda, Presupuesto General del Estado 2019, Ejecucion de ingresos al 31 diciembre.

Les résultats convergent et indiquent une prévision de la diminution des recettes pour l'année 2020 entre 33 % et 39 % selon des hypothèses sur le prix moyen du Brent pour cette année.

Tableau 2 : Projection des recettes budgétaires selon la méthode des élasticités

	2019	2020 ^P	2020 ^P
Scénario standard Covid			
Prix du Brent – cours moyen annuel	62,98	36 ^a	33,8 ^a
PIB nominal (million XAF)	6 459 504	5 221 916 ^a	4 994 783
Δ annuelle du PIB nominal (%)	-12,42	-19,16	-22,68 %
Élasticité (taux marginal d'imposition)	1,15	1,73 ^b	1,73 ^b
Recettes fiscales (million XAF)	602 540 ^c	542 854	531 899
Δ annuelle des recettes fiscales (%)	39,36 %	-9,91 %	-11,72 %
Recettes budgétaires (million XAF)	1 240 543 ^c	830 078	754 746
Δ annuelle des recettes budgétaires (%)	-14,24	-33,09 %	-39,16 %

^a prévision INEGE avril 2020 ; ^b élasticité moyenne sur la période 2006-2019 (comptes nationaux disponibles sur la même année de base) ; ^c : estimation Min. de Hacienda, Presupuesto General del Estado 2019, Ejecucion de ingresos al 31 diciembre ; ^P : prévision.

Tableau 3 : Projection des recettes budgétaires selon la méthode de régression

	2019	2020 ^P standard Covid	2020 ^P scénario pessimiste	2020 ^P scénario optimiste
Prix du Brent (\$) – cours moyen annuel	62,98	38 ^a	20	55,5
Taux de change XAF/USD	585,91	595 ^c	595	595
Production annuelle de pétrole (1000 barils)	39 997	42 125 ^b	42 125	42 125
Δ Production nationale de pétrole (%)	-8,81 %	5,31 %	5,31 %	5,31 %

Recettes budgétaires pétrolières (million (XAF))	983 700	558 208	262 888	873 968
Δ Recettes budgétaires pétrolières (%)	-16,56 %	-43,3 %	-73,3 %	-11,2%
Recettes budgétaires (million XAF)	1 240 534	764 852	388 301	1 111 825
Δ annuelle des recettes budgétaires (%)	-14,24	-38,3 %	-68,7 %	-10,4 %

^a prévision du prix du Brent pour 2020 de l’AIE en juin <https://www.eia.gov/analysis/>

^b prévision du ministère des Mines en juin 2020 ; ^c prévision FMI en juin 2020

^p : prévision

Source : FMI (taux de change), OPEP (prix du Brent et production de pétrole) et Min. de Hacienda, Presupuesto General del Estado 2019, Ejecucion de ingresos al 31 diciembre (Recettes budgétaires)

Tableau 4 : Résultat des estimations du modèle de régression avec R (recettes budgétaires) et RP (recettes pétrolières)

Dependent Variable: DLR Method: Least Squares (Gauss-Newton / Marquardt steps) Date: 06/30/20 Time: 17:26 Sample (adjusted): 2000 2019 Included observations: 20 after adjustments DLR=C(1)+C(2)*DLCAP					Dependent Variable: DLRP Method: Least Squares (Gauss-Newton / Marquardt steps) Date: 06/30/20 Time: 17:27 Sample (adjusted): 2000 2019 Included observations: 20 after adjustments DLRP=C(1)+C(2)*DLCAP				
	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.		Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C(1)	-0.047987	0.053475	-0.897360	0.3814	C(1)	-0.069118	0.055512	-1.245103	0.2291
C(2)	0.906528	0.147847	6.131542	0.0000	C(2)	1.035220	0.153477	6.745097	0.0000
R-squared	0.676235	Mean dependent var	0.133215		R-squared	0.716519	Mean dependent var	0.137808	
Adjusted R-squared	0.658248	S.D. dependent var	0.340940		Adjusted R-squared	0.700770	S.D. dependent var	0.378237	
S.E. of regression	0.199312	Akaike info criterion	-0.293251		S.E. of regression	0.206903	Akaike info criterion	-0.218495	
Sum squared resid	0.715055	Schwarz criterion	-0.193677		Sum squared resid	0.770559	Schwarz criterion	-0.118921	
Log likelihood	4.932507	Hannan-Quinn criter.	-0.273813		Log likelihood	4.184947	Hannan-Quinn criter.	-0.199057	
F-statistic	37.59581	Durbin-Watson stat	2.288103		F-statistic	45.49634	Durbin-Watson stat	2.306012	
Prob(F-statistic)	0.000009				Prob(F-statistic)	0.000003			

5. Limites des méthodes proposées

Le modèle de régression linéaire (méthode 2) est estimé sur la base d’un échantillon de taille réduite (1999-2019), ce qui limite donc sa robustesse. En réalisant des prévisions de manière rétrospective, il donne toutefois de bonnes estimations et l’erreur est faible. Pour ce qui est des élasticités (méthode 1), ces dernières ne sont pas stables dans le temps et l’utilisation de la moyenne sur la période comme proxy pour l’année 2020 est donc forcément biaisée. La convergence des estimations selon les deux méthodes permet de s’assurer de la robustesse des prévisions du scénario standard.

Par ailleurs, les prévisions réalisées ici dépendent des hypothèses proposées pour un prix moyen du Brent en 2020. Elles reflètent par conséquent une projection des recettes sur la base des prix prévus en juin 2020 pour l’année. Pour cette raison, des scénarios « pessimiste » et « optimiste » ont été également proposés.